Vol 13 # 19 • Du 13 au 19 Novembre 2019

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ


JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

L'ACCORD DE MARRIOTT


Voir page 3

A l'issue de deux jours d'intenses discussions, l'opposition s'est finalement arrêtée à l'idée que le remplaçant du président Jovenel Moise devant assurer la transition sortira de la Cour de cassation

5 PISTOLETS ET 2 FUSILS D'ASSAUT CAPTURÉS !


Voir page 3

Les agents de la Brigade de lutte contre le trafic des stupéfiants ont trouvé des armes à feu ainsi que des drones dans les bagages de Jacques Yves Bastien Duroseau











L'impérialisme ne badine pas

Par Berthony Dupont

Il faudrait être très naïf pour ne pas prendre toutes les précautions possibles et même inimaginables quand il s'agit de faire face au grand bourreau, au monstre sacrificateur des peuples, l'architecte et le responsable des attaques meurtrières et sanglantes contre les mouvements de libération nationale.

Le coup d'état en Bolivie vient à point nommé pour illustrer cette mise en garde. C'est dans un domaine bien précis, les élections présidentielles, terrain contrôlé par excellence par l'impérialisme, financièrement et stratégiquement, que le « laboratoire » a pu en arriver à une polémique électorale engageant le président Evo Morales à faire des concessions jusqu'à ce qu'il renonce à sa réélection. Ce piège concocté et fomenté par l'impérialisme a pu finalement forcer le premier dirigeant à la démission.

Dans ce genre de manœuvre, le laboratoire impérial n'est pas à son coup d'essai. Il prouve une fois de plus qu'il ne chôme jamais et attaque sans répit les peuples dans une guerre d'usure permanente. Il est toujours mobilisé de façon à salir, se venger jusqu'à la destruction même de tous ceux qui refusent de se plier aux diktats et aux desseins de sa stratégie hégémonique. Le coup d'État en Bolivie a visé l'élimination d'un régime progressiste anti-impérialiste qui avait réussi à galvaniser les masses paysannes boliviennes et à placer les réactionnaires sur la défensive.

En fait, tout cela se ramène à la lutte entre deux tendances, deux forces opposées : celles qui veulent détruire la vie des peuples, et celles qui luttent pour la protection et un avenir meilleur pour les masses populaires dans le monde.

En conséquence, la défense d'un pouvoir populaire ou n'importe quel acquis des masses devrait être défendue du bec et des ongles, puisque l'impérialisme destructeur ne donne pas de cadeau et ne joue pas à *cache-cache lubin*. L'impérialisme lui, en plus de l'exploitation éhontée des ressources des masses populaires et paysannes, recourt de façon permanente et catégorique à la répression sous toutes ses formes de sorte que le pays reste soumis, inféodé à sa stratégie toujours active sur les plans politique, économique et social. En ce sens, la responsabilité première incombe certainement à la mise sur pied d'une véritable indépendance politique et économique.

La crise haïtienne n'a rien de comparable avec celle tragique qui vient de se dérouler en Bolivie, puisque l'équation est quasiment différente, mais elle n'en est pas moins téléguidée par le triumvirat Etats-Unis, France et Canada.

Bien qu'il y ait un laps de temps depuis que le peuple haïtien se mobilise contre le pouvoir des mercenaires parrainés par les forces impériales, le dénouement reste indécis. Ce n'est pas un banal fait divers quand l'opposition, toutes couches confondues et disant partager le malheur du peuple haïtien, s'adonne à faire les yeux doux et à même prendre langue avec l'impérialisme américain de sorte qu'il les accompagne dans la lutte contre son poulain Jovenel Moise.

Le danger le plus grave est que et l'opposition et le pouvoir jouissent tous deux des faveurs des dirigeants de la Maison Blanche en raison de leurs communs sentiments antipopulaires. Ce qui implique que toute position de classe dans leur entente doit être tout simplement écartée. *« Le prolétariat lutte, la bourgeoisie se faufile vers le pouvoir »* C'est la politique du pire et toute politique du pire doit être systématiquement rejetée.

A quel changement réel doit-on s'attendre dans une telle position de classe partagée ? Aucun, sinon celui qui contribue toujours à édifier une société d'injustice, anti-démocratique et antipopulaire garante d'une résignation pérenne et de désespoir. Nous ne pouvons sous aucun prétexte nous rallier à cette opposition bourgeoise et petite-bourgeoise antinationaliste et antisocialiste, ni lui faire aucune confiance, car elle n'a pas la capacité requise pour la transformation totale de la société.

La lutte pour le changement qu'incarne le peuple haïtien ne peut être édifiée ni réalisée par des laquais de Washington. Le peuple haïtien dans sa lutte pour le changement a besoin d'une énergie créatrice et motrice pour l'orienter et le rassurer que ceux qui sont en train de mourir n'étouffent guère ceux qui vivent.

L'impérialisme n'a qu'une seule nature, celle d'essayer par tous les moyens indignes d'étouffer l'espoir des peuples en déstabilisant les régimes progressistes et révolutionnaires pour alimenter les manœuvres, coup bas et autres mesquineries tous azimuts d'un système pourri et corrompu.

De par sa composante sociale, son idéologie et ses intérêts, l'impérialisme ne plaisante guère. Face à cette réalité, c'est tout ou rien pour instaurer la dignité et l'objectif socialiste. Ainsi les voix prolétariennes, seules garantes de la justice, du progrès et de la liberté des peuples, doivent s'élever de partout pour combattre constamment l'impérialisme.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

L'accord de Marriott



Des hommes d'Affaires



Certains membres de l'Alternative consensuelle pour la Refondation d'Haïti

Par Isabelle L. Papillon

Les vendredi 8 et samedi 9 novembre 2019, tout le beau monde de l'opposition traditionnelle était au rendez-vous à l'hôtel Marriott, à Turgeau Port-au-Prince pour communier ensemble. Ils étaient représentés au sein des organisations telles que : Alternative Consensuelle pour la Refondation d'Haïti, Passerelle, Mache Kontre, Fanmi Lavalas, Forum patriotique de Papaye et le Bloc démocratique pour le redressement national.



Le secteur syndical





Vue des participants

La toile de fond de cette réunion a été la recherche d'un consensus pour le choix d'un remplacement à Jovenel Moise et il faut bien le souligner que cette réunion a été l'initiative de la Passerelle.

A l'issue de deux jours d'intenses discussions, l'opposition s'est finalement arrêtée à l'idée que le remplaçant du président Jovenel Moise devant assurer la transition sortira de la Cour de cassation. Finalement, au local de la CTH sue la route de Frères à Pétion Ville, ils sont arrivés, le dimanche 10 novembre, à signer un document baptisé « Entente Politique Nationale ».

Ils ont signé à l'exception de Fanmi Lavalas et du RDNP qui ont fait le dos rond et n'ont pas paraphé l'Accord. Mais il faut préciser que certains membres influents de ce parti comme le Dr Schiller Louidor, l'avocat Gervais Charles, le sénateur Nènèl Cassy pour ne citer que ceux-là sont également membres de l'Alternative Consensuelle et sont très confortables pour la désignation d'un juge de la cour de Cassation.

De coutume, comme les organisations populaires n'ont pas été invitées au rendez-vous des grandes personnalités politiques, quelques militants d'organisations populaires ont trouvé un moyen pour s'infiltrer dans la salle le premier jour en perturbant un petit peu la réunion. Ils ont exigé leur participation et exprimé qu'ils n'avaient donné droit à quiconque de parler en leur nom. Pour les calmer, 5 d'entre eux ont été autorisées à participer au programme.

Parmi les juges, il a des noms que cite déjà la rumeur populaire, ainsi : Me Mécène Jean-Louis, René Sylvestre et Ivickel Dabrévil. Ces noms cités par l'Alternative seront-ils tout bonnement rejetés puisque selon l'accord de Marriott, une nouvelle commission sera constituée à la place de celle de facilitation pour évaluer tous les 11 juges de la Cour de Cassation. C'est une véritable chance qui passe pour les juges de la cour de Cassation !

Selon Bernard Craan : « Ça ne va pas changer du jour au lendemain, mais il est évident qu'aujourd'hui, c'est une avancée significative et qui prouve à tout le monde que l'on est capable de s'asseoir et de trouver ensemble des formules qui nous permettent d'avancer ». Il ajouta ensuite dans une interview à l'AFP « Cette solution haïtienne sera loin d'être parfaite, on aura besoin de l'assistance internationale, mais pas de l'intervention internationale, pas de l'ingérence de l'international ».

Lemète Zéphyr porte-parole de la Passerelle, a pour sa part déclaré : « Demain, les acteurs procéderont à la rédaction de la feuille de route du gouvernement de transition et la création de l'organe central ayant pour mission de contrôler les actions de l'exécutif. Nous aurons la possibilité d'avoir un accord rédigé et signé par tous les acteurs sur ces deux points »

Cette nouvelle commission sera formée de 7 représentantes/représentants, issus des 5 blocs politiques ayant conclu l'entente du 9 novembre 2019, plus 2 personnalités de la société civile. Selon la Passerelle qui a pris le contrôle du processus, cette commission sera assistée de 2 personnalités de la structure Passerelle que dirige l'homme d'affaires Bernard Craan, et dont le pasteur Lemet Zéphyr est le porte-parole.

Par ailleurs l'ambassadrice des Etats Unis en Haïti Michèle Sison s'exprimant lors de la cérémonie de clôture de la mission du USNS Comfort en Haïti à la base Amiral Killick à Carrefour le lundi 11 novembre a déclaré que « Les Etats encouragent les acteurs à discuter ensemble dans un dialogue inclusif, sans préalable et sans condition afin de trouver une solution haïtienne démocratique durable pour protéger la santé, l'Education et le bien être de la population haïtienne »

Beaucoup d'observateurs politiques considèrent l'accord de Marriot comme un pas, d'autres le voient comme un grand pas. Mais la question à se poser ce pas est-il dans la mauvaise ou la bonne direction ?



Dimanche 10 novembre, signature du document baptisé « Entente Politique Nationale »

5 pistolets et 2 fusils d'assaut capturés !



Par Marie Laurette Numa

A l'aéroport international Toussaint Louverture, le mardi 12 novembre aux environs de 2 heures de l'après-midi, les agents de la Brigade de lutte contre le trafic des stupéfiants (BLTS) ont procédé à l'arrestation d'un homme, Jacques Yves Bastien Duroseau, en provenance de Miami, Florida d'un avion de la American Airlines, AA # 949

Dans son bagage, la police a retrouvé des armes à feu, des munitions dont 5 pistolets et 2 fusils, ainsi que des drones. Un individu qui l'attendait à la salle d'arrivée a été aussi appréhendé par la police haïtienne pour la suite de l'investigation.

Par ailleurs Jean Rebel Dorcénat, l'un des membres de la Commission Nationale de Désarmement, Démantèlement et Réinsertion (CNDDR) a révélé a la presse que plus de 500 mille armes à feu circulent illégalement dans le pays. Il a également fait savoir que le commerce illicite des armes est contrôlé par 11 personnalités appartenant au secteur privé haïtien.

Jacques Yves Bastien Duroseau et une autre personne ont été arrêtés

L'assassinat de Capois-la-mort (8 octobre 1806)

Par André Charlier

M. Roger Petit-Frère affirme dans son texte que Pétion fut complice de l'assassinat du brave des braves, François Capois, dit Capois-la-Mort, dans les fossés de Limonade, peu avant le guet-apens du Pont-Rouge.

Voici ce que dit notre premier historien, Thomas Madiou, dans le Tome III (1803 – 1807) de son Histoire d'Haïti:

"D'une petite taille, il [Capois] avait les yeux vifs et perçants; d'une audace prodigieuse, il ne reculait jamais devant le danger. Il faisait mourir impitoyablement ceux de ses soldats qui commettaient quelque lâcheté. Il était cependant aimé de ses troupes qui se croyaient invincibles quand il marchait à leur tête." (page 34)

"La mort de Clervaux donna une libre carrière à l'ambition de Christophe qui n'eut plus de concurrents parmi les généraux; Capoix seul, dont le caractère était indomptable, lui inspirait des inquiétudes; il continua à surveiller sa conduite avec une nouvelle assiduité, et instruisit Dessalines de ses moindres paroles qu'il dénaturait pour le perdre. Pourcely, colonel de la 9e, et Jacques Louis rendaient compte à Christophe de toutes les démarches de Capoix." (page 286)

"Christophe, dès les premiers jours d'octobre [1806] avait su qu'une révolte dût éclater contre Dessalines, dans l'arrondissement des Cayes; il s'était résolu à faire assassiner, dans le Nord, le seul général qui pût, par son caractère et son influence, contre-balancer sa puissance, après la chute de Dessalines, devenue à ses yeux inévitable. Il ordonna à Capoix de se transporter du Fort-Liberté au Cap. Le moment était arrivé pour lui de tout oser pour se défaire de ce général, et Dessalines succombant, faire tourner les événements à son profit. Il envoya le général Romain, l'adjudant-général Gérard et le général Dartiguenave s'établir en embuscade, avec un bataillon d'infanterie, aux fossés de Limonade. Dès que le général Capoix, sortant du Fort-Liberté, apparut dans le grand chemin, Romain et Gérard accoururent au-devant de lui et l'invitèrent avec respect et soumission à s'arrêter pour se rafraîchir. Capoix, sans défiance, descendit de voiture et tendit la main à Romain et au même instant, Gérard, aidé de quelques grenadiers qui étaient sortis de l'embuscade, se saisit de son épée et lui déclara qu'il était prisonnier. Il ne fit aucune résistance et dit à Romain: "Ton maître Christophe est bien heureux de m'avoir pris dans ce piège, car, sous peu, je lui aurais fait sentir la vigueur de mon bras; finissons-en vite". Il se plaça à cinq pas d'un peloton et reçut la mort, atteint de plusieurs balles. C'était le 8 octobre, jour de la prise d'armes de Méceron, à Garata. Concordance de faits dévoilant les rapports qui existaient entre Christophe et les gens du Sud." (page 395)


François Capois dit Capois la mort

Voilà.

Cet assassinat crapuleux me rappelle un beau passage d'un célèbre roman de Victor Hugo, "Quatre-vingt-treize". Il se passe pendant l'insurrection royaliste des Chouans, en Vendée, en 1793. Le commandant républicain, Gauvain, vient de laisser un chef chouan se sauver. Le représentant en mission – l'on dirait aujourd'hui le commissaire politique – lui demande pourquoi.

– Parce qu'on ne se met pas à quinze cents pour tuer un homme! Répond Gauvain.

Christophe, lui, avait envoyé trois généraux et mille hommes tuer Capois…

Il y a une différence entre un soldat et un assassin.

Haiti/Éducation : le toupet de dirigeants d'écoles

Author: J. Fatal Piard

Nèg toujou vle chèche
Mwayen pou li manje
Sa se premyè panse l

Pawòl chante Manno Chalmay

Définitivement selon les dernières donnes tout laisse croire qu'Haïti a signé un pacte avec les avaricieux impénitents au point qu'elle ne peut s'en défaire san se pa yon bon lavman razwa pèp souvren an bay dirijan malveyan an yo. Personne ne saurait imaginer que des directeurs et directrices de brikabrak scolaires pourraient avoir le toupet aussi hardi qu'aucun d'eux ne soit parvenu à le contenir.

Dans cet ordre d'idée les avis, notes, communiqués et circulaires qui émanent de leur ignoble cupidité ne laissent aucun doute sur leur incurable appétence en matières sonnantes et trébuchantes. La semaine écoulée a été marquée par ces appels reçus par les parents où les responsables de boutiques scolaires exigent d'eux le versement intégral de la scolarité de septembre à novembre. Paradoxe des paradoxes, aucune de leurs portes n'a été ouverte même pour une petite seconde jusqu'à aujourd'hui. Face à cette situation qui désenchante tellement, doit-on assimiler ces responsables d'écoles à des assoiffés d'argent ?

Quelle instance étatique viendra délivrer les pauvres parents que les affres de l'inflation ont coincé entre les griffes acérées de ces responsables d'écoles aussi inconscients et avares que cupides et mesquins. Cloîtrés dans leur bulle de cupidité, ne savent-ils pas que rien ne fonctionne dans le pays depuis tantôt 10 semaines ? Pourtant, leur niveau de cynisme doit nous interpeller. Quelle mouche a donc pu piquer ces maniaques dépressifs au point de frôler la folie furieuse motivée par ce magnétisme irrésistible pour l'argent.

Communiqué de presse du MENFP

Pour une fois, le Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle s'est libéré de la tyrannie des religieux pour prendre son courage à deux bras et leur dire autant ! Autant ! Alerté par de nombreux victimes des réclamations venant de certaines directions d'écoles exigeant un paiement pour l'écolage des élèves, en dépit du service non fourni, le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) a réagi. Ainsi, à travers une note, il a interdit aux responsables d'écoles de réclamer de l'argent aux parents pour un service non fourni.

Il a lancé une mise en garde aux responsables d'écoles concernées qui s'inscriraient dans cette démarche insolite. « Une telle attitude est contraire aux normes et à l'éthique de fonctionnement d'une école réclamant de l'argent pour un service non fourni. En tout état de cause, le MENFP a instruit les Directions départementales d'éducation (DDE) en vue d'enquêter sur les éventuelles dérives qui seraient constatées et d'adopter les mesures appropriées, suivant les dispositions légales », a mentionné cette note.

La dite note émanant du Bureau de Communication du MENFP poursuit pour faire savoir que les autorités centrales attendent le rapport des DDE pour toutes nouvelles décisions à adopter en ce sens. Al kwè se vre ! Le MENFP en profite pour réitérer son appel auprès de tous les acteurs pour le respect du droit à l'éducation et la poursuite des activités scolaires en toutes circonstances. Le nommé Pierre Josué Agénor Cadet apre l fin voye pwent sou Lopozisyon an, s'est montré plus "performant" en tant que Ministre de l'Intérieur qui vient de recruter une flotte de terroristes améliorés en provenance des Etats-Unis de Donald Trump. Pourtant cet Agénor n'a pipé mot face au refus catégorique des responsables de boutiques scolaires congréganistes qui refusent d'obtempérer aux injonctions de la loi sur les frais scolaires.

Zenglendo sou beton, zenglendo anba beton

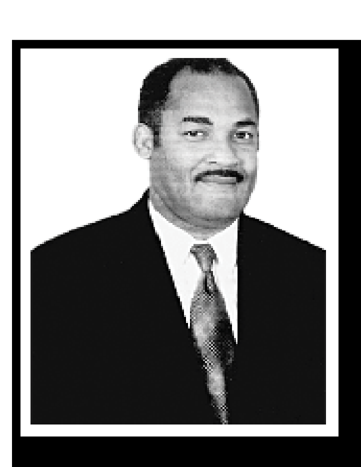
Un directeur d'école scélérat, ayant piqué une crise cardiaque suite à la publication de la loi sur les frais scolaires ne s'est pas gêné pour exprimer son désarroi de ne pouvoir plus s'enrichir. «Ne vous en faites pas, nous allons nous réunir pour chercher tous les moyens imaginables pour contourner cette loi », avait-il déclaré sans ambages sur une station de radio de la capitale. Pourtant, cette loi votée à l'initiative du sénateur Kelly Bastien sitôt promulguée devrait servir dans une certaine mesure à soulager le calvaire des parents face à la propension inexorable de ces propriétaires des écoles congréganistes à s'enrichir par le biais de ce dérivatif.

Cette dite loi interdit l'augmentation de ''frais (scolaires) annuels" supérieure à trois mois d'écolage. En outre, les directeurs «d'établissements» scolaires doivent accepter que le paiement de ces frais soit étalé sur toute l'année. Suite à l'appel de détresse des parents qui ont menacé de bloquer les examens d'Etat le journaliste Bob Céliné les a référés au commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Paul Ewonce Villard. Ce dernier, à son tour doit convoquer pè gal lwijanboje nan lekòl sent trinite sa a yo pou yo al bay esplikasyon deki prevyen deki mannigans.

Aucun de ces professeurs zonbifiés n'ose se plaindre, voire exiger une augmentation substantielle pour compenser ce salaire de misère de 10.000 ou 13.000 gourdes qu'il reçoit depuis plus de 20 ans sans même tenir compte de cette inflation qui vient de franchir la barre de 20%. Cette réalité scandaleuse où les responsables d'écoles réclament que les parents leur paient pour un service non fourni vient une fois de plus mettre en évidence le niveau de cynisme de ces propriétaires de business appelés « école ». Force est aussi de croire qu'une éventuelle révolution devra prendre en compte le fait inacceptable que l'école soit prise en otage par des individus avides d'argent. C'est vraiment navrant!







Il n'y a pas loin du Palais national au Pénitencier national

Par Fanfan la Tulipe

« Si l'on demandait quel est le plus méchant, le plus pernicieux des hommes, tout le monde répondrait que c'est le traître. » Plutarque (Les œuvres morales)

« Les traîtres sont odieux à ceux mêmes qu'ils servent. » Tacite (Les annales)

Toute ressemblance entre le titre de ce texte et la célèbre expression "Il n'y a pas loin du Capitole à la roche tarpéienne" saute aux yeux. Ce n'est assurément pas l'effet d'un curieux hasard, d'une mystérieuse coïncidence, d'un étrange parallèle, d'une troublante gymnastique de mémoire, voire même d'une inquiétante hallucination mémorielle. En effet, tout le monde le sait, il n'y a pas loin de la gloire, de la notoriété à la plus piteuse des déchéances.

À la limite, on aurait pu penser que j'aie pu associer les mots 'roche' et 'tarpéienne' pour avoir eu de secrètes et mythologiques accointances avec les Romulus, Rémus, Sempronius, Pompilius, Titus, Tatius, Tullus, Hostilius, Ancus, Marcius, Servius, Tullius, Sabin, Sabine, Sabinus, Sabina, Chabin, Chabinus, Chabine, Chabina et autres personnages du mundus ancianus latinus. Il n'en est rien. Tout simplement, il y a que mes pensées aiment folâtrer, batifoler, lutiner de nuage en nuage, de cumulus en nimbus, de stratocumulus en cirro-stratus, du Pic Macaya au Pico Turquino de la Sierra Maestra, du Kilimandjaro aux 'neiges éternelles' du Nevado Sajama en Bolivie, de sommet en sommet.

C'est ainsi que j'ai "atterri" sur l'une des esplanades du Capitole romain où je me suis frotté avec l'ombre des Plutarque, Tite-Live, Ovide, Properce.



Jovenel, lors de sa rencontre avec la communauté haïtienne en France. Le menteur, au plus haut de la bêtise, a dit avoir été « contraint » (sic) de nommer des juges soupçonnés de corruption » (resic).



Importante quantité d'armes à feu transportées par huit mercenaires dont 7 étrangers et 1 haïtien promptement, bizarrement remis aux meriken. Le président restavèk n'en savait rien (sic). Pire, aucune tentative de protestation de sa part ou des autorités susceptibles de le faire.

Ils m'en ont appris des choses ! À en croire leurs racontars, leurs potinars, il vivait dans les murs du Capitole une certaine Tarpeia originaire du pays des Sabins, ceux-ci ennemis des Romains. Elle aurait été adoptée et élevée par Romulus, fondateur et premier roi de Rome, selon la légende. Lors d'un siège infructueux du Capitole par les Sabins qui faisaient bec à l'eau, Tarpeia faisait le guet. Guettait-elle une "affaire" ?

Toujours est-il que la voluptueuse guetteuse s'éprit de l'assiégeur, Titus Tatius, roi des Sabins, un seductorus nacidus (excusez l'approximativité de mon latin), un séducteur né, devrais-je dire. Tarpeia, selon l'une des versions de la mythologie romaine, décida alors de trahir ses compatriotes et de livrer au chef convoité la citadelle du Capitole, en échange de ses "traîtresses" amours. Titus Tatius, mètdamus comme lui seul, promit le mariage à la jeune fille, certes pleine de charme, plutôt enquiquineuse mais créduleuse.

Après que les soldats sabins se furent introduits dans les lieux, le vakabondus Tatius se parjura. Le sceleratus, l'ingratus, le malveyanus, le pititus sansalus (le pitit sansal) fit écraser Tarpeia sous les lourds boucliers de ses soldats. En tout état de cause, la Tarpéia fut enterrée sous un saxum, une grosse roche (le saxum Tarpeium) adjacent à la colline du Capitole. Depuis, on parle de roche tarpéienne, de mons Tarpeius d'où l'on précipitait les criminels, les vorieni (les vauriens) et notamment les traîtres à la patrie. Lors de ma randonnée capitolienne, je suis resté loin de ce saxum. Je craignais que ne m'atteignissent les rages vengeresses bien que mortes de la Tarpéia.

À vrai dire, si jamais cette roche m'avait frappé, à la tête surtout, je serais déjà un *kokobe*, mental ou physique. Or, il n'en est rien puisque chaque semaine je lance de *capitoliennes* pierres, enfin, de gros '*saxum*' à la tête d'une opposition *desounen* par l'entêtement de Jomo ; voilà pourquoi nombre d'entre eux ont perdu le nord de la cause du peuple et même semblent sombrer dans un état voisin de la folie qui les a amenés à imaginer nombre d'abracadabrantes propositions de sorties de crises tellement ressemblantes qu'elles laissent l'impression d'avoir été « brassées » et « cuites » dans la même chaudière cinquante-étoilée.

Revenons à ces grands hommes romains qui m'ont été d'une aide inestimable. Ayant peu lu et peu retenu, je me suis abreuvé goulument à la source *jouvençante* de leurs savoir. Je les ai écoutés, j'ai enregistré, et ma mémoire se souvient. Sur l'esplanade du Capitole, ces demi-dieux ont tellement versé dans le mythologique que j'ai dû équilibrer leur contribution avec un peu de *réalitologique*. En effet, à leur contact, il s'est fait un déclic en moi; tout de suite, les mots traître, coupable, criminel, arrêter, châtiment, justice ont résonné par toutes les venelles de mes circonvolutions cérébrales. Ils m'ont amené, *plop-plop*, au pays natal. Mon expérience des **sommets** m'a montré clairement que l'occupant (des ruines) du Palais national, Jomo le *joko,* représente le **sommet** le plus élevé de la bêtise, de la traîtrise, de toutes les maladresses et des plus coupables scélératesses.

J'ai dit 'bêtise', alors, en voilà une, monumentale, doublée de **maladresse**. Lors de son voyage en France, dans le cadre de sa participation au sommet « *One planet* », en décembre 2017, le chef de l'État a révélé avoir été « contraint » (sic) de nommer des juges soupçonnés de corruption (resic). Le CSPJ lui avait confié une liste de juges à approuver. Apparemment il attendait le rapport d'un *vetting* (enquête) en cours, avant de signer, car selon ses sources, il avait appris qu'il y avait une cinquantaine de juges soupçonnés de corruption. Le menteur a prétendu que ledit rapport ne lui était jamais parvenu. Ergo, « Je n'avais pas le choix, j'étais obligé de publier la liste… »

On ne peut s'empêcher de souligner qu'une première hausse des prix du carburant au début de 2017 était passée en douceur grâce à des promesses non tenues du président Jovenel faites à des syndicats. Malgré les multiples mises en garde sur les réseaux sociaux et à la radio contre l'élimination de la subvention des produits pétroliers tout juste pour plaire au FMI, malgré une atmosphère politique survoltée, 'Mèt Jomo' s'était entêté à prescrire "fonds-monétaire-internationalement" une hausse trop soudaine sur la gazoline, le diesel, et le kérosène, l'essence utilisée par les pauvres.

C'était déjà une lourde imprudence. N'empêche, lors de sa rencontre avec la communauté haïtienne en France, le sot président s'est laissé aller, grossièrement, stupidement, à l'une de ses grosses **bêtises**. Avec assurance, trop d'assurance, impudence, culot, hardiesse, désinvolture, effronterie, cynisme, triomphalisme, il a eu la folle témérité, l'*audacité* d'avancer qu'il avait déjà procédé à une telle hausse du coût du carburant et que le pays ne s'était pas retrouvé à feu et à sang pour autant. Ah ! **bêtise**, quand tu tiens le stupide président Jomo!

Sans vouloir être méchant, disons que la présidence de Jovenel est une cascade de **bêtises**. Voyez, par exemple, comment au lieu de compenser son inexpérience en s'adjoignant un Premier ministre d'expérience, il a choisi un Guy Lafontant, médecin compétent, certes, mais un type inconnu de la basse-cour politicienne, pâlot, blême, insignifiant, politiquement insipide qui n'a jamais été à la hauteur de sa position. Pour comprendre l'épaisseur, la profondeur, la longueur, la largeur, la hauteur de la bêtise *lafontante*, il faut simplement se rapporter au délire de l'« ingénieur » Jovenel d'avoir les feux de la rampe braqués sur lui et son immobile caravane.

Quelle **bêtise** d'avoir eu à choisir un Guyler C. Delva comme ministre de la Culture et de la Communication ! Le public a souffert pas mal longtemps des incongruités de ce pantin insignifiant, *tèt kale,* qui fut plus un ministre de l'irritation, de l'exaspération et de la déception que de la Communication, un crève-cœur, quoi. Tenez : le mardi 2 octobre 2018, à la mi-journée, au local de la Direction de l'immigration et de l'émigration (DIE), l'énergumène a été à l'origine d'une sale échauffourée au cours de laquelle il a renversé des ordinateurs sur une table.

On n'oubliera pas de mentionner que l'agent de sécurité du *Culturant* et *Communicant* avait, lui-même, par pur excès de zèle ou par mimétisme, frappé une jeune dame qui ne faisait ni la taille ni le poids du policier. Comble d'*audacité*, d'*outrecuidancité, de sans-gèneté* et d'indécence, l'*échauffoureur* est intervenu sur Radio Vision 2000, pour se plaindre d'avoir été molesté, rudoyé, alors que c'était lui le *rudoyeur*. Devinez: le malotru avait été bien vite poussé vers la sortie pour *inconduité*, incivilité, déshonnêteté et fripouillerie.

S'il ne s'agissait que de 'bêtises', c'eût été, à la limite, compréhensible, mais quand **maladresse** et **scélératesse** s'y mêlent, alors là c'est grave. Ressuscitons la rocambolesque aventure des huit hommes lourdement armés, sept étrangers et un Haïtien, des mercenaires, quoi, arrêtés le dimanche 17 février 2019 par la police nationale d'Haïti, à Port-au-Prince, avec en leur possession 6 fusils-mitrailleurs, 7 pistolets, des dromes, des téléphones satellites, des gilets pare-balles et autres équipements de guerre. Ces individus n'avaient aucune autorisation de port de la direction générale de la PNH.

Au moment de leur arrestation, les huit chenapans circulaient à bord de deux véhicules sans plaques d'immatriculation; pourtant, ils étaient en possession de plusieurs plaques d'immatriculation, (sic) selon les sources policières de Le Nouvelliste. Les mecs ont prétendu «travail(er) pour le gouvernement haïtien » (resic). De façon renversante, les huit compères arrêtés ont été rapidement transférés aux États-Unis sans qu'ils aient eu le temps de répondre aux questions de la justice haïtienne.

Imaginez, ni le Premier ministre ni le président de la république n'étaient au courant du transfert des voyous à bord d'un avion commercial, sous bonne escorte *mérikène*. La **maladresse** tient au fait que le président n'a pas eu le bon sens, le courage, la vivacité politique de limoger avec fracas son ministre de la Justice, Jean Roudy Aly qui s'était malencontreusement substitué au commissaire du gouvernement dans le but de libérer de manière illégale et arbitraire sept ressortissants étrangers surpris, *flagramment délirant*, en possession d'armes de guerre et circulant à bord de véhicules sans plaque d'immatriculation.

La sc**élératesse** de ce président *abolotcho* se rapporte au fait qu'il n'y a eu, de sa part ou de son ministère de la Justice, aucune tentative de protestation, fût-ce même du bout des lèvres (et de la langue), auprès des autorités états-uniennes concernées ; aucune consigne donnée aux haut-gradés de la PNH pour prendre en main une enquête sérieuse qui, au moins, donnerait l'impression, la perception d'avoir lavé l'affront fait à la souveraineté du pays.

Plus que scélérat, le président Jovenel Moïse (en attente de *déchouquance*) est un **traître** : traître à presque toutes ses promesses de campagne ; traître à sa classe, à la paysannerie dont il se dit issu ; traître à la poignée d'électeurs qui ont voté pour lui, encore que l'accession du mec au pouvoir s'est faite dans des conditions louches et troubles ; traître à la nation qui l'a vu se vautrer, tête baissée dans la corruption, lui et ses acolytes ; traître à la presqu'île du Sud abandonnée à elle-même depuis le dévastateur cyclone Matthew.

Oui, Jomo est un **traître** doublé d'un **ingrat**, un *ingraton*, un tonton ingrat qui a voté contre le Venezuela, contre le président Maduro, contre le peuple vénézuélien, contre la démocratie, contre l'espoir des peuples latino-américains et caribéens de retrouver leur souveraineté volée, confisquée par le vautour impérialiste. La traîtrise, doublée d'une cochonne ingratitude s'est manifestée lors d'une réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OEA relative à la situation du Venezuela, le jeudi 10 janvier de cette année.



L'«ingénieur», le salisseur à Caracas, en novembre 2017, à la recherche de nouvelles opportunités au profit d'Haïti, près le président légitime Maduro. Moins de deux ans plus tard, le scélérat trahissait un ami, un bienfaiteur, une nation amie et solidaire.

Haïti, il faudrait plutôt dire Jovenel Moïse, par la voix traîtresse de l'ambassadeur avorton, Léon Charles, représentant permanent d'Haïti à l'OEA, et 18 autres pays *madigra malmaske* avaient voté une résolution qui ne reconnaissait pas le second mandat du président Nicolas Maduro à la tête de la République bolivarienne. Or, quarante-huit heures avant ce

suite à la page(18)

Moise Jean-Charles aplodi akò Maryòi la

Pitit Dessalines aplodi bèl ekzèsis demokratik ke aktè politik yo rive fè nanòò Marriot jou ki 9 novanm 2019 la e ki debouche sou yon akò politik ant " Altènativ, Opozisyon enstitisyonel, Pasrèl, Foròm Patriyotik, Blòk demokratik, Mache kontre.

Pitit Dessalines raple tout moun depi lè depa Mately e depi lè sitiyasyon sosyo ekonomik politik la te kòmanse degrade, li te mande, jan Konstitisyon 1987 vèsyon kreyòl ki poko amande a ekri li, pou nou ale nan kou Kasasyon pou nou al pran yon jij ki onèt, kredib, ke moun pouvwa yo pa fè dappiyanp sou li.

Answit nan konferans ki te bay nan lokal li, jou madi kite 5 novanm 2019 vè 11zè nan maten kote tout près la te prezan nasyonal tankou entenasyonal, nou menm Lidè Pitit Dessalines te mande Strikti Altenativ, Pasrèl, Mache kontre ak anpil lòt gwoup politik pou yo chita jis pou jwen yon antant politik otou kou Kasasyon an.

Noumenm Lidè Pitit Dessalines, nou te pale pandan plizyè ane pèp la te swiv nou e jodia pèp la pale fòk nou swiv yo sitou a travè barikad yo. Nou kontan wè inite ki genyen ant doktè, chofè taksimoto, militan tout kalib…e sitou militan Pitit Dessalines ak Fanmi Lavalas ki fè yon sèl sou beton an pou yo pouse vwa yo…san bliye pwofesyonèl yo ki vin rejwenn lit la ak tout sila ki chita lakay yo pou yo fè Rezistans "peyi Lòk" la.



Moise Jean Charles

Nan sans sa a PPPD voye gwo kout chapo pou tout strikti yo, tout sektè, tout fòs viv peyi a. Premye manch la fin pase, n ap tann chwa ki pou sanble ak imaj moun ki dèyè barikad yo ak moun kap fè Rezistans lakay yo, jis nou rive nan depa jovenel ak chanjman Sistem nan.

N ap raple tout chwa ki pa reflete moun ki dèyè Barikad yo ak moun kap fe Rezistans yo, Pitit Dessalines pap Apiye l.

Modòd la se "Mayi nou nan solèy fòk nou siveye la pli".

Jiskobou

Moise Jean Charles
Lidè Pitit Dessalines

Deklarasyon Kolektif sitwayen lasalin (Kosis)

Kosis ap salye tout òganizazyon k ap defann dwa moun, òganizasyon sosyal yo ak sitwayen angaje ki fè dosye masak Lasalin nan pa rete Nasyonal sèlman. Mekredi 13 Novanm k ap vini la ap fè yon lane depi pouvwa kale tèt la, te voye asasinen moun nan La Salin. Se jou madi 13 novanm 2018 la pouvwa ki gen nan tèt li enkilpe Jovnèl Moise te voye masakre popilasyon La Salin nan. Nou menm nan Lasalin nou batize jou madi 16h48 sa madi Nwa (13 nov) pou moun La Salin ak tout moun anndan tankou deyò peyi a k ap goumen pou Etadedwa. Se sa k fè jounen jodi a n ap mande Lajistis nan peyi nou nan ki nivo dosye a ye.

Kote prezime kriminel Joseph Pierre Richard Duplan? Kote prezime asasen Fednel Moncheri? Se otorite sa yo ki kòmandite masak la.

Jodi a nou sezi wè moun ki te fin masakre nou yo ap mache libelibè nan zòn nan oswa nan peyi a tankou :

1.- Jimmy Cherisier (Babecue) 2.- Alectis Junior 3.- Donaldson Theodule 4.- Charleson Ainsi connu 5.- Shabba Candy (Shabba) 6.- Luc Candy (Bossi) 7.- Ti Seren 8.- Chrisla 9.- Ti sonson n 10.- Hay Gred …. Pou nou site moun sa yo sèlman.

Kolektif la sezi wè apre 12 mwa Pèp Lasalin nan ki mouri nan vye kondisyon pa janm jwenn jistis. Jiska prezan gen moun k ap dòmi kay moun toujou, popilasyon pezib ki nan Chabon yo, nou menm tou yo boule kay nou, nou menm tout nou paka rantre lakay nou sa fè n ap dòmi lakay moun tou, pitit nou paka ale lekòl. Kolektif la ap di nou kouraj !

Pou fini, Kolektif la ap fè sonje 31 oktòb la sot fè yon lane depi pa gen lekòl nan zòn Lasalin. Plis pase nèf (9) lekòl fèmen jiska jodi a. Sof Lise a ak Kay Mè a ki te rive fè 3 mwa fonksyone. Kolektif la ap mande èske timoun Lasalin pa timoun tankou tout timoun? Eske timouns Lasalin pa gen dwa nan peyi tankou tout timoun?

Aba Leta kòwonpi Aba Asasen, Aba kriminèl Viv yon leta jis

Pou Kolektif la :
Vernet Dorvi Pòt vwa
Pòtoprens, nan dat
12 novanm 2019

ZENIT

Vouzan Zenit bay kè zagoloray yo presyon
Nan koridò rèv abolotcho l sèl pèsekisyon
Chak grenn chaplè l se yon sòm madichon
Chak bab mikwo l se vèsè apokalips giyon
Mikwo Zenit se pi sewòm mobilizasyon
Tonnè kraze n Zenit w fout dous tout bon

Zenit pa nan okenn ekzèsis tete lang
W ap cho depi w gen lòdè koulè gang
Li pa janm enskri chanpyona bingbang
Denonse tout kalib kriminèl poligang
Demaske tout konplo mastè hinghang
Ki voye pèp Souvren al manje mang
Zenit toujou ret kanpe an dan bang

Kominike kominike pou tout tèt kale
Louvri twou zòrèy w pou Souvren pale
Si w ta gen foli moun fou sa w pa peye
Piga w manyen plim Zenit pou l pa move

Pa rale pwèl Zenit mòpyon lepèp pe fache
Plim tout barikad Kalfou Marasa pe bande

Boujwazi milat kriminèl ak abolotcho
Arab grangou afè pa bon bwat katon nan do
Lòt makòn sousou magouyè entènasyonal yo
Makòn move zangi maleng santi anba palto
Mikwo Zenith mete tout vouzan nan gwo cho
Mèsi Zenit w demaske makòn salopri a mikwo

Nan chanpyona denonse tout kalib lelit
Nan ekzèsis dezabiye tout salopri tilolit
Mikwo Zenit sèl ki toujou fè bon jan hit
Nan ekzèsi denonse vye politisyen fo mamit
Marinen ak kalib vye zentelèktyèl sèvèl bokit
Rekonesans Pèp Souvren di w gwo mèsi Zenit

Mikwo zenit rantre disèt longè men lajè
Nan tout sis mèt batistè boujwa atoufè
Menm nan sakristi pastè mè frè pè raketè
Ki pran plezi nan lote vye losti lavichè
Jis nan fon lizyè kalis levanjil frè eskolè
Zenit dezabiye aklè tout bib vèsè alanvè
Demaske tout paj bib apokalis malfèktè

Zenit touse zòtèy tèt kale gen dyare
Zèl Solèy Zenit pa ko menm fin leve
Kòn pwostat zagoloray monte depase
Mikwo Zenit pa ko menm kare rekare
Rès ti bann tout zotobre gen tan tonbe
Kolangèt madan zòt Zenit fout dous vre
Zam mikwo w Zenit se zouti Libète
Vouzan Fout pou w si w panse se pa vre

J. Fatal PYA 08 11 2019

MACH POU VÈTYÈ ANSOLIDARITE AK LIT PÈP AYISYEN AN

18 Novanm 1803 - 18 Novanm 2019: Ayibobo pou pèp Ayisyen an ki yon lòt fwa ankò ap trase pwòp chimen liberasyon l

Nou menm 3 òganizasyon pwogresis Ayisyen k ap feraye nan New York la, KOMOKODA (Komite Mobilizasyon kont Diktati an Ayiti), Kolektif 7 Jiyè 2018, ak RÈD (Renouvo Demokratik), deside reponn prezan ak apèl ki soti bò kote Solidarite Quebec-Haiti nan Canada pou mobilizasyon toupatou nan dyaspora Ayisyen an nan okazyon 216zyèm anivèsè Batay Vètyè a. Apèl la lanse pou dyaspora a fè pèp Ayisyen an ki kanpe djanm pou kase ren pouvwa kriminèl Jovenel Moise-PHTK a ansanm ak tout sistèm miwo-miba a santi dyaspora Ayisyen an ap mache ak yo bradsou bradsa.
Nan New York la n ap kanpe nan Brooklyn Dimanch 17 novanm 2019 soti 3zè rive 6zè. N ap rasanble a 3zè nan kwen Flatbush ak Parkside Avenue epi n ap mache sou Flatbush jouk nou rive nan Junction nan (Flatbush ak Nostrand).

Nòt sila a se yon apèl pou tout Ayisyen nan zòn New York, New Jersey, Connecticut vin kanpe ak nou Dimanch 17 Novanm lan epi pou tout Ayisyen tout kote lavi a mennen yo pou yomenm tou yo kanpe nan solidarite ak lakay.

Nou pral mache pou n:

- Chante lantèman pouvwa kriminèl Jovenel Moise-PHTK a
- Denonse "CORE Group" la k ap sèvi ak Jovenel kòm ti maryonèt yo pou yo kontinye souse resous peyi nou epi bwè san pèp Ayisyen an
- Di nou bouke al ranmase lanmò, kout pye, ak imilyasyon kay vwazen. Li lè pou n ka viv kou moun anndan peyi nou nan lapè epi nan byennèt.
- Denonse mannigèt defansè sistèm nan tanmen fè epi tout solisyon pèlen abolotcho yo ap pwopoze pou anpeche pèp Ayisyen lage sistèm pouri a atè plàt.

N ap manifeste paske molibilizasyon patriyòt ak pwogresis Ayisyen andedan kou deyò peyi a se pi gwo lespwa pou yon Ayiti ki pa sanble ak sa k la jodi a.

Pou Verifikasyon:
Ernest Banatte (Kolektif 7 jiyè), 347-760-8929
Dahoud Andre (KOMOKODA, 347-730-3620
Alain Zephyr (RÈD), 516-451-2448

KOMEMORASYON BATAY VÈTYÈ

1803-2019, 216 lane apre viktwa lame endijèn lan nan Vètyè, Ayiti Toma sou okipasyon. Jounal Ayiti Libète ak Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ap envite w nan yon fowòm sou enpòtans kokennchenn viktwa sa a pou limanite.

Nou pral debat ansanm:

- Kisa Batay Vètyè a aprann limanite.
- Kijan nou ka itilize leson Batay Vètyè a jounen jodi a pandan pèp la kanpe sou sèn politik la pou li defann dwa li epi pouse revandikasyon l yo?

Vin anfoul Fete kokennchenn viktwa sa a!



Dimanch 17 novanm 2019, 7è nan aswè
Nan sal Harry Numa
Nan lokal Haïti Liberté
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)
Brooklyn, NY 11210

Antre Gratis!
Pou plis enfòmasyon rele (917) 251-6057,
Osnon E-mail konbitla@yahoo.com

Gérald Bloncourt, figure de la constance révolutionnaire !

Par Jean-Jacques CADET

Haïti-Marxisme. Gérald Bloncourt, mort le 29 octobre 2018.

En 2018, ont été publiés deux ouvrages importants pour la tradition communiste haïtienne : Bonsoir tendresse (René Depestre) et Un homme peau noire peau rouge (Gérald Bloncourt). Le premier livre est une autobiographie élaborée par le poète révolutionnaire âgé de quatre-vingt-douze ans. Dans ce récit issu pour une large part d'une série d'entretiens menée par Jean-Luc Bonniol, il est question d'aveux et de bilans de René Depestre sur ses multiples luttes engagées au profit de la justice. On retrouve cette même rhétorique dans Un homme peau noire peau rouge de Gérald Bloncourt qui, en plus d'évaluer sa vie militante, pointe les horizons indispensables vers un monde égalitaire. Les deux ouvrages se ressemblent du fait que leurs auteurs respectifs ont partagé de véritables moments révolutionnaires en Haïti, notamment dans les années 1940. Ils se croisent aussi par leur même objectif visant principalement à projeter un idéal communiste exempté des vestiges idéologiques et politiques des premiers mouvements.

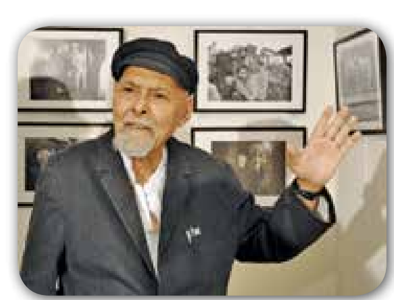
Ces deux ouvrages soulignent l'échec des mouvements révolutionnaires à instaurer le communisme en Haïti. Ainsi, il serait mieux de se tourner vers l'Idée du communisme (1) afin de prévoir son installation en fonction des structures de la région. La stratégie consiste à considérer le communisme d'abord comme une hypothèse, comme c'est le cas chez Alain Badiou (2) qui se lance depuis des années dans une re-conceptualisation de ce mouvement. L'expérience communiste requiert une base intellectuelle issue des contradictions contemporaines



Bloncourt a fait ses premières expériences professionnelles au sein d'un journal communiste, l'Humanité, qui lui a inculqué une sensibilité pour le monde ouvrier, l'exploitation et l'injustice sociale.

tout en étant vigilant aux éventuels dérives idéologiques. Le recours à l'Idée pour parler de communisme n'a rien d'utopique ou de régulatrice, ajoute Alain Badiou à Berlin en 2010 lors de la conférence philosophique mondiale organisée avec Slavoj Zizek : « *Si nous privilégions l'approche conceptuelle et philosophique, c'est précisément pour situer l'intervalle, probablement très étroit, où la pensée peut trouver le passage d'une intensité simultanément pratique (politique) et idéologique (philosophique) dont il serait reconnu par tous qu'elle mérite le nom de nouveau communisme (3).* »

C'est cette stratégie adoptée par Gérald Bloncourt, mort à Paris le 29 octobre 2018. Il est resté attaché à l'idéal communiste jusqu'à la fin de sa vie. Loin d'être orthodoxe, il invite constamment à des révisions au regard des dérives observées. Il maintient « l'hypothèse communiste » tout en se démarquant des tournures stalinistes et maoïstes. Il s'est lancé dans une déconstruction des thèses traditionnelles dogmatiques du communisme portées notamment par le Parti communiste



Gérald Bloncourt

français (PCF). En ses qualités de peintre et de photographe, il investit l'art comme champ d'élargissement de l'appareil idéologique du communisme. Son amour pour la création et la liberté le met en porte à faux avec les militants du PCF ayant un rapport angélique à la pensée de Karl Marx et de Friedrich Engels. La création artistique reste le leitmotiv analytique de reformulation de l'idée du communisme chez Bloncourt. Je tiens à interroger cette constance communiste chez Bloncourt en l'expliquant par son investissement dans la photographie. Je postule la puissance conceptuelle de la création artistique dans le renouvellement constant du projet communiste. La photographie est la source de la perduration de la conviction communiste de Bloncourt. En quoi la photographie peut être utile aux entourages du communisme ? Comment détecter l'engagement communiste dans une œuvre photographique ? La politique et l'art sont-ils devenus complémentaires ?

Toute la vie de Bloncourt s'explique par un intérêt croissant pour l'art. Ce dernier étant engagé, ce qui confirme ses convictions communistes. Bloncourt reste un militant communiste ouvert à la fois aux activités artistiques et économiques. Il s'érige en faux contre tout déterminisme économique qui a longtemps dominé une tradition marxiste. Dès l'âge de dix ans, il a fondé à Port-au-Prince avec d'autres amis le « Cendre d'art haïtien (4) » au sein duquel émergent beaucoup d'artistes. La force de ce Centre réside dans son attention pour les « peintres primitifs » qui avaient besoin d'espace pour exposer leurs œuvres. Ce Centre a permis à des « amateurs » des classes populaires d'améliorer leurs productions et d'en vivre convenablement. « Il faut donner des pinceaux au peuple (5) », c'est le slogan du Centre lancé par Bloncourt, ce qui manifeste son intérêt pour les défavorisés en pleine envie de s'exprimer. « C'était la première fois qu'une exposition générale de peinture haïtienne avait eu lieu sur l'île (6) », affirme Bloncourt pour signaler l'ampleur d'une telle initiative artistique. Ce Centre est à la base de la conception artistique militante de Bloncourt qui l'accompagnera tout au long de sa vie. En débutant dans la peinture, Bloncourt découvrira à Paris le métier de photographe avec lequel il va gagner sa vie. Il était responsable politique du service photo du journal l'Humanité. Il a collaboré à beaucoup d'autres périodiques, comme le Nouvel Économiste, Regard, Le peuple, La vie ouvrière. Le photojournalisme devient son activité la plus exercée au point de la pratiquer pendant soixante-dix ans. Ainsi, ses œuvres sont majoritairement constituées de tableaux et d'images-photos (7) qui ne sont pas sans rapport avec ses positions marxistes.

Les œuvres écrites de Bloncourt viennent tardivement. Sa première publication, hormis ses éventuelles contributions dans la revue La Ruche, est un recueil de poème : Poèmes sahariens (1976). Entre 1946 et 1976, nous n'avons accès à aucune trace de publication écrite, néanmoins il est annoncé la création en 1963 Des éditions Murales (8). Il a écrit deux essais : La peinture haïtienne, 1986, avec Marie-José Nadal-Gardère et Messager de la tempête, 2007, avec Michael Löwy. Il a élaboré beaucoup de récits, tels que Yeto, Le palmier des neiges (1991) et Journal d'un révolutionnaire, 2013. Ce qui explique que l'œuvre de Bloncourt est riche et pluriel avec un regard particulier pour les images. Il est doté d'une œuvre illustrée qui ne laisse aucune place pour la falsification. Le souci de vérité réside dans l'esprit des ouvrages de Bloncourt d'où émanent des photos et des tableaux qui interpellent l'Histoire. Certaines de ces photos sont tellement claires au point qu'elles ne demandent aucune explication. La pensée de Bloncourt est dans ses photos toujours porteuses d'un langage particulier.

Gérald Bloncourt était un militant communiste assumé. Il a cofondé en 1945 la revue marxiste La Ruche et a été membre du Parti communiste haïtien qu'il a représenté en France. Il était membre du Parti communiste français, du Parti unifié des communistes haïtiens et du Parti socialiste. Il a milité aux côtés de Jacques Stephen Alexis et de René Depestre, avec qui il a réalisé en Haïti les mouvements de 1946. Il était convaincu de l'importance accrue de l'organisation dans la lutte contre les violences du capitalisme. Son intérêt pour la peinture, la photographie et la poésie détermine sa singularité. Il porte en lui les débats sur la question de couleur en Haïti car il était de peau claire et de conviction marxiste. Cette question était pertinente en Haïti à l'époque, peut-être encore aujourd'hui, de même que le rapport entre le marxisme et l'art. Comment faire cohabiter les questions de couleur et de l'art dans la théorie marxiste ? La figure de Bloncourt permet de discuter de véritables questions pertinentes pour une relecture postcoloniale des œuvres de Marx et d'Engels. Ces problématiques rapprochent Bloncourt de Badiou, ayant des profils similaires avec un intérêt particulier pour l'art et le communisme. Ancrées dans l'histoire d'Haïti, les questions de Bloncourt, malgré leur caractère international, présentent un interstice analytique à creuser.

Le photojournalisme

Le photojournalisme n'est seulement un métier pour Gérald Bloncourt mais aussi une passion et un mode de lutte. C'est un métier dont il a participé à l'émergence. Il a vécu ses premiers balbutiements jusqu'à ses formes les plus modernes. La photographie se définit par Bloncourt comme la meilleure façon d'appréhender la réalité afin de l'observer dans tous ses compartiments. La photographie a son langage et son écriture qui la distinguent des autres formes de transmission. Bloncourt montre sa pertinence en lien à sa capacité de refléter par des images le réel en question. Toute la force de la photographie se trouve au niveau de la captation du réel pour expliquer son immobilisation dans le temps et son extension dans l'espace. L'image devient le socle d'une écriture singulière munie, écrit Bloncourt, de « syntaxe, de déclinaisons et de même fautes d'orthographe photographique (9) ». Ce qui explique que la photographie obéit à des règles qui, souvent, définissent la nature de ses images. Malgré son amour pour l'image, la photographie se soumet aux exigences techniques et aux subjectivités des acteurs. Elle demeure le reflet de son temps tout en interrogeant avec certains clichés l'avenir du monde. Elle est loin d'être uniquement un métier mais aussi un outil idéologico-politique apte à influencer l'ordre social.



La pensée de Bloncourt est dans ses photos toujours porteuses d'un langage particulier.

Le choix de la photographie par Bloncourt est politique ; il l'avoue ainsi : « C'est comme ça que j'ai appris le métier de photojournaliste et que j'ai compris qu'il était possible de militer, de résister et de changer les choses un appareil photo à la main (10). » Bloncourt a fait ses premières expériences professionnelles au sein d'un journal communiste, l'Humanité, qui lui a inculqué une sensibilité pour le monde ouvrier, l'exploitation et l'injustice sociale. Bloncourt relève rapidement l'importance de l'image qui dit tout sans recours à des textes manipulateurs. Avoir accès aux traitements infligés aux ouvriers français demeure une opportunité qu'il faut stabiliser par des photos afin de faire l'Histoire. Cette puissance politique de la photographie est transmise dans des conférences par Bloncourt qui en fait son principal outil de combat. « Nous sommes responsables des images racontant l'évènement que nous avons pour charge de transmettre, de décrire (11) », affirme-t-il pour signaler l'influence de la position du photographe dans la retransmission du passé.

suite à la page(14)

Mais où est passé le « Premier ministre » Fritz William Michel ?

Noyé ! Broyé ! Dilué dans le tohu-bohu de la mobilisation populaire contre le Président Jovenel Moïse depuis au moins trois mois. Aujourd'hui, personne en Haïti n'invoque son nom ; pas même celui qui avait voulu faire de lui le deuxième personnage de l'Etat d'Haïti en cette année 2019. Et que dire du Président de la Chambre des députés, Gary Bodeau qui, par un coup de génie comme il avait fait pour renverser le Premier ministre Jean Henry Céant en claquant le doigt, l'avait fait ratifier par la quasi-totalité des députés à la Chambre basse? Personne, même pas l'opposition ne chuchote son nom dans les manifestations monstres qu'elle organise à longueur de journée et depuis des mois dans le pays. Fritz William Michel a soudain disparu des registres politiques haïtiens. Il est sorti de l'écran radar des aiguilleurs du ciel politique haïtien l'avaient aperçu comme un Ovni un beau matin dans l'espace aérien des institutions de la République.

Sitôt découvert, sitôt pris en chasse par les quatre chasseurs de l'opposition au Sénat : Antonio Chéramy (Don Kato) (Vérité), Nènel Cassy (Fanmi Lavalas), Evalière Beauplan (Pont) et Ricard Pierre (Pitit Dessalines) et ensuite pourchassé par la grande armée de l'opposition plurielle, Fritz William Michel que l'opinion publique avait vite baptisé « Nèg Kabrit la » pour son implication dans la vente à l'Etat au prix fort de quelques cabris, celui qui a vraiment provoqué le début de la fin de la présidence de Jovenel Moïse n'apparaît plus au grand jour depuis sa dernière déconvenue au Parlement le lundi 23 septembre 2019. A un proche du chef de l'Etat nous avons demandé si le Palais a les nouvelles du Premier ministre Fritz William Michel depuis son dernier échec au Sénat ; pour toute réponse, ce haut fonctionnaire s'est tordu de rire. Et de se ressaisir avec cette phrase : « *Monchè pa kite Prezidan an tande w ak zafè Fritz Michel sa a* », (Mon cher ne laisse pas le Président t'entendre avec cette affaire de Fritz Michel).

Ce proche de Jovenel Moïse demeure convaincu, et il n'est pas le seul, que si la situation politique a dégénéré à ce point et que l'opposition a fini par prendre le dessus sur le Président dans la crise, la nomination puis la ratification expresse de Fritz William Michel dans les conditions que l'on sait à la Chambre des députés sous la pression de Gary Bodeau est pour beaucoup. Selon ce collaborateur du Président Jovenel, cette affaire de Fritz William Michel Premier ministre était l'erreur de trop dans les décisions qui ont été prises au Palais national. En effet, la conjoncture politique ne s'y prêtait guère pour une telle nomination. Fritz William Michel est donc devenu celui qui serait l'un des responsables de la chute prochaine de Jovenel Moïse au pouvoir. Personne ne se souvient, en effet, que tout a vraiment commencé sérieusement avec l'apparition de ce personnage dans le dossier de l'opposition et qu'elle a su profiter de cette erreur majeure, monumentale du Président Jovenel Moïse en pleine période de crise politique et institutionnelle de nommer un archi inconnu du monde politique comme Premier ministre afin de succéder à un autre chef de gouvernement, Jean-Michel Lapin, lui-même issu déjà d'un gouvernement démissionnaire, en l'occurrence celui du Notaire Jean-Henry Céant en mars 2019.

En bute au Parlement depuis quelques mois avec un quarteron de sénateurs radicaux qui s'oppose par tous les moyens à sa présidence, Jovenel Moïse qui semble évoluer sans aucun Conseiller politique s'était lancé dans une aventure politique risquée en renvoyant le seul chef de gouvernement qui aurait pu le sauver du naufrage dans lequel il s'est retrouvé depuis bientôt une année. Sans doute manipulé par des faux Conseillers ou par des incompétents, le Président est, comme on peut le penser, tombé dans un piège. Sans raison apparente, Jovenel Moïse a lui-même créé sa propre opposition contre son propre Premier ministre qui, de toute évidence, était de bonne foi, en tout cas, ne laissait rien apparaître qui aurait fait croire qu'il cherchait à renverser le Président de la République pour prendre sa place. Jusqu'à preuve du contraire, le Notaire du haut Bourdon était loyal vis-à-vis du chef de l'Etat.

L'ex-locataire de la Villa d'Accueil n'avait qu'un souci : faire évoluer le dossier du procès PetroCaribe qui était à ce moment le seul vrai dossier chaud qui empêchait le Président de la République de dormir. Certes, en voulant faire avancer rapidement ce dossier pour lequel toute la société et particulièrement la Société civile organisée réclamait un procès, Céant cherchait à préparer la suite de sa carrière politique au plus haut sommet, néanmoins, rien qui pouvait porter Jovenel Moïse à le soupçonner de vouloir le renverser. Mais, pris dans la pire tradition de la politique de ce pays selon laquelle le chef de l'Etat doit être considéré comme un « seigneur », certains autour de Jovenel Moïse lui conseillèrent de « virer » Céant qui serait en passe de monter un coup d'Etat constitutionnel contre lui. Pris de panique et enfantillage politique aidant, la seule solution qui lui paraissait la meilleure c'était de bloquer et de saboter les actions du gouvernement mené par un Premier ministre dont on disait avoir des ambitions pour l'avenir.

Du coup, dans la précipitation et sans analyser les conséquences de cet envoi, le Président de la République fait expédier celui qui était venu pour le sauver des mains d'une opposition qui ne reculerait devant rien pour lui faire mordre la poussière. Or, le fusible Céant une fois neutralisé, voilà le Président de la République qui fonctionne sans filet. Dépourvu de protection constitutionnelle et de couverture politique appropriée, son Parti PHTK n'est qu'une coquille vide et est même en froid avec lui. Jovenel Moïse, au départ de Jean Henry Céant, devient nu comme Adam dans son jardin d'Eden qui devait assumer seul les causes de son pêché originel; puisque, même Ève, parée de sa feuille de vigne, ne pouvait rien pour lui. Dans le cas de Jovenel Moïse, ce sont les rênes du pouvoir qui lui échappent. La tentative de s'abriter derrière le successeur provisoire de Céant s'est donc révélée être une catastrophe politique dans la mesure où jamais il ne parvient à faire accepter légalement et légitiment par l'opposition ni par la population le choix de Jean-Michel Lapin.

D'ailleurs, celui-ci avait démarré avec un handicap majeur : il faisait déjà partie du cabinet ministériel précédent, donc fragilisé dès le départ. Malgré tous les efforts employés pour faire ratifier sa Déclaration de politique générale, cet ancien ministre de la Culture n'a pu séduire personne ; même


Fritz William Michel

pas le tout puissant Vice-Président de l'Assemblée nationale, le député de Delmas, Gary Bodeau, pour l'inviter à la Chambre des députés comme il avait court-circuité le Sénat avec son protégé Fritz William Michel. Résultat, Jean-Michel Lapin qui demeure en poste sans aucune légitimité devient la risée de tous. Personne ne le prend au sérieux. Et pour cause. En plus d'être un Premier ministre anticonstitutionnel, donc de facto puisqu'il n'a jamais été reçu dans aucune assemblée du Parlement, Lapin devient, et c'est une première dans l'histoire de ce pays, un Premier ministre deux fois démissionnaire.

D'abord en tant que ministre sous l'Administration de Jean Henry Céant et ensuite en tant que Premier ministre nommé mais n'ayant jamais obtenu un vote de confiance auprès des parlementaires. Un vrai cas d'école pour ce monsieur qui signe les arrêtés, nomme et révoque les employés et fonctionnaires dans la fonction publique, contresigne les arrêtés présidentiels, ayant accès au budget et aux fonds du Trésor public, enfin parade en grande tenue - tout de blanc vêtu selon le protocole haïtien - dans les cérémonies officielles sans avoir reçu le moindre vote du Sénat de la République ni de la Chambre des députés. C'est inédit ! Le Président Jovenel Moïse, quant à lui, en voyant la situation politique se détériorer de jour en jour et être complètement mis hors jeu par le pouvoir législatif, tout au moins par quelques sénateurs, a tenté en vain de se cacher derrière un inconnu dont on lui a sans doute suggéré le nom, Fritz William Michel. Or, là encore, en tentant de s'abriter dans l'ombre de ce monsieur qui a plutôt fait carrière dans les Ministères de la République en s'occupant plus de ses propres « affaires de commerce », vente de bétails par exemple, Jovenel Moïse n'a fait, en vérité, que semer de l'huile sur une braise qui consumait calmement mais sans jamais l'éteindre vraiment. D'où la flamme de la révolte que le pays a vu arriver comme un coup de vent dans son paysage.

Du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, aux quatre coins du territoire national, la révolte gronde rien qu'à entendre le nom de Fritz William Michel pour devenir un Premier ministre paravent pour un Président de la République qui ne sait plus à quel saint se vouer pour sortir du pétrin. Les sénateurs de l'opposition radicale conduit par Don Kato ont finalement été les héros de cette marche forcée contre la ratification de celui qui devait prendre la suite de Jean-Michel Lapin contraint et forcé de jeter l'éponge. Aujourd'hui, ces sénateurs se mettent en retrait et laissent des organisations mieux structurées et mieux organisées mener la lutte pour le renversement du Président Jovenel. Certains estiment qu'ils ont fait le gros du travail en empêchant Jovenel Moïse d'avoir un gouvernement constitutionnel depuis la chute de Jean Henry Céant. Si par un tour de force spectaculaire et audacieux le député de Delmas a pu faire jouer son influence et persuader ses collègues de donner au pas de charge un vote de confiance à Fritz William Michel, hélas il n'a pas pu conduire son protégé jusqu'à la Primature.

D'ailleurs, lui aussi contraint et forcé, il a dû battre en retrait devant la détermination pas seulement de quatre ou six sénateurs de l'opposition, mais aujourd'hui devant toute la population y compris les membres influents et puissants du « Système » dont même le Président de la République ne s'aventure à nommer les noms dans ses interventions publiques. Pour connaître ces puissants du « Système », il faut soit rencontrer Jovenel Moïse en privé soit suivre « son regard » au cours de ses prises de paroles en public, car l'on est jamais trop prudent. Après le coup d'audace de Gary Bodeau, Fritz William Michel est lui aussi entré dans la clandestinité en suivant la trace de Jovenel Moïse qui a pu passer un laps de temps caché sans que personne ne l'ait aperçu dans le pays. Ainsi, depuis plus de deux mois, c'est-à-dire depuis sa dernière déroute au Bicentenaire, au bas de la ville de Port-au-Prince, le « Premier ministre » est introuvable. Aucune déclaration publique ni sortie médiatique sur la conjoncture dont il est pourtant pour beaucoup dans la montée en puissance.

« Nèg Kabrit la » a fait le mort, peut-être sur les conseils des vieux routiers de la politique haïtienne qui lui conseillent de se planquer quelque part.

Circuler à Port-au-Prince devient trop dangereux pour tout le monde, surtout pour les officiels du système. Car, par le temps qui court, il vaut mieux se terrer dans un lieu sûr au lieu de se faire reconnaître dans les rues par ces meutes de contestataires en colère parcourant jour et nuit le pays et qui sont prêts à tout pour obtenir la démission du Président Jovenel Moïse. Pour un grand nombre d'opposants au pouvoir en place et qui ne font aucune distinction entre le locataire du Palais national et ses partisans, Fritz William Michel fait partie intégrante du régime PHTK et en tant que « Premier ministre » ratifié par les députés pro-Jovenel, majoritaires à la Chambre, c'est un membre de premier ordre du « Système ». Ils n'oublient point la déclaration et accusation du sénateur de la Grand'Anse, Sorel Jacinthe, déclaration selon laquelle les cinq sénateurs pro-Jovenel avaient reçu la bagatelle somme de 100 000 dollars américains chacun de Fritz William Michel afin de voter en faveur de sa Déclaration de politique générale si toutefois il parvenait à accéder à l'hémicycle du Sénat.

Donc, par prudence, celui qui devrait être le dernier « Premier ministre » non en fonction du Président Jovenel Moïse, si l'opposition plurielle parvient à le renverser avant la fin de son mandat, se terre et se tait. Silence radio aussi auprès de son entourage qui croit que tout est fini pour leur protégé compte-tenu de l'aggravation de la crise et la tournure que prend la mobilisation populaire contre le pouvoir. Fritz William Michel sait qu'il ne fait plus partie du programme, il n'est plus dans la grille des Premiers ministrables ni de Jovenel ni de la Communauté internationale ; d'ailleurs son nom n'est même pas évoqué dans les discussions et conciliabules qui se font un peu partout dans la capitale haïtienne et ses banlieues surtout à Pétion-Ville et ses hauteurs chez les diplomates accrédités en Haïti. Bref, pour tous les acteurs, les protagonistes et la population, Fritz William Michel est une affaire classée.

C'était un non sens et aller à contre courant de la marche de l'histoire l'épisode Fritz William Michel. Curieux destin politique pour cet homme qui est passé en l'espace de quelques jours de l'ombre à la lumière et de la lumière aux ténèbres sans que personne ne se soucie de son sort ou de son avenir. Dans l'hôtel ou dans la maison où il se planque, certainement Fritz William Michel essaie de comprendre ce qui lui est arrivé et ce qui s'est réellement passé. Il se questionne peut-être pourquoi il est rapidement devenu comme un animal traqué par l'opposition et délaissé par tous ceux qui se jetaient dans ses bras et se précipitaient chez lui au moment de sa nomination pour ensuite le laisser tomber, l'abandonner et l'oublier aussi vite comme s'il n'avait jamais existé.

Ce jeune haut fonctionnaire de 38 ans et homme d'affaires qui a passé à deux doigts d'une fulgurante carrière politique en accédant sans détour à la fonction de Premier ministre de la République par un coup de baguette magique grâce justement aux « impératifs de la conjoncture » comme aurait dit le feu professeur, se voit aujourd'hui obligé de vivre reclus comme un pestiféré ou un voleur sous haute protection policière. Puisque, pris dans un tourbillon politique qui, comme un cataclysme terrestre fait ressentir l'onde de choc même à ceux qui se situent loin, très loin de l'épicentre, ce « Premier ministre » fantôme qui n'a jamais été vraiment un chef de gouvernement effectif paye aujourd'hui deux choses : premièrement, celle de l'incompétence d'un Président qui s'est pris les pieds dans le « Système » qu'il n'a pas su transformer. Deuxièmement, celle de son ambition personnelle de vouloir devenir Premier ministre dans un contexte où il faut être fou à lier pour penser réussir là où tous les autres ont échoué même par temps calme. C'était un suicide politique pour Fritz William Michel !

C.C

Opposition Coalitions Unite Around Roadmap to Replace President, But Lavalas Abstains



Lemète Zéphyr, the Passarelle's spokesman, giving a press statement at the podium of the Nov. 8-10 "Table of Concertation for a Good Transition" conference, surrounded by opposition figures



Representatives of the Business Sector at the Marriot Conference.

by Kim Ives

Over the weekend of Nov. 8-10, 2019 at Port-au-Prince's Marriott Hotel, the five principal opposition coalitions calling for President Jovenel Moïse's resignation began hammering out an agreement for how the ensuing provisional government would be formed.

But one major political force in Haiti, the Lavalas Family (FL) party of former president Jean-Bertrand Aristide, did not agree with or sign off on the method of choosing an interim president.

The five coalitions – the Consensual Alternative for the Refounding of Haiti, the Gateway for a Transition (Passarelle), the "Mache Kontre," the Democratic Bloc for National Recovery, and the Patriotic Forum of Papaye – agreed to set up a seven-person commission composed of one representative from each coalition plus two members from "civil society" to choose one judge from the 12 on Haiti's Supreme Court (Cour de cassation) to be Haiti's provisional president after Moïse is removed from office.

The FL did not agree with choosing a Supreme Court judge to be interim president and therefore refused to sign the accord establishing the commission.

"Since last year, the Lavalas Family has proposed a 'Government of Public Salvation' composed of three people who do not come from any branch of the government – executive, parliamentary, or judicial – because the government is entirely corrupt," explained a highly placed source within the Lavalas Family organization who asked not to be named. "The masses are demanding for the entire system to be changed, so you cannot take someone from that corrupt system, in this case the corrupt justice branch."

The people who would be chosen for the "Government of Public Salvation" would be three figures "who the masses know, who have proved themselves, who have not been involved in corruption, who are credible, honest, and trusted by the people," our source explained. "That's what the Lavalas Family proposed to take the place of the president."

"Haiti's judicial branch is the first institution which could have stopped Jovenel's crimes because they knew he was a money-launderer and a thief, all the proof was there, but they did nothing," the source said.



Representatives of the Peasant Sector at the Marriot Conference

The opposition's seven-member commission was to have been announced on Tue., Nov. 12, but it was not public as we go to press.

"This commission will review the question of the choice of a president among the judges of the Supreme Court and will define the criteria for choosing the Prime Minister of the transitional government," said Lemète Zéphyr, the Passarelle's spokesman, at a podium with the conference's slogan: "The Table of Concertation for a Good Transition."

The Marriott meeting's final accord entitled the Transition Policy Agreement (Entente politique de transition) states: "Considering that it is advisable to find a replacement formula for the President which respects the spirit of the laws, customs, and traditions of the Republic, on the departure of President Jovenel Moïse, he will be replaced by a judge of the Supreme Court and the Parliament will automatically adjourn."

This was the clause with which the Lavalas Family did not agree.

The full text of the opposition's agreement had not been made public at press time (Tuesday night), but Haïti Liberté managed to obtain a copy.

There are several odd elements in the document.

First, it states that "the Passarelle will assist the work of the Commission as an observer." This is somewhat strange because the Passarelle is already represented on the yet-to-be specified seven-person commission. Why does only one of the five opposition coalitions have "observers" to "assist" the commission?

Secondly, the Preamble of the document states: "In the face of the national tragedy, a large majority of civil society organizations and political groups call for the resignation of the President of the Republic and the Parliamentarians, who are primarily responsible for the situation. In order to organize their orderly withdrawal, to protect republican institutions today in total decay, to avoid the waste of public resources, and to prevent a generalized disruption (déchoukage), citizens have set up a mission-based mediation structure. highly political and non-partisan: La Passarelle." Again, the Passarelle seems to have a special standing not just as the "observer" but as also the "mediator."

Thirdly, the preamble states that the PHTK (Haitian Bald Headed Party) of Jovenel Moïse was also part of the "work sessions" which produced the final document. This seems rather absurd since the PHTK itself has made no mention of taking part in the Marriott conference and has in fact strongly denounced it. It is hard to imagine what role the party's representatives could possibly play in the "work sessions" formulating the opposition's strategy and demands.

Finally, the document's signatories do not include the Passarelle, which apparently organized and paid for the meeting, but it does include the signatures of two controversial senators, Youri Latortue and Saurel Jacinthe, as the "Institutional Opposition" and Jocelyne Colas, the Executive Director of the National Episcopal Commission of Justice and Peace, and René Prévil Joseph, the Secretary General of the Haitian Workers Confederation (CTH), as representing "Civil Society," both rather vague categories. The senators are already part of the Alternative, and the "civil society" representatives are part of the Passarelle.

The Transition Policy Agreement says that the parties agreed on four points: 1) The mode of governance of the transition, 2) The control structure of governmental action, 3) The road map of the transitional government, and 4) The duration of the transition. But, in fact, only the first point is detailed in the weekend's accord. For points 2, 3, and 4, the document simply says that "discussions will continue, as quickly as possible, among the signers of the present accord to arrive at a final accord which will include especially the finalization of the roadmap to engage the transitional power, the mechanisms for the choice of government members, and the putting in place of the entity to control the transition's executive." Clearly, the fear of the Passarelle "observed" and "mediated" coalition of opposition coalitions is a revolutionary government which is not under their control.

The opposition conference at the Marriott began on the morning of Fri., Nov. 8, and that day all the parties – including the Lavalas Family – signed a "Declaration of Principle" that they were all agreed that President Jovenel Moïse had to leave power.

The conference continued through Satuday, and on Sun., Nov. 10, the opposition coalitions regrouped at the CTH Headquarters on the Route Frères in Pétionville to sign the conference's final Transition Policy Agreement.

On Nov. 9, the FL's Executive Committee – composed of Dr. Maryse Narcisse, Joël Edouard "Pasha" Vorbe, Dr. Jean Myrto Julien, and agronomist Anthony Dessources – issued a press release stating that the "Lavalas Family has never recognized and will never recognize the indicted [one] as the country's president. The differences which exist over how to replace Jovenel will not prevent the Lavalas Family from continuing to take to the streets and mobilize in every way to rid the country of both the indicted one and the blood-sucking corruption system."

The FL sought to stress that "the agreement we have to send Jovenel away is stronger than the differences we have on how we will replace him."

In March 1990, when the military dictator Gen. Prosper Avril was chased from power, Supreme Court Justice Ertha Pascale Trouillot was named Provisional President, ruling in conjunction with a Council of State.

"The Haitian people had the experience of choosing a Supreme Court judge in 1990, and now they know what kind of terrible thorns (pikan kwana) there can be in that solution," the highly placed Lavalas source said. "That's why they say today that we have to completely discard the system, the entire state apparatus, we must get away from that to come with some new solution so that we can continue the battle to totally change the system."

"The battle the people are waging today has two stages," the source concluded. "The first is to uproot Jovenel from the Palace, since he symbolizes and is the guard dog of the system. But secondly we have to uproot the retrograde feudal system, which prevents people from living like humans. So the moment has come for a complete change of system."



Representatives of Overseas Haitians at the Marriot Conference

UN MONDE MEILLEUR EST POSS
LUTTONS I



Le président vénézuélien Nicolas Maduro ovationné après son discours de circonstance par Raul Castro et son homologue cubain Miguel M. Diaz-Canel Bermudez

Discours prononcé par Miguel M. Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, à la clôture de la Rencontre anti-impérialiste de solidarité, pour la démocratie et contre le néolibéralisme, au Palais des Conventions, à la Havane, le 3 novembre 2019

(Exclamations : « *Diaz-Canel, n'hésite pas, les Yankees, frappe-les fort !* » et « *Merci, Cuba, garante de la paix !*)

Je vous remercie tous.

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'il n'y a pas de meilleur discours que celui des poètes (rires), mais, bon, il nous revient de conclure.

Cher compañero général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba,

Compañero, frère et président Nicolas Maduro Moros, de la République bolivarienne du Venezuela,

Chers leaders révolutionnaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, Frères, amis, compañeros,

Un salut particulier à tous ceux qui résistent et qui sont venus dans la capitale cubaine, qui a toujours été et sera toujours un point de rencontre pour ceux qui défendent la paix et la solidarité entre les peuples. Le soutien, l'enthousiasme, la solidarité dont vous faites preuve, nous touchent et nous engagent, et accompagnés de Raul et Maduro, nous frappons fort les Yankees (applaudissements).

Nous sommes revenus récemment d'un long et intense voyage à travers des pays européens, qui comprenait une visite en Azerbaïdjan pour assister au 18e Sommet du Mouvement des pays non-alignés. Les Non-alignés, qui s'étaient affaiblis à la fin de la Guerre froide, sont revenus à l'esprit de Bandung, la Déclaration qui leur a donné naissance. Ils sont mobilisés par le cours dramatique des événements et la crise du multilatéralisme qui met aujourd'hui le système des Nations Unies en péril. Là-bas, Cuba a fermement condamné cette crise qui nous menace tous, notamment les pays les moins développés.

Nous avons dénoncé les responsables de cette situation et nous avons déclaré : « *Jamais on n'a autant menti, avec le plus grand cynisme et le coût le plus terrible pour l'immense majorité de l'Humanité, en fonction des intérêts d'une minorité, dont les richesses ont atteint des excès hallucinants.* « En plein 21e siècle, des menaces et des agressions plus ou moins graves pèsent sur tous les gouvernements souverains qui refusent de servir la puissance hégémonique avec l'installation des bases militaires, de livrer leurs ressources ou de céder à leurs ordres. »

Mais nous n'avons pas été les seuls à désigner le coupable par son nom. Plusieurs leaders se sont inquiétés du retour de l'hégémonisme étasunien, qui menace et agit brutalement contre les gouvernements qu'il considère comme des ennemis, parce qu'ils ne partagent pas ses politiques, et il s'en prend brutalement au socialisme comme s'il s'agissait d'un système social inacceptable.



Des intervenants à la rencontre anti-impérialiste de solidarité, pour la démocratie et contre le néolibéralisme

Au niveau mondial, on constate une grande préoccupation du fait des régressions enregistrées dans des domaines importants tels que la paix, l'autodétermination et la souveraineté des nations, l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, les droits humains, la justice sociale et la recherche de l'équité économique.

Dans notre zone géographique, en particulier, la préoccupation n'en est pas moins grande. L'Amérique latine et les Caraïbes souffrent du retour de la doctrine Monroe et des pires pratiques du maccarthysme. La succession incontrôlée d'actions d'ingérence lancée par l'administration étasunienne actuelle depuis son arrivée au pouvoir repose sur les postulats de ces deux politiques impérialistes. Le président des États-Unis et sa cour des faucons se déchaînent contre la Révolution cubaine, la Révolution bolivarienne, les dirigeants politiques de la gauche brésilienne, bolivienne, argentine et les mouvements sociaux, populaires et progressistes de toute la région qu'ils considèrent comme leur arrière-cour.

Le système interaméricain réactive des mécanismes qui éveillent des souvenirs odieux pour la région, tels que le Traité d'assistance réciproque (TIAR) et l'OEA immorale, qui se consolide comme un instrument de pression politique des États-Unis et des oligarchies qui défendent le néolibéralisme.

Comment ne vais-je pas rire de l'OEA, si c'est une chose tellement laide, tellement laide qu'elle prête à rire (Applaudissements). C'est cela que chantaient nos parents dans les années où cette organisation avait expulsé Cuba parce qu'elle ne s'était pas soumise aux ordres de Washington. Qu'allons-nous lui chanter maintenant, alors qu'elle n'a pas pu mettre le Venezuela à genoux et qu'elle veut s'enlever une épine du pied en contrôlant la Bolivie ?

Ils se sont précipités dans ce pays, inquiets des résultats électoraux de la nation latino-américaine, l'une de celles dont la croissance a été la plus rapide et la meilleure de cette dernière décennie, après avoir été la plus pauvre et la plus sous-développée du Cône Sud pendant des siècles. C'est certain, l'OEA est une chose très laide. Et très cynique. Ses « préoccupations » ne parviennent pas jusqu'aux profondeurs de la colère des peuples qui s'élèvent contre le néolibéralisme et reçoivent des balles, des gaz et du plomb lorsqu'ils manifestent pacifiquement.

Compañeros,

Il est très important d'observer dans cette guerre qui se livre contre nous la progression de son complément médiatique. Les tanks de l'offensive culturelle et symbolique visant à légitimer les injustices du système capitaliste, à disqualifier les alternatives politiques de gauche et à détruire l'identité culturelle de nos nations avancent toujours à l'avant-garde des politiques impériales, comme une étape préalable à leur déstabilisation.

Récemment, en Azerbaïdjan, nous avons pu démentir le mensonge que Washington a tenté d'imposer comme matrice contre le gouvernement légitime vénézuélien. Lorsque Nicolas Maduro Moros, en sa qualité de précédent président du Mouvement, a dirigé la première partie de l'Assemblée et a remis la présidence pro tempore à l'Azerbaïdjan, pratiquement toutes les délégations participantes – environ 120 à différents niveaux de représentation – ont reconnu et félicité la République bolivarienne pour l'accomplissement de son mandat à la tête du Mouvement des pays-non alignés (applaudissements).

Où donc était le soi-disant rejet du Venezuela par la communauté internationale ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu une seule expression de rejet ou de critique contre le gouvernement bolivarien par les gouvernements qui représentent la majorité absolue des Nations unies ? Or, dans le cadre de la guerre des symboles, du lynchage médiatique qui a été lancé contre Maduro, à l'autre bout du monde, les médias ont publié jusqu'à satiété qu'il n'a aucun soutien international.

Sur le plan interne, ils ne traitent pas mieux non plus les politiciens qui croient sérieusement qu'un changement est nécessaire aux États-Unis. Le discours est agressif et disqualifiant pour tous ceux qui ne partagent pas le comportement du président, qui annonce sur son compte Twitter des décisions qui affectent des millions de personnes et affiche des attitudes condamnables en tout lieu.

Il parle du socialisme sans la moindre idée de ce que cela signifie. Et il décrète la fin de toute expérience ou de tout programme politique visant à surmonter l'injustice dominante, comme s'il détenait le cours de l'Histoire. Il n'a pas été le premier empereur à se le proposer. Et il ne sera sûrement pas le dernier à échouer. Parce que seuls les peuples peuvent changer l'Histoire (Applaudissements).



Cuba doit redoubler et multiplier le soutien à sa cause, qui est la cause de la souveraineté et de la liberté des peuples de notre Amérique et du monde.

Fidel a dit à maintes reprises que le mensonge était le principal adversaire à vaincre en politique et que dire la vérité est le premier devoir de tout révolutionnaire. C'est l'une de nos missions fondamentales en tant que politiciens révolutionnaires. Le premier ennemi à renverser est le mensonge et plus encore le mensonge impérialiste (Applaudissements).

C'est avec des mensonges qu'ils ont assiégé Cuba et l'ont écartée de son environnement naturel pendant des années. C'est avec des mensonges qu'ils ont envahi des nations, détruit des peuples, ont fait reculer des régions entières dans la voie de leur développement. Avec des mensonges, ils ont attaqué l'Irak et la Libye et les ont plongés dans l'instabilité. Avec des mensonges, ils ont fait de la Syrie un terrain d'essai pour les armements et un théâtre pour les opérations terroristes, qu'ils ont financées sous de fausses bannières de démocratie et de liberté.

C'est avec d'énormes et de ridicules mensonges qu'ils accusent Cuba, le Venezuela et le Forum de Sao Paulo de promouvoir les soulèvements populaires dans n'importe quel coin de la planète, alors qu'ils se cachent les yeux, les oreilles et la bouche, pour ne pas voir, ne pas entendre, ne pas admettre ce que les peuples crient dans la rue : le néolibéralisme est un échec économique et une catastrophe sociale. (Applaudissements)

Ils appliquent cette technique de manière perverse dans la tentative désespérée de renverser le gouvernement bolivarien du Venezuela et, en même temps, de nuire à Cuba. Même si son origine remonte aux années d'une intégration brillante et réussie au cours desquelles Chavez et Fidel ont créé l'ALBA, ces derniers mois, les États-Unis ont lancé, avec une grande force, une campagne mensongère contre toute forme de relation entre nos deux pays.

On nous accuse de soutenir la Révolution bolivarienne, à partir d'une version archaïque de la théorie des satellites qu'ils avaient lancés à l'époque contre l'ancienne Union soviétique et ils invoquent ce prétexte pour justifier le blocus.

La coopération médicale cubaine est une cible d'attaque permanente. Il s'agit de discréditer un effort noble et solidaire que le monde entier reconnaît et qui, avec l'École latino-américaine de médecine et la Brigade Henry Reeve contre les catastrophes naturelles, constitue l'expression la plus authentique et la plus réussie de la coopération entre pays en voie de développement (Applaudissements).

Les trois projets, œuvres d'une valeur humaine incontestable, sont nés des idées de Fidel afin d'exalter la solidarité internationale. Plus de 400 000 professionnels cubains de la santé ont fourni des services dans 164 pays. En ce moment, plus de 29 000 d'entre eux prennent en charge des populations vulnérables de 65 pays. Rien n'en dit plus long sur l'essence humaniste de la Révolution cubaine que cette coopération. C'est pourquoi leur acharnement à la dénigrer et à la détruire ne nous surprend pas. La solidarité est étrangère au capitalisme.

C'est contre eux, et malgré eux, que le colonialisme et l'apartheid ont été vaincus en Afrique, où les meilleurs enfants de la Révolution cubaine ont partagé leurs sacrifices et même leur sang avec les combattants angolais, namibiens et d'autres nationalités. De là, où les empires sont toujours allés pour piller, nous n'avons rapporté que nos morts (Applaudissements) et la conviction d'avoir accompli « le plus sacré de nos devoirs : lutter contre l'impérialisme où qu'il soit », comme Che Guevara nous l'a laissé en héritage.



Le président cubain Miguel M. Diaz-Canel Bermudez

Défense, éducation, santé, science.... La coopération cubaine, fille de la solidarité en tant que principe, a été, est et sera dans tout noble secteur de

SIBLE, NÉCESSAIRE ET URGENT ! POUR LUI !



Fernando Gonzalez Llort, président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP)

l'activité humaine, où nous pourrons apporter notre contribution. Être solidaires, c'est payer notre propre dette envers l'Humanité (Applaudissements).

Cuba est condamnée et sanctionnée sans limite pour être solidaire et cohérente avec son histoire de luttes et de sacrifices, pour être la sœur et l'amie des peuples qui résistent. À l'heure actuelle, notre Patrie subit un durcissement criminel du siège, le renforcement d'une politique immorale et illégale que l'Assemblée générale des Nations Unies condamne pratiquement à l'unanimité depuis plus de 30 ans, sans que les États-Unis ne réagissent face à l'exigence mondiale.

Il s'agit là d'une autre preuve de non-respect des normes du Droit international, qui s'est particulièrement fait sentir avec l'application d'une loi illégale telle que la Helms Burton, qui poursuit et sanctionne les pays tiers, ce qui internationalise le blocus. Étant donné que ces pièges ne suffisent pas à vaincre un peuple qui lutte depuis 151 ans pour son indépendance et qui ne l'abandonnera jamais, l'empire a recourt maintenant à des pratiques de siège, de persécution et de sanctions contre des pays, des entreprises et des navires qui contribueraient au transport de carburant vers Cuba.

Comment peut-on décréter une telle action et déclarer ensuite qu'elle vise à isoler le gouvernement cubain et à aider son peuple ? Depuis l'époque du célèbre Mémorandum de Mallory, Cuba sait très bien, de la bouche de ses propres créateurs, quel est le premier et dernier objectif du blocus. Le fonctionnaire yankee déclarait : « La majorité des Cubains soutiennent Castro (...) Il n'y a pas d'opposition politique effective (...) Le seul moyen possible pour annihiler le soutien interne au gouvernement est de provoquer le désenchantement et le découragement par l'insatisfaction économique et la pénurie. (...) Il faut rapidement mettre en pratique tous les moyens possibles pour affaiblir la vie économique [...] en refusant à Cuba des facilités financières et des approvisionnements, afin de réduire les salaires individuels et réels, l'objectif étant de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ».



De gauche à droite l'ambassadeur Syrien à Cuba, Idris Mayya préside la délégation syrienne à la Rencontre et le ministre des Affaires Etrangères cubaines Bruno Rodriguez Parrilla

Quelle perversité ! Nous ne nous lasserons pas de le répéter pour que nul ne s'y trompe. La politique des États-Unis contre Cuba était très explicite dans ce document, daté du 6 avril 1960.

Mais avant le Mémorandum de Mallory, il existe d'autres documents et des politiques qui révèlent le caractère historique du zèle impérial vis-à-vis de Cuba et du reste de Notre Amérique. Depuis la théorie du « fruit mûr » et de la Doctrine Monroe, remise au goût du jour. Marti l'a compris avec plus de clarté que d'autres et nous en a averti dans son testament politique, sa lettre inachevée du 18 mai 1895, où il révèle le but supérieur de son combat pour changer les destinées de l'Île. « … Je cours désormais tous les jours le risque de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir – puisque c'est ainsi que je le comprends et que j'ai assez de forces pour l'accomplir – qui est d'empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne retombent, avec cette force de plus, sur nos terres d'Amérique. Tout ce que j'ai fait à ce jour et tout ce que je ferai, vise à ce but... »

À force de sacrifices, de résistance et grâce à la solidarité, notre peuple a maintenu sa Révolution pendant toutes ces années. La force du processus ne pourrait s'expliquer sans cette volonté populaire. Et cette volonté n'existerait pas non plus sans le haut niveau de participation du peuple à sa destinée. Parce qu'il faut le dire en toutes lettres : la seule chose, contenue dans le document de Mallory, qui n'a pas été accomplie est le renversement du gouvernement cubain. Les punitions imaginées par l'empire au comble de la cruauté sont appliquées en ce moment même comme s'il s'agissait d'une loi.

Quant à la solidarité, nous vous sommes extrêmement reconnaissants pour l'articulation du soutien matériel et pour la tendresse des peuples. Et nous le disons aujourd'hui, alors que Cuba a besoin que redouble et se multiplie le soutien à sa cause, qui est la cause de la souveraineté et de la liberté des peuples de notre Amérique et du monde. « La vérité et la tendresse ne sont pas inutiles », disait Marti. Et bien qu'il semble parfois que l'on ne peut pas changer les choses, qu'elles ne peuvent pas vaincre les politiques ni ébranler les empires, l'histoire de l'Humanité et l'histoire même de la Révolution cubaine sont là pour prouver que, oui, c'est possible (Applaudissements).

Cuba est la meilleure preuve de tout ce que peut faire la solidarité des peuples. Quand l'impérialisme nous a éloignés de Notre Amérique, en nous expulsant pour notre honneur et notre chance de l'OEA discréditée, quand on nous a laissés seuls au milieu du continent, brandissant les drapeaux révolutionnaires d'un continent de rébellion tenace, ici, nous avons fondé l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (Applaudissements). Ce fut une idée de Fidel. Nous n'étions pas intéressés par les relations avec les gouvernements soumis à l'empire, au sein de son ministère des colonies. Nous étions intéressés et nous le sommes encore, en priorité, par l'amitié des peuples (Applaudissements). L'amitié des peuples d'Amérique et du monde a encouragé les gouvernements. Aujourd'hui, Cuba entretient des relations diplomatiques avec plus de 160 pays et c'est à travers la solidarité aussi que nous avons touché plus de la moitié d'entre eux.

Nombre des leaders politiques et sociaux réunis ici se souviendront, parce qu'ils y ont participé, des rencontres continentales de Lutte contre la ZLEA, lancées par le commandant en chef. C'est ainsi qu'est née la Campagne continentale contre la ZLEA, qui a mobilisé des millions de personnes et semé la conscience de la nécessité de surmonter les différences secondaires afin de réaliser l'unité de toutes les forces et de faire face à ce projet de recolonisation impérialiste. Et que s'est-il passé ? Nous l'avons vaincue (Applaudissements).

La défaite de la ZLEA, tout comme la défense historique de la Révolution cubaine, sont des objectifs de lutte couronnés de succès qui nous laissent une grande leçon : nous ne pouvons triompher ni fragmentés ni divisés. Nous pouvons construire des projets communs contre l'agression impérialiste et ses alliés oligarchiques en travaillant à partir de tout ce que nous avons en commun.

Nous continuerons à lutter contre le blocus sur tous les terrains. D'abord ici, en travaillant, en créant et en résistant sans renoncer au développement. La ressource la plus précieuse de Cuba est son peuple : imaginatif, joyeux, entreprenant, courageux et créatif. Un peuple qui est d'abord et avant tout l'architecte de l'œuvre révolutionnaire dans les conditions les plus difficiles.

Si nous avons choisi ensemble la voie du socialisme, y compris lorsque l'empire a imposé la théorie ridicule de la Fin de l'Histoire, c'est parce que ce n'est qu'avec le socialisme que nous atteignons la justice sociale et l'égalité des droits pour tous.

L'unité autour de ce projet anti-impérialiste, libérateur, socialiste et solidaire est la conséquence de siècles de lutte pour un idéal unitaire et la confirmation que nous devons tout à l'unité. C'est pour cela qu'ils s'efforcent de la briser. C'est pour cela qu'ils destinent des millions à la subversion politique et au financement de projets de recolonisation culturelle.

Ils ont voulu nous vendre, enveloppés dans du papier de soie et des guirlandes sophistiquées, un monde qui se brise en mille morceaux à quelques pas de nos frontières, dans Notre Amérique, dont les ressources ont été transférées immoralement aux sociétés transnationales à l'ère du néolibéralisme, qui aujourd'hui passe la facture.

La recette pour son application consiste à convaincre les masses que c'est le moyen le plus rapide et le plus efficace d'atteindre la prospérité. Le marché aveugle mais omnipotent, disaient-ils, veillera à ce que les gens d'en bas profitent des avantages qui couleront spontanément des cornes de l'abondance entre les mains des élites. Quelle plaisanterie cruelle !

Les participants à la Rencontre anti-impérialiste de solidarité pour la démocratie et contre le néolibéralisme ont affirmé leur solidarité avec la Syrie et condamné l'ingérence impérialiste dans ses affaires, appelant à mettre un terme à cette ingérence et au respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

C'est ainsi que l'on est arrivé à l'inégalité scandaleuse qui a fait que 1% de la société possède plus que les 99% restants.

La très puissante industrie de la publicité et du divertissement, qui brasse presque autant d'argent que le commerce des armes ou de la drogue, a construit le mythe de l'accès de tous au monde de rêves qui se transforment en cauchemars et en colère populaire.

Le vide politique apparaît alors. De nombreux partis, en concurrence avec des techniques de marketing pour le pouvoir limité que leur confère le marché pour gérer les restes du pillage, révèlent le mensonge de la démocratie que l'on a tenté d'imposer comme modèle de liberté. La majorité d'entre eux accèdent au gouvernement sans véritables programmes de transformation économique et sociale.

Et lorsqu'apparaissent des processus déterminés à changer le statu quo, on met en branle le plan de discrédit, de coup d'État « mou », de la « lawfear » ou judiciarisation du politique.

Tous les dirigeants latino-américains des deux dernières décennies, vainqueurs à un certain point des pires effets du néolibéralisme à travers des politiques sociales et inclusives, ont été ou sont soumis à des persécutions, des accusations et y compris des emprisonnements injustes, comme celui que le leader incontesté du Brésil Luiz Inacio « Lula » da Silva, Liberté pour Lula ! Exigeons-nous depuis cette tribune (Applaudissements et exclamations : « Lula libre ! ») Liberté pour Lula, maintenant ! (Applaudissements.)

Nous vivons à l'ère des communications. Construisons donc, ensemble, des plateformes émancipatrices pour opposer aux colonisateurs nos plus grands efforts et nos énergies pour un monde meilleur.

L'ère de la confusion est révolue. Nos peuples ont payé très cher des essais économiques et politiques qui n'ont apporté du bien-être qu'aux élites, dans le style du voyou à la tête de l'empire, qui croit que le monde peut être acheté et vendu sur le marché boursier.

Les récentes victoires de la gauche en Bolivie et en Argentine, la résistance héroïque du Venezuela et de Cuba au siège économique total, les protestations anticoloniales qui ont mis un frein aux recettes du marché, ne peuvent pas nous démobiliser à nouveau.

La gauche doit apprendre et assumer enfin la dure leçon de ces années de lutte où la fracture et la

suite à la page(19)

Bachar al-Assad répond aux questions des Syriens sur le Nord du pays

Le 22 octobre dernier, le président syrien rendait une visite surprise au front nord-ouest, où la province d'Idleb est occupée par les milices du terrorisme international, dont Erdogan s'est porté garant dans le cadre du processus d'Astana, lancé en janvier 2017 et fondé sur un accord tripartite turco-irano-russe en vue de la cessation des hostilités en Syrie.



Bachar al-Assad

Le président a affirmé aux soldats de l'Armée arabe syrienne que le front d'Idleb était aussi prioritaire que le front nord-est [Al-Jazira] envahi par les États-Unis, la France, etc., sous prétexte de soutenir les Kurdes séparatistes aussi bien avant qu'après leur lâchage partiel par l'administration américaine.

Le même jour fut signé l'accord turco-russe entérinant un retrait total des forces kurdes , considérées comme terroristes par Erdogan, jusqu'à 30 Kms de la frontière turque et le long des 440 Kms séparant le fleuve Euphrate de l'Irak, tandis que la Turquie se contenterait de 120 Kms et de 30 Kms de profondeur entre Tal Abyad et Ras al-Aïn, au lieu de sa prétendue « zone de sécurité » de 450 Kms de long.

Un accord russo-turc qui a semé le doute quant à l'allié russe, lequel n'a jamais cessé de défendre la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales syriennes, et dont la parole est généralement plus crédible que les résolutions des Nations Unies aux yeux des Syriens.

C'est justement la partie traitant de ce sujet que nous avons extrait de l'entretien accordé, le 31 octobre, par le président Bachar al-Assad aux journalistes de deux chaines nationales syriennes : Al-Souriya et Al-Akhbariya. [NdT].

Question : Des questions ont été soulevées dans la rue syrienne au sujet de l'accord russo-turc du 22 octobre, notamment sur le maintien du statu quo dans la région de l'agression turque entre Tal Abyad et Ras al-Aïn sur une profondeur de 32 Kms. Certains ont interprété cet accord comme une légitimation de l'occupation turque, d'autant plus qu'il ne mentionne aucun rôle attribué à la Syrie au sein de cette région. Que répondez-vous à cela ?

Président Al-Assad : Premièrement, les principes russes ont été clairs tout au long de cette guerre et bien avant qu'une base russe ne soit installée en 2015, afin de soutenir l'Armée syrienne en s'appuyant sur le droit international, la souveraineté de la Syrie et son unité territoriale. C'est là un sujet qui n'a varié, ni avant, ni après, ni selon les différentes circonstances.

Or, la politique russe s'appuie à travailler sur la réalité des faits, ce qui a permis de réaliser deux choses : d'abord, le retrait des groupes armés du nord vers le sud en coordination avec l'Armée syrienne et, en retour, la montée de l'Armée syrienne vers le nord dans la région non occupée par le Turc. Ce résultat est en soi positif, bien qu'il n'annule pas l'effet négatif de la présence turque, d'ici à son expulsion définitive d'une manière ou d'une autre.

En effet, l'accord russo-turc est provisoire et d'une durée déterminée. Prenons, pour exemple, les zones de désescalade à l'une quelconque des étapes, quand certains ont cru qu'elles seraient irrévocables et autoriseraient les terroristes à rester indéfiniment dans les régions [dont ils avaient pris le contrôle]. Non, la vérité est que c'était là une occasion de protéger les civils, d'une part ; d'autre part, de trouver des possibilités de dialogue avec les terroristes afin qu'ils sortent de ces zones ultérieurement.

Nous devons donc distinguer entre les objectifs ultimes -ou les stratégies- et les tactiques. Ce premier aspect fait qu'à courte échéance cet accord est bon. Mais permettez que je vous éclaire sur d'autres aspects qui vont dans ce même sens.

Pour commencer, mis à part le fait que l'intrusion turque exprime les ambitions nuisibles de la Turquie, elle traduit aussi la volonté américaine. Le Turc a ses convoitises et la relation russe -établie à partir des principes et des intérêts russes- est une bonne relation car, d'un côté, elle bride ces convoitises ; d'un autre côté, elle coupe la route au jeu américain dans le nord du pays.

Puis, pour plus de clarté, j'aborderai la récente proposition allemande directement soutenue par l'OTAN. L'Allemand -ne s'exprimant qu'au nom de l'Amérique et l'OTAN étant l'Amérique- a parlé de rétablir la sécurité dans cette même région, via une tutelle internationale. En d'autres termes, il s'agit là aussi d'une tentative visant à consacrer la sortie de l'État syrien de la région et la partition.

Donc, par cet accord, le Russe a bridé le Turc, a coupé la route à l'Américain et a aussi coupé la route à l'appel à l'internationalisation proposé par l'Allemand.

C'est pourquoi nous disons que cet accord est un pas positif qui ne permet pas de tout concrétiser, puisque l'occupation turque n'a pas soudainement pris fin, mais il réduit les dommages et prépare la voie vers la libération de cette région dans un avenir que nous espérons très proche.

Question : Monsieur le Président, puisque vous avez décrit cet accord comme étant temporaire. Vu que la Turquie, telle que nous la connaissons, ne respecte ni accords ni engagements, la question est : que se passera-t-il si elle ne sortait pas des régions passées sous son contrôle lors de sa récente agression ? Vous avez déclaré à maintes reprises que l'État syrien utilisera tous les moyens pour se défendre. En pratique, l'accord russo-turc n'a-t-il pas empêché l'utilisation de ces moyens ?

Président Al-Assad : Prenons un autre exemple, celui d'Idleb dans le cadre du processus d'Astana, lequel stipule que la Turquie doit en sortir, ce qu'elle n'a pas fait, tandis que nous, nous sommes en train de travailler à la libérer. Une libération qui a pris une année de retard, au cours de laquelle toutes les chances ont été données au processus politique, aux dialogues politiques et aux diverses tentatives cherchant à en faire sortir les terroristes. Toutes les possibilités ont été épuisées et, finalement, nous avons entrepris sa libération, évidemment progressive, par une opération militaire.

Il en ira de même pour la région nord du pays une fois que toutes les possibilités politiques auront été épuisées, en tenant compte du fait qu'Erdogan vise depuis le début de la guerre à créer un problème entre le peuple turc et le peuple syrien, afin que le peuple turc devienne notre ennemi. Ce qui se produirait en cas d'affrontement militaire, alors que l'armée turque était avec l'armée syrienne et coopérait jusqu'à l'extrême limite avec nous, jusqu'à ce qu'Erdogan se retourne contre elle.

C'est pourquoi, dans notre travail, il nous faut tenir à ce que la Turquie ne soit pas un État ennemi. Actuellement Erdogan et son groupe sont des ennemis. C'est lui qui mène ces politiques. Mais jusqu'ici, la plupart des forces politiques en Turquie s'opposent à ses politiques. Nous devons faire attention à ne pas transformer la Turquie en ennemie et c'est là le rôle des amis : le rôle russe et le rôle iranien.

Question : Permettez, Monsieur le Président, que je complète l'idée en rappelant les actions entreprises ces derniers temps par les Turcs et par Erdogan en particulier, notamment la turquification, la construction d'universités, l'imposition de certaines langues. Ce sont des procédures de quelqu'un qui ne pense pas sortir. Puisque vous avez dit qu'il sortirait tôt ou tard, qu'en est-il des mesures disponibles ?

Président Al-Assad : Exactement. Si Erdogan avait eu l'intention de sortir d'Idleb, il serait déjà sorti. Naturellement, vous pourriez me dire qu'à Idleb n'y a pas une véritable armée. [Voir en fin d'article la liste des milices de la prétendue opposition syrienne, soumise à Erdogan et qualifiée d'« armée nationale syrienne » ; NdT].

Mais l'arène syrienne est une seule arène et un même théâtre d'opérations, de l'extrême sud à l'extrême nord du pays. Le Turc est l'agent américain pour cette guerre. Partout où nous nous sommes battus, nous combattions l'agent turc. Et s'il ne sort pas par tous les moyens [précités], il n'y aura d'autre choix que celui de la guerre. C'est une évidence. Cependant, je dis qu'à court terme nous devons laisser place au processus politique sous ses diverses formes. Faute de résultats, nous serons face à un ennemi et nous irons à la guerre. Il n'y a pas d'autre choix.

Question : Pourtant, en dépit de ce qui précède, certains ont dit que le retrait américain du nord de la Syrie, suivi du lancement de l'agression turque, puis de l'accord russo-turc entrent dans le cadre d'un accord américano-russo-turc. Qu'en dites-vous ?

Président Al-Assad : Un tel discours est destiné à prétendre que le Russe était d'accord ou qu'il avait fermé les yeux sur l'intrusion turque. Non, ce n'est pas la vérité. Plus d'un an auparavant, il s'était inquiété du sérieux de cette proposition [turque]. Nous savions tous qu'elle était sérieuse, mais qu'elle était bridée par les ordres ou la volonté des Américains. Peut-être que certains reprochent à la Russie des prises de position ayant mené à ce résultat, comme c'est le cas aux Nations Unies. Cependant, comme je viens de le dire, le Russe travaille sur des faits et, par conséquent, tente de créer toutes les conditions politiques nécessaires à l'ouverture d'une voie de sortie [du Turc] de la Syrie, de limiter les dommages causés par la Turquie ou de limiter ses ambitions, encore plus dommageables, par l'occupation de davantage de territoires.

La Russie ne fait certainement pas partie d'un tel accord [américano-turco-russe]. Les accords russes ont toujours été annoncés publiquement, le texte détaillé de l'accord russo-turc a immédiatement été annoncé dans les médias, ainsi que notre accord conclu avec les Kurdes avec la médiation et le soutien de la Russie.

Question : En revanche, les réunions entre Américains et Turcs ne sont pas annoncées. Vous avez souvent dit que la zone tampon était le premier objectif d'Erdogan depuis le premier jour de la guerre sur la Syrie. Le président Obama avait refusé la création d'une telle zone. Aujourd'hui, nous voyons des actions probablement contraires. Est-ce à dire qu'Obama est meilleur que Trump ?

Président Al-Assad : Nous ne devons parier sur aucun président américain. Qu'Erdogan déclare « Nous avons décidé d'entrer [en Syrie] et nous avons prévenu les Américains » ; autrement dit, essaye de se faire passer pour une superpuissance ou pour le maître de sa décision, n'est qu'un jeu entre lui et les Américains.

Or, au tout début, les Américains et l'Occident n'ont autorisé personne à s'ingérer, car ils pensaient que les manifestations se développeraient et règleraient l'affaire. Ce ne fut pas le cas. L'affaire ne s'est pas réglée comme ils le souhaitaient. Ils sont passés aux armes. L'affaire n'a pas été réglée pour autant. Ils se sont alors tournés vers les groupes terroristes extrémistes dont la folle doctrine devait réussir à la régler militairement. Mais ils n'ont pas réussi. À l'été 2014, ce fut le rôle

suite à la page(16)

Algérie : «La mobilisation reste intacte, Hirak à toute épreuve»



La 38e marche du vendredi 8 novembre à Alger

Par Mustapha Benfodil

Alger, 8 novembre. 38e vendredi du hirak populaire. Il pleut sans discontinuer ce vendredi matin. D'aucuns s'interrogent si la mobilisation sera au rendez-vous et si ce 38e «référendum» allait confirmer le retour en force du mouvement après les statistiques euphoriques de vendredi dernier qui a enregistré un niveau de participation record.

Il faut dire que la variable météo fausse forcément la donne. Malgré le froid, la pluie, le temps maussade, les Algériens sont sortis massivement et ont fait entendre leur voix.

Avant les coups de midi, les premiers groupes de hirakistes se jettent littéralement à l'eau et occupent la rue Didouche Mourad en scandant: «El hirak wadjeb watani!» (Le hirak est un devoir national). Ce sont bientôt des dizaines de manifestants qui se déversent sur la grande artère, battant le pavé jusqu'aux abords de la Grande-Poste. A 13h, le tronçon allant du lycée Barberousse (ex-Delacoix) au bout de la rue Abdelkrim Khettabi est noir de monde.

Les manifestants ont une nouvelle fois réitéré leur attachement au principe de la séparation du politique et du militaire en chantant: «Asmaâ ya El Gaïd, dawla madania, asmaâ ya el Gaïd, machi askaria!» (Ecoute Gaïd, Etat civil, écoute Gaïd, pas militaire). Le cri de ralliement «Ya Aliii!» a tonné de nouveau comme une invocation impérieuse suivie de sifflements stridents.

Des youyous fusent. Des automobilistes expriment leur connivence à coups de klaxons. Une ambiance festive qui tranche avec l'humeur du ciel. Le rejet des élections est dit sans ambages: «Makache intikhabate ya el issabate!» (Pas d'élections avec la bande). Des voix renchérissent: «Dirou el intikhabate fel Imarate!» (Faites vos élections aux Emirats).

Un homme en colère s'écrie: «El khawana yaqatlou fel djounoud!» (Les traîtres tuent les soldats), allusion aux trois militaires tombés, mercredi dernier, près de Damous, dans la wilaya de Tipasa, lors d'une opération antiterroriste. Le masque à l'effigie de Bouregaâ refait son apparition en l'honneur du héros de la Wilaya IV historique qui vient de subir une intervention chirurgicale à l'hôpital Mustapha.

«Les résidus du système se régénèrent avec 5 branches»

Le dispositif de police est un tantinet allégé. Ammi Saïd, 69 ans, un des «historiques» du hirak qui n'a pratiquement manqué aucune manif', parade avec une pancarte où il fustige les 5 candidats à l'élection présidentielle en écrivant: «Les résidus du système se régénèrent avec 5 branches.» Au dos de sa pancarte, il s'indigne: «Où est l'intégrité et la transparence ?

Le système se renouvelle et ils ne veulent pas de changement. C'est une honte!» Ammi Saïd nous confie qu'il a été interpellé et tabassé le vendredi 1er novembre: «J'ai été arrêté le matin, vers 6h45. Les policiers m'ont tout de suite repéré et m'ont embarqué violemment. J'ai fait le tour de plusieurs commissariats: Châteauneuf, Ben Aknoun… avant d'atterrir à Tessala El Merdja, près de Birtouta. Le fourgon était plein de citoyens arrêtés. Là-bas, j'ai eu la chance de tomber sur un brave officier qui s'est étonné de mon interpellation.

Il a dit à ses collègues: "Il est là depuis le 22 février et il n'a jamais rien fait de mal." C'est grâce à lui que j'ai été relâché. Il m'a même demandé si j'avais de l'argent pour rentrer. A peine libéré, j'ai retrouvé mon épouse et nous sommes venus manifester ensemble.» Avec un tel état d'esprit, il serait presque indécent de demander à Ammi Saïd s'il n'avait pas hésité à sortir vu la météo, surtout qu'il vient de loin…

«Le peuple est en route, système en déroute»

Nous remontons jusqu'à la rue Victor Hugo où une foule est massée comme chaque vendredi, en attendant la fin de la prière. D'autres sont regroupés devant l'agence BNA de la rue Didouche. Le ciel est couvert. Il pleuvote de nouveau. Le mercure tourne autour de 16°C. Mais la température sociale ne fait que grimper. «Ya Aliii !» crient des gorges excitées.

D'autres voix commencent

suite à la page(15)

Policarpa Salavarrieta, héroïne et symbole de l'indépendance de la Colombie

Par Frantz Latour

Il y a 172 ans, Policarpa Salavarrieta également connue sous le nom de La Pola était exécutée par un peloton aux ordres des représentants du colonialisme espagnol qui avait conquis la Nouvelle Grenade, région formant une vice-royauté correspondant approximativement aux actuels États de Colombie, du Panamá, du Venezuela et de l'Équateur.

Elle était le cinquième enfant d'une famille de neuf enfants de Joaquin Salavarrieta et Mariana de Rios. Sa ville de naissance ainsi que sa date de naissance sont sujets à polémique. Sa famille est riche mais n'a pas le statut de noble. Son père est négociant dans l'agriculture et le commerce, il possède un magasin à Guaduas, une municipalité située dans le département de Cundinamarca, en Colombie.

En 1802, Policarpa a sept ans quand elle perd ses parents au cours d'une épidémie de variole durant laquelle un de ses frères et une sœur décèdent également. Elle est recueillie par des parents qui l'inscrivent à l'école du Convento de la Soledad (Couvent de la solitude) de Guaduas où elle apprendra à lire et à écrire. Elle y étudie également la doctrine et l'histoire espagnole, à jouer de la guitare et à chanter.

En apprenant par Margarita, la marraine de sa sœur ainée, que son père avait participé à la révolte des *comuneros* de Socorro en 1781, elle s'intéresse dès lors à la liberté des peuples, se renseigne sur la révolution française ou la déclaration des droits de l'homme. La **révolte des Comuneros** fut un soulèvement des habitants de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade contre les autorités espagnoles en 1781 dans la région de l'actuel département de Santander, en Colombie. Les causes sous-jacentes avaient été sans doute économiques, mais elle elles étaient portées par des idées de liberté et d'autonomie gouvernementale. Ces soulèvements ont précédé la lutte pour se libérer du colonialisme espagnol qui a eu lieu au XIXe siècle.

Pendant son adolescence, Policarpa fait la connaissance des frères Leandro et Alejo Sabarain deux militants indépendantistes, très actifs durant la période de l'histoire de la Colombie dite de la **«** *Patria Boba* » (littéralement : patrie ingénue), période comprise entre les déclarations d'indépendance de 1810 et l'entrée des royalistes à Santa Fe de Bogotá durant la « Reconquête espagnole » en 1816. Cette période est caractérisée par l'instabilité politique et par de nombreuses guerres régionales et civiles

Policarpa décide d'accompagner Alejo lorsque ce dernier part à Sant Fe de Bogota avec les troupes des libérateurs. En 1812, elle travaille comme bonne à tout faire et couturière dans la maison de Maria Matea Martinez de Zaldua, de la noblesse vice-royale espagnole. Elle rallie alors la cause d'Antonio Nariño, un chef militaire du mouvement d'indépendance en Colombie qui bénéficie de précieux renseignements que lui fournissent deux frères de Policarpa arrivés dans la communauté de Sant Fe de Bogota avant lui.

Grâce à son travail dans plusieurs familles de la haute société, la Pola obtient des informations sur les actions des Espagnols qu'elle communique ensuite aux patriotes. Alejo Sabarain se distingue par ses actions héroïques durant la campagne de Carthagène et la jeune femme pendant ce temps élabore des casaques, des capes et des uniformes, elle fait du nettoyage d'armes et prépare des repas.

En fin d'année 1813, elle retourne à Guaduas pour se consacrer à l'enseignement mais en même temps les montagnes alentours deviennent un lieu de refuge pour les résistants républicains échappant au régime de terreur de Juan de Samano, militaire espagnol considéré comme le dernier vice-roi effectif de Nouvelle-Grenade et un odieux opposant à l'indépendance de territoires colombiens. Policarapa les rejoint dans le groupe « *La niebla* » (le brouillard) qui forme un réseau d'espionnage. Elle est chargée de recueillir les informations dans la rue et les lieux publics qu'elle transmet ensuite à des prisonniers républicains lors des visites à la prison où elle est censée leur apporter des vivres. Les messages étaient cachés à l'intérieur d'oranges et le mot d'ordre était « la victoire ou la mort ».



Policarpa Salavarrieta, femme d'immense courage, héroïne, martyre et symbole de l'indépendance de la Colombie.

Le colonel des troupes patriotes José Ignacio Rodriguez, « El mosca » envoie les frères Almeyda pour demander à Policarpa de devenir espionne à Sant Fé de Bogota et servir ainsi la patrie. On lui fournit un faux passeport au nom de Gregoria Apolinaria. Avec son frère Bibiano, elle réussit à s'introduire dans la ville aux mains des royalistes et va aller habiter dans la maison d'Andréa Ricaurte, épouse d'un militant indépendantiste qui lui servira de couverture. Cette maison en fait est un centre de collecte de renseignements pour la résistance au sein de la capitale colombienne.

De nombreuses femmes y ont travaillé à contribuer au mouvement de l'indépendance de la Colombie. La Pola transmet donc ses informations à des femmes qui les communiquent ensuite aux soldats situés sur les champs de bataille. Avec son frère, elle œuvre également à rallier les jeunes à la cause indépendantiste.

Les opérations de Policarpa se déroulent discrètement jusqu'au jour où les frères Almeyda sont surpris en train de fournir des informations aux insurgés à l'extérieur de Bogota et ces informations relient directement la Pola à la révolution. En automne 1817, une serveuse qui connaît Policarpa et son frère Bibiano dénonce le jeune homme au sergent qui est le principal officier espagnol de Bogota et qui traque Policarpa depuis des semaines.

Elle est arrêtée avec son frère et Andrea Ricaurte qui parvient à détruire des preuves incriminant la Pola et d'autres personnes (lettres de patriotes et chefs de guérilla, noms de gens donnant de l'argent pour permettre des évasions). Andrea Ricaurte qui est enceinte est relâchée mais Policarpa et son frère sont emmenés pour être interrogés. Les royalistes les soupçonnent de trahison mais ils n'ont pas assez de preuves.

C'est avec l'arrestation d'Alejo Sabarain que les royalistes peuvent alors arrêter la Pola ; celui-ci en effet lors de son arrestation était en possession d'une liste de royalistes et patriotes fournie par Policarpa. Le 10 novembre 1817 eut lieu la réunion du conseil de guerre pour juger les rebelles. Le procès de la Pola fut expéditif mais la jeune femme ne compromit personnes lors de ses déclarations.

Policarpa est alors condamnée ainsi qu'Alejo Sabarain et sept autres prisonniers à l'échafaud. L'exécution est fixée au 14 novembre 1847 à 9 heures du matin sur la Plaza mayor (actuelle Plaza de Bolivar) de Santa Fe de Bogota. Tout au long du trajet la menant pour son exécution, elle n'arrête pas de maudire les Espagnols, elle refuse de réciter les prières citées par les religieux et prédit la défaite des Espagnols lors de la révolution.

Sur l'échafaud, elle demande de mourir à genoux, une position plus digne pour une femme. Avant de mourir elle prononcera ces paroles restées à jamais dans la mémoire collective du peuple colombien : « *Peuple indolent ! Quelle serait votre chance aujourd'hui si vous connaissiez le prix de la liberté ! Mais il n'est pas trop tard. Voyez que, femme et jeune, je peux endurer la mort et mille morts de plus. N'oubliez pas cet exemple* ! »).

Contrairement aux autres suppliciés, ces organes ne furent pas exhibés et exposés dans les rues de Bogota car elle était une femme et sa dépouille put être récupérée par des proches qui lui donnèrent une sépulture chrétienne dans le couvent de l'église San Augustin dans le quartier de la Candelaria. L'exécution de Policarpa qui était une jeune femme, pour crime politique émut la population et permit de construire une plus grande résistance au régime imposé par Juan de Samano.

Bien que de nombreuses femmes aient été également tuées durant l'occupation espagnole, le cas de la Pola a stimulé l'imagination populaire. Sa mort a inspiré de nombreux poètes, écrivains, dramaturges qui ont immortalisé son histoire en soulignant son courage. La journée de la femme colombienne ayant lieu le 14 novembre est depuis le 8 novembre 1967 dédiée à Policarpa Salavarrieta.

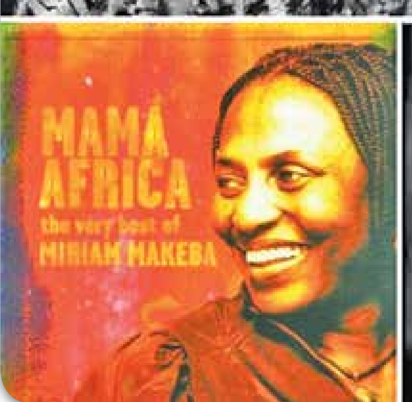
Martyre et héroïne, la lutte de La Pola n'aura pas été vaine qui aura tracé le chemin vers l'indépendance de la Colombie. Policarpa Salavarrieta reste une boussole d'espoir pour tous ceux et celles qui se battent pour une vie meilleure, victorieuse des néocolonialismes assassins des peuples.

12 novembre 2019

La mémoire au service des luttes : Myriam Makeba









Par FUIQP & Alain Saint-Victor

Il y a 10 ans, le 9 novembre 2008, la chanteuse et militante sud-africaine Myriam Makeba nous quittait.

Elle est née en 1932 à Johannesburg, en Afrique du Sud, d'un père instituteur (issu du groupe ethnique Xhosa) et d'une mère (appartenant à la population swazi) travaillant comme domestique.

gée de quelques jours, elle est emprisonnée avec sa mère durant six mois parce que celle-ci vendait de la bière pour subvenir aux besoins de sa famille. À six ans, elle perd son père.

Très jeune, elle est contrainte de faire de nombreux petits boulots pour survivre : bonne d'enfant, laveuse de taxi, etc. Elle commence à chanter dans un bar « par hasard » dira-t-elle plus tard. Repérée par les groupes de chanteurs locaux, elle chante avec les Cuban Brothers, puis devient choriste du groupe Manhattan Brothers. C'est avec ce groupe qu'elle prend en 1952 son nom de scène, Myriam. Devenue une vedette, elle décide d'utiliser son nouveau métier pour dénoncer l'apartheid.

En 1959, pour éviter l'emprisonnement, elle est contrainte à l'exil suite à son apparition dans le film anti-apartheid « Come Back, Africa ». Cet exil durera 31 ans. Pendant toute sa carrière, elle multiplie les chants et les prises de parole contre l'apartheid et le colonialisme. Partout, elle appelle au boycotte de l'Afrique du Sud. Voulant exprimer les différentes cultures du continent africain, elle chante en

suite à la page(15)

Suite de la page (7)

La qualité historique d'une photo est avant tout dans l'angle de vue choisie par le photographe. Ce dernier se définit par Bloncourt comme « l'homme qui doit se battre pour une plus juste et plus humaine vision de notre devenir (12) ». La photographie dispose-t-elle les moyens pour réaliser cet objectif ? En quoi la représentation photographique peut se constituer en force idéologique alternative ? Que reste de la photographie si elle se baigne aussi profondément dans la politique ? La politique n'est-elle pas plutôt un obstacle à une représentation photographique juste de la réalité ?

La méthode de travail de Bloncourt mérite une petite attention afin de répondre aux questions précédentes. Il discute avec les protagonistes avant de choisir son angle de photo. Il connaît les milieux de ceux qu'il photographie, ce qui entraîne un bon traitement des images recueillies. La méthode participative permet d'éviter tout risque de déformation de la réalité. Le photographe n'est pas distant de son objet, ce qui serait de l'ignorance totale. Aussi est-il loin d'être objectif et impartial. Il est même quasi son objet photographié à force d'en vivre tous les jours. Le photographe baigne dans l'entourage de ses photos au point d'être présent sans le voir. La conviction communiste de Bloncourt est l'angle d'observation de ses photos dont la plupart dénonce des injustices. Il s'explique ainsi : « J'ai photographié des millions de travailleuses et de travailleurs dans leur vie quotidienne. J'ai vécu leurs luttes, pied à pied, contre leurs exploiteurs. Ils venaient de tous les coins du monde. Avaient toutes les religions de la terre. Toutes les opinions politiques. Mes images ont montré leur humanité, leur dignité (13) ».

Bloncourt accorde une place importante à l'Histoire dans son métier de photographe. Il fait des photos l'un des agents les plus importants de la mémoire. Les photos réactualisent des évènements passés porteurs de sens historiques. Elles sont dotées d'une puissance pédagogique pour le présent et le futur. Elles permettent aussi de réécrire l'Histoire falsifiée par les agents des classes dominantes. Bloncourt se voit comme un « passeur de mémoire avec plus d'un demi-siècle de témoignages de photos (14) ». Des photos qui relatent le monde du travail en France, la Révolution des Œillets et le contexte de l'URSS. Lors de l'exposition organisée par la mairie du XIème à Paris en juillet-août 2019, nous avons relevé une diversité photographique chez Bloncourt mais aussi une unité idéologico-politique. Le rapport de Bloncourt à la photographie déborde le cade professionnel pour se tourner vers une vision du monde qui a marqué toute la vie du militant. Il est l'un des rares à initier ce mariage réussi entre la photographie et le communisme. Avec lui, la force politique de l'image se renforce sans la compromettre l'écriture textuelle. On peut ainsi comprendre pourquoi l'œuvre de Bloncourt est composée de photos, de livres et de témoignages.

Pour bien cerner le rôle de la photographie chez Bloncourt, il faut se tourner vers sa conception du communisme. La photographie lui a permis de sortir de l'orthodoxie prônée par le Parti communiste français, en la personne de Louis Aragon, apôtre d'un réalisme socialiste. Cette théorie exige de montrer « l'ouvrier avec son marteau et le paysan avec sa faucille, les figer dans le temps et dans la caricature (15) ». Bloncourt rejette cette « vision réductrice qui est à l'opposé de sa conception de la liberté de la création (16) ». Il invite à intégrer l'art photographique dans ce réalisme afin qu'il dépasse le déterminisme économique auquel il est soumis. Il propose de faire de « l'authentique réalisme socialiste » en y intégrant la photographie. Cette dernière devient un levier de relecture de cette théorie socialiste qui a longtemps dominé les Partis communistes. Il avoue : « Militant communiste, je m'intéresse à l'époque aux théories du réalisme socialiste prônées par le parti et le grand Aragon. Mais je ne me résigne pas à adhérer à ces conceptions, ou plutôt ce diktat, qui nient la liberté de création. Je me rebelle à ma manière face à la ligne stalinienne du parti (17). »

C'est au nom de la liberté de création que Bloncourt s'en prend à cette tradition communiste orthodoxe. Il avoue clairement que le réalisme socialiste d'Aragon ne correspond pas à sa conception de l'art. Il voit dans la posture d'Aragon un dogmatisme à la manière de l'autoritarisme régnant dans le parti. Bloncourt dénonce l'orientation générale du PCF qui a peur du neuf, du différent et de l'étranger. Critiquer le réalisme socialiste, c'est élargir le cadre théorique du Parti en accordant une importance politique aux photos. Ces dernières peuvent constituer un outil pertinent pour tout mouvement communiste se voulant agent de transformation des conditions de travail. Le PCF devient le foyer de discussion théorique de Boncourt.

L'expérience communiste

Bloncourt accumule des déceptions dans la militance communiste. Dans ses derniers ouvrages, il montre les limites des organisations auxquelles il a pris part. La plus ciblée est le Parti communiste français (PCF), l'une de ses premiers espaces d'apprentissage politique. Son premier contact avec ce parti a été très singulier. Il a été mandaté en 1946 par le Parti communiste haïtien (PCH) pour rentrer en contact avec le PCF. Il était question selon la lettre envoyée par Édris Saint-Armand de chercher les supports des militants français dans les luttes en Haïti contre l'impérialisme. Le PCH avait besoin d'élargir ses horizons politiques afin que ses stratégies militantes soient renforcées. La logique consistait à saisir le capitalisme dans une démarche internationale et de lutter contre ses foyers étrangers. La lutte du PCH rejetait tout nationalisme d'enfermement pour se tourner vers un cadre internationaliste axé sur une critique du marché global. Vu l'engagement de Bloncourt dans les mouvements de 1946, les communistes haïtiens avaient engagé au profit d'Haïti ce leader dont la famille était déjà connue par la tradition gauchiste française.

Que relevait ce premier contact haïtien avec le PCF ? Bloncourt évoque un accueil fade, sans enthousiasme et surtout sans intérêt pour Haïti. Il était beaucoup plus question de son oncle Élie mais aucun mot sur l'objectif de sa mission, à savoir soutenir les luttes communistes en Haïti. « Pas un mot sur Haïti ! Pas la moindre allusion aux luttes de notre peuple (18) », écrit Bloncourt qui n'est jamais arrivé à comprendre cette froideur des communistes français. Il a été reçu par un directoire qui avait éclipsé Haïti dans les luttes contre l'impérialisme. Bloncourt n'était pas reçu comme un haïtien communiste mais comme un Bloncourt français de famille militante. Par ce geste froid de la direction du PCF, Haïti subissait une marginalisation occidentale débutée depuis la proclamation de son indépendance en 1804. Cela devenait paradoxal, le racisme international touchant des militants qui se disaient communistes. On était quelques semaines après les mouvements de 1946, initiés par de jeunes communistes, l'un des premiers dans l'histoire mondiale de la jeunesse politique, bien avant mai 1968 en Europe. L'actualité haïtienne était arrivée en France, surtout avec André Breton, l'une des figures explosives de cette révolte.

L'hypothèse la plus plausible se trouvait du côté du Parti communiste haïtien qui n'était pas reconnu par les communistes français. L'amitié de Bloncourt avec Pierre Mabille et André Breton n'était pas à la base de ce rejet d'Haïti, encore moins son affiliation familiale, ce qui aurait plutôt joué en sa faveur. On était en présence d'une quête de reconnaissance des communistes haïtiens du côté du PCF qui, en retour, refusait de collaborer avec ce « singulier petit pays ». Le PCF, dirigé à l'époque par Maurice Thorez, était confiné dans l'espace européen, voire français, tout en rejetant les luttes des pays non européens. Malgré l'émergence de la question coloniale dans le parti, certains militants se montraient encore agressifs aux luttes anticolonialistes et antiimpérialistes des régions du Sud. Rejeter Haïti, c'était refouler la révolution anticapitaliste et anti-esclavagiste de 1804, c'était aussi éclipser les violences de l'impérialisme américain encore sur le sol haïtien et c'était plutôt endosser l'historiographie coloniale faisant d'Haïti un hors-lieu.

Ce rapport honteux entre le PCF et Haïti exige de sérieux détours pour le saisir. Il faut voir la place de cette région latino-américaine dans les activités de la Troisième Internationale dont quatre communistes français (Jacques Duclos, Marcel Cachin, Maurice Thorez et André Marty) sont membres du comité exécutif. Le philosophe haïtien Yves Dorestal relève des traces européanistes dans certains rapports du Komintern qui tend à négliger les luttes entamées par les partis communistes latino-américains. Nous avons retenus deux extraits qui sont traduits par Yves Dorestal évoquant les luttes communistes au Pérou :

Mariátegui qui mourut en 1930 et auquel appartient une place importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire péruvien ne pouvait pas se libérer totalement des survivances de son passé Apriste. Il garda ses allusions à propos du rôle révolutionnaire de la bourgeoisie péruvienne et sous-estima l'importance de la question nationale indienne qu'il identifia avec la question paysanne. Différentes survivances du Mariáteguisme sont encore vivantes même de nos jours dans le parti péruvien et produisent des effets sur son travail pratique (19).

Dans l'actualité, le parti communiste semi-légal compte 4 000 membres et jouit d'une grande autorité auprès des travailleurs. Cependant, il est loin d'avoir liquidé l'héritage bourgeois-démocrate et réformiste du recabarrenisme et ses faiblesses organisationnelles et plus particulièrement, en ce qui concerne un traitement adéquat de l'illégalité (20).

Cette conception péjorative du Komintern permet de saisir le faible niveau d'ouverture des communistes français. Certains comme Thorez et Duclos était de tendance autoritaire, d'autres comme Ho Chi Minh était plus ouvert à la question coloniale. Ho Chi Minh, l'un des membres fondateurs, critique le colonialisme français qui, selon lui, est le fruit du capitalisme international. Bloncourt a rencontré plus tard ce militant qui lui « servait du thé et lui parla d'Haïti, de Jacques Roumain, de Despetre » ; Ho Chi Minh se comportait différemment aux membres directoires du parti. Bloncourt décrit ainsi sa rencontre avec lui :

Aujourd'hui je pense que j'ai rencontré à cette époque un immense bonhomme. Quelle simplicité !... Quelle clairvoyance ! Quel respect des autres, de ma jeunesse, de mon inexpérience ! ... Quelle différence avec la froideur de l'accueil que j'avais reçu au PCF ! Ils étaient pourtant tous communistes ! dis-je (21).

Bloncourt reproche au PCF d'être stalinisé au point de galvauder les principes de tolérance et de respect. Bloncourt est gêné par le culte de la personnalité qui traverse ce parti. « Les camarades qui se précipitaient en criant Maurice ! Maurice ! Dès qu'ils apercevaient Thorez, avec des trémolos dans la voix, m'avaient toujours paru ridicules (22) », écrit Bloncourt à propos du climat de soumission régnant dans le PCF. A la mort de Staline, les militants ont vénéré Maurice Thorez comme un réformateur apte à reformuler les règles orthodoxes. Et pourtant, les frustrations ont été au rendez-vous dès les années 1940-1950. Jacques Stephen Alexis et René Depestre seront marginalisés au sein de ce parti, de même qu'Aimé Césaire qui affichera sa colère en 1956 dans sa « Lettre à Thorez ». Les militants du Sud avaient du mal à intégrer un tel parti dont l'histoire n'était pas indifférente aux luttes anticolonialistes. Les malaises de Bloncourt étaient multiples : « Dès mon arrivée en France, je me heurte au parti. J'aperçois rapidement les limites, les évidentes contradictions, ne serait-ce qu'à travers le réalisme socialiste prôné par Aragon. Je constate amèrement l'absence de respect et de démocratie à l'intérieur du Parti (23). »

Bloncourt reprochait aussi aux organisations croyant posséder la vérité. Il dénonce cette suffisance cognitive qui entrave les stratégies politiques. Les organisations politiques devraient constamment renouveler leurs outils idéologico-politiques afin d'éviter le risque d'orthodoxie. Bloncourt se lance dans une lutte contre toute pensée marxiste dogmatique qui ne prend pas en compte la réalité. La relecture du réalisme socialiste explique cette volonté de Bloncourt de forger un marxisme hétérogène et « occidental » ancré dans le réel haïtien. Son effroi face au rejet d'Haïti par les dirigeants du PCF témoigne de son intérêt pour un communisme haïtien ayant au centre un marxisme décolonial. C'est dans ce même esprit qu'on peut comprendre son adhésion dans les années 1960 au Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), mais « cette fois, bien décidé à ne plus se laisser enfermer dans cette sorte d'enclos dont je viens de m'évader (24) ». Le regard de Bloncourt est désormais tourné vers les luttes communistes haïtiennes après cette expérience désastreuse au PCF. Comment renouveler les luttes communistes ? Quel est le rôle des outils idéologiques dans l'idée et l'expérience du communisme ? Quel marxisme pour le communisme d'aujourd'hui ?

L'idée du communisme

La constance communiste de Bloncourt s'explique par son attachement rationnel au projet communiste malgré ses multiples expériences déroutantes. Cette constance se fonde sur un renouvellement continuel des thèses critiques du capitalisme. La constance communiste dont il s'agit dans ce texte se concentre sur le concept du commun ancré dans un partage équitable des richesses et des services. Elle dépasse les déviations politiques se réclamant des idées de Marx et d'Engels pour se tourner vers une reconceptualisation de l'appareil théorique du communisme. La constance communiste profite de tous les instants politiques tout en s'appropriant d'autres expériences singulières. Elle se nourrit de ces nouvelles expériences qui, très souvent, sont en marge de l'Occident. Les régions non occidentales restent les sources les plus documentées de l'idée du communisme portée par Bloncourt. Pour qu'il soit encore viable, le communisme doit réinventer son « Idée » en fonction de ses éventuels « échecs » dans l'histoire politique mondiale. C'est la meilleure façon de se réclamer encore du communisme au XXIème siècle. Quel communisme peut accoucher de ce monde contemporain post-1989 ? Comment revivifier dans le communisme l'idée et l'expérience ?

« Peut-on être communiste aujourd'hui ? (25) ». Cette question se posait depuis 1960-1970 dans l'objectif d'interroger en regard de certains évènements la validité d'un tel projet politique. Elle est encore pertinente aujourd'hui mais elle mérite d'être reformulée par rapport à l'idéal porté par cette vision. Vu le nombre de figures qui assument leur conviction communiste (Tony Negri, Slavoj Zizek, Alain Badiou, etc), la question devient la suivante : qu'est-ce que c'est qu'être communiste ? Cette interrogation soulève le rapport entre le marxisme et le communisme. Alain Badiou est dans la tradition communiste avec un rapport très singulier au marxisme. Toni Negri (26) reproche à Badiou de tenter d'être communiste sans Marx à force de ne pas pouvoir loger le marxisme dans sa « classification des vérités ». Quant à Badiou, il reproche à Negri d'être marxiste sans être communiste. Il s'agit de savoir comment être communiste ? Que requiert une telle posture dominée par la figure de Marx ? Aux yeux de Negri, ces questions doivent affronter la « dimension ontologique du communisme axée sur la construction d'une société nouvelle par l'homme producteur (27) ». D'où l'importance de Marx dans l'idéal du communisme. Marx reste la figure par excellence de l'ontologie du communisme. Toni Negri conclut ainsi son débat avec Alain Badiou : « Nous ne croyons donc pas qu'il soit possible de parler de communisme sans Marx. Certes, le marxisme doit être profondément, radicalement relu et renouvelé. Mais cette transformation créative du matérialisme historique peut se réaliser en suivant les indications de Marx – enrichies de celles qui nous viennent des courants « alternatifs » de la modernité, de Machiavel à Spinoza, de Nietzsche à Deleuze-Foucault (28). »

Le communisme de Bloncourt propose d'autres termes pour discuter ces interrogations. Il opte pour une décolonialité afin de restaurer l'image du communisme. La question coloniale pourrait accoucher d'une nouvelle idée de communisme axée sur une prise en compte des expériences venant des régions du Sud. Bloncourt préconise un marxisme désenclavé de l'Europe et prolongé par les questions du capitalisme, du racisme et du colonialisme. Le contexte de son devenir marxiste explique cet intérêt pour l'hétérogénéité et l'ouverture. Il est devenu dans un environnement haïtien très singulier marqué par la rareté de livres marxistes et une famille très militante. Il est formé dans la culture marxiste par son cousin Édouard Bloncourt mécanicien salarié à la Hasco (29). Ce dernier n'était pas un intellectuel mais il connaissait le monde ouvrier, l'ex-

Suite de la page (13)

zoulou, en xhosa, en tswana, en swahili et en arabe.

En 1969, elle épouse le militant des droits civils afro-américain Stokely Carmichael, un des dirigeants des Black Panthers. À cause de ce mariage, elle est contrainte de laisser les États-Unis.

En 1990, elle rentre dans une Afrique du Sud libérée enfin de l'apartheid. En 1992, elle interprète le rôle de sa propre mère dans un film portant sur les émeutes de Soweto de 1976: Sarafina.

En 2005, elle met fin à sa carrière mais décide de continuer à défendre les causes qui ont marqué sa vie.

Myriam aura successivement eu la nationalité algérienne et guinéenne symbolisant ainsi sa conviction panafricaine.

Pendant plusieurs décennies, elle fut le symbole des luttes africaines et du combat panafricain. Pour toutes ces raisons, elle est surnommée Mama Africa.

Repose en paix sœur et camarade. Ton exemple continue à inspirer nos combats d'aujourd'hui.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Suite de la page (12)

à marteler: «Dawla madania, machi askaria!» Un fumigène est allumé, libérant un panache de fumée rougeâtre qui enflamme l'atmosphère. Un large drapeau USMA (Union sportive de la médina d'Alger) flotte dans l'air. Des pétards y vont de leur délire, rappelant fort opportunément que nous sommes la veille du Mawlid (Anniversaire de la naissance du Prophète). Dès la fin de la prière à la mosquée Errahma, pratiquants et non-pratiquants fusionnent dans une marée flamboyante qui envahit la rue Didouche Mourad. On a beau voir et revoir cette image, elle ne manque jamais de faire son effet.

Une claque à chaque fois. Le fleuve humain déferle sur le boulevard aux cris de: «Asmaâ ya el Gaïd, dawla madania, asmaâ ya el Gaïd, machi askaria!» «Ya Ali Ammar, bladi fi danger. Nekemlou fiha la Bataille d'Alger!» (Ali Ammar, mon pays est en danger, on poursuivra la Bataille d'Alger). Puis, on entend ce gigantesque cri de colère: «Echaâb yourid isqate Gaïd Salah!» (Le peuple veut la chute de Gaïd Salah), suivi de «L'istiqlal!» (l'indépendance), répété plusieurs fois.

Exalté par cette ambiance épique, un homme dressé sur un balcon communie avec la foule en tapant dans une casserole. Les protestataires enchaînent par «Dégage Gaïd Salah, had el âme makache el vote» (pas de vote cette année), «Les généraux à la poubelle, wel Djazaïr teddi l'istiqlal» (et l'Algérie accédera à l'indépendance), «Elli yvoti khayen watani !» (Celui qui votera est un traître à la patrie), «Eddouna gaâ lel habss, echaâb marahouche habess!» (Emmenez-nous tous en prison, le peuple ne s'arrêtera pas).

Sur les pancartes, le slogan «Etat civil, pas militaire» est omniprésent. On peut lire également : «Solidarité avec les détenus d'opinion», «Libérez les détenus», «Justice algérienne: le téléphone ordonne au marteau de détruire la balance», «Non au scénario égyptien en Algérie», «Le peuple est en route, système en déroute», «Non aux élections, continuité du système maffieux»… Une dame arbore un écriteau hilarant: «Les politiciens sont comme les couches bébé: il faut les changer constamment et pour les mêmes raisons.»

«Finie l'époque de la fabrication des Présidents»

A la rue Asselah Hocine, se déversent là aussi des flux impressionnants en provenance de Bab El Oued, de La Casbah, de Bologhine et des quartiers de la banlieue ouest d'Alger. «Dégage Gaïd Salah, had el âme malkache ekl vote!» «Baouha el khawana, baouha!» (Ils ont vendu la patrie), «Makache intikhabate yal issabate!» (Pas d'élections avec les bandes), sont entonnés en chœur.

Un jeune revendique: «Ni le FLN ni le RND à la présidentielle!» Une large banderole en anglais est déployée avec ces mots: «No thieves, no dictators, no Sissi, a civil state, a state of law and justice; we won't give up until death» (Pas de voleurs, pas de dictateurs, pas de Sissi. Un Etat civil, un Etat de droit et de justice. Nous n'abdiquerons pas jusqu'à la mort).

Sur la rue Hassiba Ben Bouali, même intensité, même ferveur. Plusieurs cortèges se succèdent. «Hé ho, leblad bladna, wendirou raina, makache el vote!» (C'est notre pays, on fera ce qui nous plaît, pas de vote), chante la foule. Un homme défile avec cette pancarte: «Le jour où on sera dans un pays de liberté d'opinion et d'expression, sans incarcération, on parlera des élections.»

Un groupe de marcheurs reprend la chanson de Oulahlou Pouvoir assassin et y incorpore ce mot d'ordre: «Dawla islamia !» (Etat islamique). Un autre carré, clairement de gauche celui-là, est conduit par des militants du Pôle de l'alternative ouvrière et populaire. Ils ont une large banderole de couleur rouge sur laquelle on peut lire: «Non aux élections, oui aux grèves.» Quelques pas plus loin, un autre cortège défile.

Des bras hissent une série de pancartes incisives: «A bas le prochain Président», «Finie l'époque de la fabrication des Présidents», «Gouvernement illégitime, Constitution violée, élections de la bande», «La justice ne se vend pas, un pouvoir ne s'achète pas», «Non aux Présidents recyclés, non au pouvoir militaire, aucune voix n'est au-dessus de la voix du peuple», «Grève générale à la manière de la grève des 8 jours en 1957»…

Quelques mètres plus bas, un autre carré donne de la voix. Des jeunes improvisent un slogan franchement sexiste en voulant brocarder les 5 candidats: «Bouteflika mate, khella 5 benate!» (Bouteflika est mort et a laissé 5 filles), lâchent-ils.

On entend aussi: «La Tebboune, la Benflis, echaâb houa erraïs!» (Ni Tebboune ni Benflis, c'est le peuple, le Président). Un frondeur soulève une pancarte dense qui en dit des choses: «Période de transition sans ces gueules de misère. Pas d'élection avec la suspicion et la bande. Libérez les kidnappés pour leurs opinions politiques. Etat civil, pas militaire. Jusqu'au bout!» Qui peut stopper le hirak? **El Watan 9 novembre 2019**

ploitation des patrons et les injustices des classes dominantes. L'influence d'Édouard sur Gérald était informelle et loin d'être réfléchie. Mais il lui a expliqué l'importance des idées de Marx et d'Engels pour saisir les enjeux sociaux.

C'est Jacques Stephen Alexis et Pierre Nabille qui ont instruit Bloncourt sur la théorie marxiste. Ils lui ont passé l'un des rares exemplaires des livres de Marx qui circulaient en Haïti. Le Manifeste du parti communiste était l'un des premiers ouvrages lus par Bloncourt. Cet ouvrage classique de Marx et d'Engels aura un effet considérable sur sa compréhension du communisme. Bloncourt a été aussi influencé par Les principes élémentaires de la philosophie (1936) de Georges Politzer et L'histoire du parti communiste de l'URRS du comité central du PC. Cahier d'un retour au pays natal (1939) de Césaire fait partie de ses livres de chevet. Le Manifeste a fondé sa conception du marxisme au moment de sa première lecture. Il avoue : « Jacques Stephen Alexis me donna aussi à lire l'un des seuls exemplaires du Manifeste communiste de Marx et d'Engels qu'il y avait en Haïti, et me fredonna ma première Internationale. J'ai dévoré cette littérature tout en suivant les contre-offensives soviétiques qui se révélaient victorieuses. C'est ainsi que je suis devenu communiste, imperceptiblement, sans vraiment m'en rendre compte (30). »

Le cas du Manifeste du parti communiste mérite une attention particulière car cet ouvrage était au cœur du devenir marxiste de toute la génération 1946 (Jacques Stephen Alexis, René Depestre, Étienne Charlier). Cet ouvrage était reproduit à la main par ces militants de La Ruche afin qu'il soit multiplié dans la communauté haïtienne. Ce livre influence ce que nous appelons la pensée marxiste haïtienne. Pourquoi le Manifeste du parti communiste ? Quelle est la singularité haïtienne de cet ouvrage ?

Le Manifeste est un texte publié anonymement en allemand à Londres, sous les plumes de Marx et d'Engels. Ils étaient chargés officiellement par la « Ligue des justes » de mettre au point un nouveau programme à suivre par les militants. Ce texte, doté d'une intention internationaliste, est élaboré pendant l'exil de Marx en 1848. Un tel ouvrage se distingue par sa forme éclatée s'inscrivant en faux contre tout catéchisme ou profession de foi. Il adopte une rhétorique légère adaptée au langage militant, dans un lyrisme argumentatif. Il se distingue aussi par ses problématiques axées sur l'histoire, la révolution et la bourgeoisie. Il définit le communisme tout en critiquant les socialismes antérieurs. Il comporte un programme communiste détaillé avec les étapes à suivre pendant et après les mouvements révolutionnaires. Il est loin de la forme de la propagande pour se tourner vers une compréhension scientifique de la réalité. David Riazanov, l'un des premiers éditeurs des œuvres de Marx et d'Engels, affirme à son propos : « Ce document renferme tous les résultats du travail scientifique que Marx et Engels, en particulier le premier, avaient accompli de 1845 à 1847 (31). »

Le Manifeste exprime un intérêt pour les sociétés non occidentales par ses analyses du colonialisme. Il considère ce dernier sous un angle progressiste en soulignant ses impacts sur l'infrastructure de la société. Cet ouvrage soutient que les conquêtes du colonialisme occidental en Asie ne font que « entraîner toutes les nations, jusqu'aux plus barbares, dans le courant de la civilisation (32) ». Ce sont des interventions coloniales qui seraient salutaires, et ceci beaucoup plus pour les colonisés. Marx et Engels invitent les autres peuples à suivre cette modernisation coloniale portée par le capitalisme. Dès les premières pages de cet ouvrage, on trouve un éloge de la bourgeoisie qui aurait éradiqué l'ordre archaïque pour instaurer la modernité devenue le projet idéal vers le développement. On trouve dans cet ouvrage une analyse unilinéaire faisant du capitalisme et du colonialisme la seule voie à suivre pour atteindre le progrès social. L'Occident devient le centre du monde et le modèle de réussite face aux sociétés postcoloniales appauvris. Il est question de l'ethnocentrisme qui ne fait que minimiser les singularités de ces régions non occidentales. Cet ouvrage publié en 1848 esquisse brièvement le colonialisme tout en soulevant plus loin les contradictions du capitalisme. Marx accordera plus de temps aux sociétés non occidentales dans ses écrits sur L'Inde et ses articles du New York Tribune rédigés dans les années 1950, moment où il révisera ses positions, selon Kevin Anderson dans Marx aux antipodes qui propose d'aller jusqu'à ses textes tardifs (1870-1880) afin de bien cerner le sens de ses propos. Ces analyses controversées du colonialisme dans le Manifeste demeurent une source d'intérêt pour la pensée marxiste haïtienne de tendance anticolonialiste doublement traversée par les questions de l'articulation des modes de production et de l'aliénation sous l'aune conceptuel du phénomène de la « zombification (33) ». L'intérêt haïtien pour le Manifeste s'explique par la question coloniale qui reste au centre du marxisme haïtien.

Bloncourt admire deux figures importantes du marxisme anticolonialiste : Ho Chi Minh (1890-1969) et Aimé Césaire (1913-2008). Sa rencontre avec eux reste emblématique dans son esprit. Sa vision du communisme est largement imprégnée des travaux de ces deux militant-intellectuels qui ont fait éclater le marxisme occidental avec la question coloniale. Le premier engage un combat dans le PCF afin de dénoncer le colonialisme français. Césaire fait de même au point de quitter ce parti en 1956 avec une « Lettre à Maurice Thorez » qui deviendra la boussole politique de beaucoup de marxistes non européens. « Pour moi, Césaire demeure un énorme bonhomme. Les positions politiques qu'il prendra vis-à-vis du PC seront courageuses ...Être communiste comme ça, je veux bien (34). » L'idéal communiste de Bloncourt se ressource dans cette précision de Césaire liée à la singularité du cas postcolonial. Césaire exprime son malaise dans un parti communiste non ouvert aux injustices néocoloniales. Il est gêné par la méthode globalisante de ce PC dénonçant l'exploitation d'un « prolétariat mondial » sans tenir compte des particularités historiques de chaque peuple. Le parti communiste décrit par Césaire en 1956 reste peu sensible aux questions coloniales et plus ouvert aux réalités européennes. Bloncourt relevait déjà cette dérive depuis 1946 avec des dirigeants-communistes qui refoulent la première révolte d'esclaves réussie dans le monde, la Révolution haïtienne de 1804.

Bloncourt renouvelle l'usage de Marx dans son Idée du communisme. Il décortique cette figure fondatrice en fonction des besoins du contexte haïtien. Il se démarque de l'usage orthodoxe dominant des années 1930-1940. Sa méthode de lecture peut s'apparenter à la distillation analytique adoptée par ses pairs haïtiens, comme Jacques Stephen Alexis, Gérard Pierre-Charles, Yves Montas. Il rejoint ses derniers sur sa façon de contextualiser les œuvres de Marx, ses angles de lecture axés sur les questions coloniales et surtout sur son mode d'épuration idéologique et théorique de cette figure fondatrice. L'effet distillateur permet d'accoucher d'un marxisme mâture dérivé de plusieurs déconstructions. La démarche distillatrice évite le piège de l'orthodoxie pour se laisser apprivoiser par les affres de l'hétérogénéité. C'est dans ce sens qu'on peut expliquer le mode de lecture de Bloncourt des œuvres de Marx et d'Engels : « Entre temps, j'ai lu Karl Marx. Ce gars-là n'était pas un prophète, pour moi, juste un homme de son époque, ne parlant pas de l'économie d'aujourd'hui qu'il avait pourtant prévue sans la vivre, nous mettant le doigt sur les choses essentielles : l'exploitation de l'homme par l'homme, la plus-value ... (35). »

Ce rapport aux œuvres et à la figure de Marx conditionne toute la vie de Bloncourt qui refuse toujours tout culte de personnalité, toute démarche dogmatique avec la pensée et tout horizon orthodoxe avec la politique. D'ailleurs, l'engagement communiste de Bloncourt précède sa rencontre avec le marxisme. Ce dernier est toujours pour lui un complément de compréhension de son environnement. Venant d'une famille militante, Bloncourt découvre les idées révolutionnaires depuis son adolescence. Âgé de seize ans, il travaille dans une imprimerie où il observe des conditions de travail inhumaines. Sa conscience révolutionnaire se forge à ce moment-là sans vraiment maîtriser les grandes théories critiques. Il s'explique ainsi : « Pour la première fois, je découvrais que je faisais partie de cette société divisée en classes sociales et que j'étais partie prenante de celle qui vendait sa force de travail. Je ne connaissais pas le mot prolétaire et n'avais encore aucune idée des travaux de Marx, mais je sentais uni à ce groupe et à leurs idées (36). » Bloncourt s'est formé sur le terrain du travail, ce qui lui permet de vérifier ses multiples approches théoriques. Grâce à son cousin mécanicien Edouard qui disposait de quelques notions élémentaires du marxisme, il rentre dans cette théorie par la grande porte pratique : la rude vie des travailleurs. L'acquisition du marxisme en Haïti au XXème siècle se fait dans cette ambiance empirique marquée par une rareté de livres, par l'exploitation des travailleurs et par des sujets révolutionnaires non intellectuels. Le roman Viejo (1935) de Maurice Casséus décrit parfaitement ce cas particulier d'introduction du marxisme.

L'histoire des idées en Haïti comporte ce moment riche de reconversion des productions occidentales. En suivant l'appropriation haïtienne du « socialisme scientifique », nous en déduisons les tares de l'européanisme qui fondent les savoirs occidentaux. L'élément le plus significatif est la mobilisation de l'art comme vecteur épistémique de détournement et d'épuration de l'Occident colonial et capitaliste. La pensée marxiste haïtienne dans laquelle s'enracine ce que Yves Montas appelle « socialisme haïtien (37) » reste un effort pour résoudre certains problèmes liés à la société haïtienne. Néanmoins elle comporte des ébauches conceptuelles qui doivent être développées. Bloncourt enrichit ce corpus avec de multiples photos significatives aptes à engendrer une pensée féconde ancrée dans l'histoire révolutionnaire d'Haïti. Comment déterminer l'épistémè qui est à la base de cette traduction ?

La constance communiste de Bloncourt contribue à redonner une valeur positive à ce mot largement galvaudé. Il fait partie des communistes de la trempe de Toni Negri, Slavoj Zizek, Alain Badiou, Michel Hector, qui ont ressuscité ce rêve politique d'une société sans classes sociales. La conférence tenue à Londres le 15 mars 2009 sous le titre « L'Idée du communisme » a réuni beaucoup de figures ayant des points de vue différents sur le contenu théorique du communisme. Cette activité tente de sauver la manipulation idéologico-politique dont est victime ce mouvement. Elle nourrit ce que Badiou appelle « l'hypothèse communiste » comme « totalisation abstraite ancrée dans un processus de vérité » traversée par trois composantes : composante politique, composante historique et composante subjective (38). Bloncourt représente le pole non occidental ayant restructuré à l'aune de la photographie le concept du communisme.

Notes

1) Voir Alain Badiou, L'hypothèse communiste, Paris, Nouvelles éditions Lignes, 2009.

(2) Alain Badiou, L'Idée du communisme. 2009-2010-2016 ; L'hypothèse du communisme, 2009.

(3)Alain Badiou, L'Idée du communisme II, Paris, Nouvelles éditions Lignes, 2011, page 8.

(4) Ce Centre possédait un bulletin mensuel Studio No3, codirigé par Gérald Bloncourt, qui véhiculait une conception hétérogène de la création artistique. Ce bulletin est considéré par Carlo A. Célius comme « le premier périodique dans l'histoire de la presse en Haïti consacré à la création plastique ». Voir son ouvrage Langage plastique et énonciation identitaire, Canada, PUL, 2007, page 79.

(5)Gérald Bloncourt, Le regard engagé, Paris, éditions François Bourin, 2004, page 50

(6)Gérald Bloncourt, Le regard engagé, Ibid, page 49

(7) Il est l'auteur de plus de 200 000 photos.

(8)Livres muraux itinérants.

(9) Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Paris, éditions Lemieux, 2016, page 13.

(10) Gérald Bloncourt, Une vie appareil-photo au poing, Entretient réalisé par Jean-Louis Mouysset, La Dépêche, 7 décembre 2017.

(11)Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid, page 26.

(12) Gérald (Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid.

(13)Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid, page 212

(14)Gérald Bloncourt, Une vie appareil-photo au poing, Entretient réalisé par Jean-Louis Mouysset, La Dépêche, 7 décembre 2017.

(15)Gérald Bloncourt et Bernard Esposito, Je n'ai rien à cacher, Paris, L'Harmattan, 2016, page 78

(16) Op. Cit

(17)Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid, page 10

(18)Gérald Bloncourt, Le regard engagé, Ibid, page 87.

(19) Yves Dorsal, Jacques Roumain (1907-1944) : un communiste haïtien, Port-au-Prince, C3 éditions, 2015, page 134.

(20)Yves Dorestal, Jacques Roumain (1907-1944) : un communiste haïtien, Ibid, page 135 (21) Gérald Bloncourt, Le regard engagé, Ibid, page 90 (22)Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid, page 58 (23)Gérald Bloncourt et Bernard Esposito, Je n'ai rien à cacher, page 65 (24)Gérald Bloncourt, L'œil en colère : photos, journalisme et révolution, Ibid, page 126 (25) Titre d'un ouvrage de Roger Garaudy, 1970, (26)Toni Negri, « Est-il possible d'être communiste sans Marx ? », in Alain Badiou, Slavoj Zizek, L'Idée du communisme, II, Ibid. (27)Toni Negri, « La construction du commun : un nouveau communisme », dans L'Idée du communisme, II, Ibid, page 201 (28) Toni Negri, Ibid, page 210 (29) Entreprise commerciale étasunienne, Haitian American Sugar Compagny, (HASCO). (30)Gérald Bloncourt, Le regard engagé, Ibid, page 43 (31)David Riazanov, Marx et Engels, Conférences, 1922, 1974, Anthropos. (32) Marx et Engels, Manifeste du parti communiste, Paris, éditions Nathan, 1848, page 11 (33)Phénomène consistant à réanimer le corps d'une personne morte afin qu'elle soit au service d'une autre personne. (34)Gérald Bloncourt et Bernard Esposito, Je n'ai rien à cacher, page 89. (35) Gérald Bloncourt et Bernard Esposito, Je n'ai rien à cacher, Ibid, 136 (36)Gérald Bloncourt et Michael Löwy, Messagers de la tempête, Paris, le Temps des Cerises, 2007, page 82 (37) Jean Luc, Structures économiques et lutte nationale populaire en Haïti, Montréal, éditions Nouvelles Optiques, 1976. (38) Alain Badiou, L'hypothèse communiste, Ibid, page 182.

Ici, le blog de Gérald Bloncourt.

Jean-Jacques Cadet, docteur en philosophie

Suite de la page (12)

de Daech de disperser les efforts de l'Armée arabe syrienne ; ce qu'il a réussi. C'est à ce stade que la Russie est intervenue. Tous les paris sur le terrain militaire ayant alors échoué, l'intrusion turque est devenue nécessaire pour renverser la table. Tel est le rôle de la Turquie.

Quant à l'une de vos questions concernant Trump, ma réponse pourrait vous surprendre. Je vous dirai qu'il est le meilleur président américain. Pourquoi ? Non pas parce que sa politique est bonne, mais parce qu'il est le plus transparent. Tous les présidents américains commettent toutes sortes de péchés capitaux politiques et de crimes, prennent des prix Nobel, se présentent en tant que défenseurs des droits de l'homme, des valeurs améericaines nobles et uniques et des valeurs occidentales en général, mais ils ne correspondent qu'à un groupe de criminels représentant et exprimant les intérêts des lobbies américains que sont les grandes sociétés de l'armement, du pétrole, etc. Trump parle en toute transparence et dit : « Nous voulons le pétrole ». Telle est la réalité de la politique américaine, au moins depuis la Deuxième Guerre Mondiale. « Nous voulons nous débarrasser d'un tel ». « Nous voulons rendre un service contre telle somme d'argent ». Oui, telle est la réalité de la politique américaine. Que pouvons-nous espérer de mieux qu'un ennemi transparent ?

Question : Le commandant des milices FDS, Mazloum Abdi, a déclaré par voie de presse qu'avant le retrait [américain] Trump leur avait promis de contacter les Russes afin de trouver une solution à la question kurde, par le biais d'un accord entre les Russes et l'État syrien donnant aux Kurdes une chance de se défendre. Cet accord a-t-il réellement été conclu Monsieur le Président ? Et quel est le sort des régions non frontalières de la Jazira syrienne [nord-est de la Syrie], lesquelles étaient sous le contrôle des milices armées desdites FDS ? Ont-elles été effectivement remises à l'État syrien ? Si oui, de quelle façon ? Militaire uniquement ? Ou bien militaire avec le retour des institutions étatiques syriennes ?

Président Al-Assad : Que ce contact ait eu lieu ou pas, tout ce que l'Américain dit n'est pas crédible. Et qu'il l'ait dit à un ami ou à un ennemi ne change rien au fait qu'il ne nous faut pas compter avec. Alors, ne perdons pas notre temps sur ce point. Le seul accord russe avec les Kurdes correspond au rôle russe -dont nous avons déjà parlé- dans l'accord entre l'Armée arabe syrienne et les Kurdes -ou plutôt les groupes kurdes qui se désignent eux-mêmes par le sigle FDS, pour ne pas stigmatiser les Kurdes- en vue de l'entrée de notre Armée [dans les territoires qu'ils contrôlaient]. Bien entendu, l'Armée syrienne ne peut pas entrer dans un but uniquement militaire et sécuritaire. Son entrée signifie l'entrée de l'État syrien et donc l'entrée de tous les services qu'il doit assurer.

Cet accord a donc eu lieu. Nous sommes entrés dans la plupart des régions mais pas complètement. Il reste encore des obstacles face auxquels nous intervenons directement, car nous avons avec ces groupes des relations très anciennes datant de bien avant l'intrusion de la Turquie. Certains nous répondent positivement, d'autres pas. Mais l'entrée de l'Armée arabe syrienne sera indubitablement étendue [à toutes ces régions], parallèlement au retour des institutions étatiques ; autrement dit : parallèlement au retour de l'autorité de l'État.

Je répète que ce retour se fait progressivement, le règlement de certaines réalités sur le terrain nécessitant du temps. L'absence de l'État a créé de nouvelles réalités au niveau de la population et nous ne pouvons pas nous attendre à ce que les groupes armés nous remettent leurs armes spontanément. Nous l'exigeons, mais notre politique doit rester progressive, rationnelle et réaliste ; son but ultime étant le rétablissement du contrôle total de l'État.

Question : Après tout ce qui s'est passé ; après leurs attaques contre l'État syrien, ses citoyens et son Armée ; après le rôle nuisible qu'ils ont joué tout au long de ces années de guerre ; après leur inféodation évidente à l'Américain ; après tout cela Monsieur le Président, nous Syriens, pouvons-nous revivre ensemble avec les Kurdes ?

Président Al-Assad : Soyons précis. Ce sujet est constamment soulevé publiquement et parfois en séances privées. Je sais que vous posez ces questions abstraction faite de vos convictions personnelles. Mais, ce qui s'est passé au cours de cette guerre est une déformation des concepts. Par conséquent, dire que telle frange de la population est qualitativement positive ou négative est subjectif, irrationnel et même antipatriote.

Certes, des Kurdes ont fait office d'agents et de pions inféodés à l'Américain, mais des cas similaires existent parmi les Arabes, aussi bien dans la région d'Al-Jazira [nord-est de la Syrie] que dans d'autres régions. La faute du groupe de kurdes en question est qu'ils se sont fait passer pour des représentants non seulement des Kurdes, mais aussi des Arabes et de toutes les diverses franges de la Jazira. Et, l'Américain est venu les soutenir via des armes et de l'argent, évidemment pris chez certains États arabes du Golfe, afin de consacrer leur autorité sur toutes les autres franges.

Dès lors, nous nous sommes mis à croire que tous ceux qui se retrouvaient là dedans étaient des Kurdes. Non. Désormais, nous devons en parler en tant que « partis » auxquels nous avons à faire. Quant aux Kurdes, la plupart d'entre eux ont toujours eu de bonnes relations avec l'État syrien. Ils sont toujours restés en contact avec nous, proposant des idées véritablement patriotes, réagissant positivement à l'entrée de nos troupes dans certaines régions avec autant de bonheur et de joie que les autres franges de la population. Par conséquent, leur évaluation [telle que posée par la question] est inexacte. Sinon, cela signifie que la Syrie ne sera plus jamais stable.

Question : Mais alors, Monsieur le Président, quel est le problème avec les Kurdes, même avant la guerre ? Où réside le problème ?

Président Al-Assad : Ces groupes existent depuis des décennies bien que nous les ayons soutenus en risquant d'en payer le prix par un affrontement militaire avec la Turquie, en 1998. À l'époque, nous les soutenions en partant de leurs droits culturels. De quoi nous accusent-ils ? Ils accusent l'État syrien et parfois le Parti Baas de chauvinisme, alors que lors du recensement de 1962 ce parti n'était même pas au pouvoir. Et maintenant, ils nous accusent nous-mêmes de priver cette frange de citoyens de ses droits culturels.

Supposons que ces accusations soient fondées. Est-ce possible que je sois à la fois une personne ouverte et fermée [à la diversité] ? Est-ce possible que l'État soit à la fois tolérant et ouvert, intolérant et fermé [à la diversité] ? C'est impossible. Prenons l'exemple de la dernière frange de citoyens ayant intégré le tissu social syrien : celle des Arméniens.

Les Arméniens ont toujours été des patriotes par excellence, cette guerre ayant indiscutablement confirmé ce fait. Il n'empêche qu'ils ont leurs propres églises, leurs propres associations et, sujet plus délicat, leurs propres écoles. Mais lorsque vous êtes invités à assister à n'importe laquelle de leurs célébrations, à l'occasion d'un mariage ou d'autres occasions -j'ai des amis arméniens et j'assistais à leurs fêtes en d'autres temps- vous les entendrez chanter des chansons de leur patrimoine, suivies par des chansons patriotes de dimension politique. Y a-t-il une liberté supérieure ? Et ce, en sachant que cette frange de la diaspora arménienne mondiale est celle qui s'est le moins dissoute dans la société environnante. Elle s'est intégrée mais elle ne s'est pas diluée et a conservé toutes ses caractéristiques.

Pourquoi serions-nous ouverts ici et fermés ailleurs ? Parce qu'existent des propositions séparatistes et que nous voyons circuler des cartes faisant la promotion d'un Kurdistan syrien comme partie d'un grand Kurdistan. Nous avons le droit de défendre l'intégrité de notre territoire et de nous méfier des projets séparatistes, mais nous n'avons aucun problème avec la diversité syrienne. Au contraire, nous considérons que cette diversité est belle et riche. Une richesse qui signifie « force ».

Cependant la diversité est une chose et la partition, le séparatisme et le dépeçage du pays en sont une autre absolument contraire. Tel est le problème.

[...]

Question : Le président Donald Trump a déclaré son intention de maintenir un certain nombre de ses soldats en Syrie, de déployer certaines unités aux frontières jordanienne et israélienne, tandis que d'autres unités protègeraient les champs pétrolifères. Qu'en pensez-vous et comment réagira l'État syrien face à cette présence illégale ?

Président Al-Assad : Abstraction faite de ces déclarations, l'Américain est un occupant. Il est présent au nord, au sud, à l'est et à l'ouest et le résultat est le même. Encore une fois, nous ne tenons pas compte de ses déclarations mais de la réalité. Comment réagir à cette réalité ? En fonction des priorités militaires, comme je l'ai déjà dit, c'est-à-dire que nous avons certaines régions à libérer avant d'en arriver aux régions que l'Américain n'a pas quittées. Je n'userai pas de rodomontades en vous disant que nous enverrons notre Armée combattre l'Amérique. Nous parlons d'une grande puissance, en avons-nous les moyens ? Je pense que le sujet est clair pour nous les Syriens.

Irons-nous vers la résistance ? Dans ce cas, le sort de l'Américain sera comparable à ce qui s'est passé en Irak. Mais, le terme « résistance » nécessite une disposition populaire contraire à la collaboration [avec l'ennemi]. Dès lors, le rôle naturel de l'État est de créer toutes les conditions susceptibles de soutenir toute forme de résistance nationale contre l'occupant, laquelle n'a rien à voir avec la mentalité coloniale américaine ou la mentalité commerciale qui vient coloniser une région pour l'argent, le pétrole, etc.

Il est illogique de passer en revue tous les facteurs d'influence et d'oublier que le principal facteur qui a amené l'Américain, le non-Américain et le Turc dans cette région est le Syrien collaborateur et traître. Traiter tous les autres facteurs revient à traiter les symptômes alors qu'il faut traiter les causes. Nous devons traiter avec ce Syrien là et tenter de restaurer la notion de patrie au sein de la société, de telle sorte que la traîtrise ne soit pas juste un point de vue, au même titre qu'une différence d'opinion politique. Lorsque nous réaliserons cela, je vous assure que l'Américain sortira parce qu'il n'aura plus le loisir de rester et qu'il n'en aura pas la force, bien qu'il soit une grande puissance. C'est ce que nous avons constaté au Liban, à un moment donné, ainsi qu'en Irak à un stade ultérieur. Je crois que c'est la bonne solution.

[...]

Question : Après avoir abordé les diverses interprétations consécutives à votre récente visite surprise à Idleb, j'aimerais vous interroger sur un autre aspect de la situation dans cette province. Une situation que Geir Pederson [Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie] a abordé dans un entretien en la décrivant de « complexe ».De son point de vue, il faut éviter une opération militaire à grande échelle car elle ne contribuera pas à résoudre le problème, mais aura de graves conséquences humanitaires. Qu'en dites-vous ? Et pensez-vous que le processus de libération pourrait effectivement être retardé ?

Président Al-Assad : Si Pederson possède les outils et la capacité de résoudre le problème sans opération militaire à grande échelle, c'est une bonne chose. Pourquoi n'avance t-il pas la solution s'il en a une vision claire ? Nous n'avons pas d'objection. Le problème est finalement très simple : il peut se rendre en Turquie et la convaincre de convaincre à son tour les terroristes d'opérer la séparation entre les civils et les milices armées, les premiers seraient amenés dans une région et les seconds dans une autre. Ce qui rendrait l'opération encore plus facile, c'est s'il pouvait distinguer celui qui est armé de celui qui ne l'est pas. Mais, la vérité est que le processus de lutte contre le terrorisme ne se fait pas en théorisant, en dissertant ou en sermonnant.

Quant au retard du processus de libération, si nous avions attendu les résolutions de l'ONU -en fait, quand nous parlons de résolutions de l'ONU, nous parlons de décisions des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de ceux qui les suivent- nous n'aurions libéré aucune région de la Syrie depuis le début de la guerre. Ces pressions n'ont pas d'effet sur nous, bien qu'il arrive parfois que nous prenions en compte telle ou telle situation politique comme je l'ai déjà dit, pour ne pas leur fournir de prétextes. Mais lorsque toutes les possibilités sont épuisées, l'action militaire devient nécessaire afin de sauver les civils.

Je ne peux pas sauver les civils en les laissant à la merci du milicien armé. La logique occidentale qui appelle à l'arrêt de l'opération militaire pour protéger les civils est une logique inversée, sciemment et hypocritement bien entendu, vu qu'elle prétend que laisser le civil sous l'autorité du terroriste le protège. Ce sont les militaires qui protègent les civils et lorsque vous laissez le civil sous l'autorité du terroriste, vous lui rendez service et vous participez à l'assassinat du civil.

Question : Monsieur le président, vous n'attendez pas une résolution de l'ONU. Mais attendez-vous une décision de la Russie ? Les Russes peuvent-ils retarder l'opération [de libération] ? Il y a déjà eu des arrêts d'opérations militaires annoncées vers Idleb. À chaque fois, certains ont parlé de pressions russes pour cause d'arrangements personnels avec les Turcs. Quelle est la vérité d'un tel discours ?

Président Al-Assad : Le mot « pression » n'est pas précis. Nous menons, avec les Russes et les Iraniens, une même bataille militaire et une même bataille politique. Nous ne cessons de nous concerter pour saisir le moment opportun en fonction des circonstances. À plusieurs reprises, nous avons convenu ensemble d'une date d'opération qu'il nous a fallu reporter, à cause d'éléments nouveaux militaires ou politiques.

Nous, nous voyons ce qui est lié au niveau local, l'Iran voit ce qui est lié au niveau régional, et la Russie voit ce qui est lié au niveau international. D'où la complémentarité. D'où le dialogue.

[...].Mais, il n'y a pas que le rythme rapide d'évènements nouveaux qui nécessite le report des opérations. Il y a aussi la nécessité de sortir les civils [des champs d'opération] et de leur ouvrir la voie vers les régions que nous contrôlons ; ce qui contribue à sauver des vies. Une autre de nos priorités est de préserver la vie de nos soldats, ce que nous avons réussi dans certains cas grâce à une solution politique.

Les données pouvant influencer une décision, ou la reporter à plus tard, sont nombreuses. Ce n'est ni le lieu, ni le moment de les passer en revue. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un problème de « pressions ». Le Russe tient autant que nous à lutter contre le terrorisme ; sinon, pourquoi enverrait-il son aviation militaire ? Et le timing est donc le résultat de nos concertations.

Dr Bachar al-Assad
Président de la République arabe syrienne
31octobre 2019
Al-Sourya et Al-Ikhbarya, TVs
Traduction de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal

Bolivie : La main américaine dans le coup contre Evo !

Par Finian Cunningham



Le président socialiste bolivien, Evo Morales

Quelques jours à peine avant la démission d'Evo Morales, des cassettes audio du président bolivien ont été publiées, mettant en scène des politiciens de l'opposition, l'ambassade des États-Unis et des sénateurs américains dans un complot du coup d'État.

Marco Rubio et Ted Cruz, parmi les sénateurs américains cités dans les enregistrements révélés par les politiciens boliviens à la recherche du limogeage de Morales, étaient, selon un rapport de Telesur.

On pense que l'ambassade américaine à La Paz a contribué à la coordination d'une campagne délibérée de violence de la rue et de désinformation dans les médias afin de déstabiliser le pays andin et d'obliger Morales à démissionner.

Le scénario dans son ensemble s'inscrit dans la procédure standard de Washington pour provoquer des coups d'État ou un changement de régime contre des gouvernements qu'elle désapprouve. Le président socialiste bolivien, Evo Morales, était en colère contre Washington.

Ce qui s'est passé en Bolivie est similaire aux manifestations violentes soutenues par les États-Unis qui avaient secoué cette année le gouvernement socialiste du président Nicolas Maduro au Venezuela. Heureusement pour Maduro, l'armée vénézuélienne est restée fidèle à la constitution et n'a pas été détournée par la pression de Washington.

Malheureusement pour Morales, les forces militaires et policières boliviennes ont toutefois été soumises à des pressions suffisantes. Lorsque ces institutions ont demandé à Morales de se retirer dimanche, il l'a fait afin de préserver son pays de nouveaux conflits meurtriers. «Les putschistes sont en train de détruire l'état de droit», a déclaré Morales, qui a été réélu pour un quatrième mandat le 20 octobre.

Plusieurs pays ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme un coup d'Etat contre le dirigeant élu démocratiquement. La Russie, Cuba, le Mexique, le Venezuela et l'Argentine ont tous condamné la subversion de la constitution bolivienne.

Lorsque Morales a remporté les élections le mois dernier, l'Organisation des États américains (OEA) a allégué une "manipulation" du système électoral. Ces affirmations de l'OEA étaient prévisibles, car elle a longtemps servi d'organisme pro-Washington opposé avec véhémence aux gouvernements de gauche en Amérique latine. Les critiques appellent cela une relique de la guerre froide.

L'organisation a lancé la critique internationale du gouvernement vénézuélien et attisé les troubles publics plus tôt cette année dans ce pays, qui avait mis au défi le président élu, Nicolas Maduro. Le coup d'Etat orchestré au Venezuela s'est atténué au cours des derniers mois.

Washington fournit à l'OEA 60% de son budget financier. C'est donc un outil de promotion des intérêts géopolitiques des États-Unis dans toute l'Amérique latine, comme l'a amplement noté la Grayzone.

Son ingérence en Bolivie semble avoir réussi, contrairement à ses tentatives infructueuses au Venezuela.

Les allégations de fraude électorale en Bolivie ont immédiatement alimenté les manifestations de rue des groupes de droite fidèles aux politiciens de l'opposition. Ces factions de l'opposition sont liées aux anciens régimes oligarchiques qui régnaient en Bolivie avant l'arrivée au pouvoir de Morales en 2006. Morales a été le premier président autochtone dans un pays traditionnellement dominé par une classe dirigeante associée aux colonialistes espagnols. Sa politique a été largement saluée par la communauté internationale pour avoir sorti des millions de Boliviens de la pauvreté, en particulier des peuples autochtones marginalisés par l'élite dirigeante.

Depuis les trois dernières semaines, depuis que les résultats des élections ont désigné Morales comme le vainqueur incontesté, la Bolivie a été convulsée par une violence extrême. Les manifestants ont attaqué des membres du parti de Morales, incendiant des maisons et des bureaux et intimidant les journalistes qui diffusaient des scènes d'anarchie dans les rues. Un des proches de la famille de Morales aurait été kidnappé ce week-end.

Face à la terreur menaçant de détruire le pays, le président a été contraint de renoncer au pouvoir ce week-end.

L'implication des sénateurs américains en collusion avec l'opposition de droite bolivienne à créer un climat de haine et de peur ressort tout à fait du même livre de jeu pour la subversion utilisé récemment par Washington au Venezuela et dans des dizaines de pays à travers le monde. Le coup d'État survenu en Ukraine en février 2014, qui a conduit à une prise de contrôle par des partis néonazis, n'est qu'un autre exemple.

L'ironie est que Washington et ses partenaires européens sont submergés par les accusations portées contre la Russie pour ingérence présumée dans leurs systèmes politiques. Les médias américains et européens affirment sans cesse avec peu de preuves que Moscou mène des "campagnes d'influence" pour fausser les élections.

Rien que cette semaine, le New York Times a publié un nouveau rapport dans une série de rapports alléguant que la Russie multiplie les interférences et les ingérences dans les États africains.

Entre-temps, les preuves montrent clairement que les États-Unis viennent de prendre des mesures flagrantes pour détruire le processus démocratique en Bolivie, terroriser une nation et faire chanter le président à la démission de son président. Pourtant, les médias occidentaux éteignent consciencieusement ce récit pour continuer à poursuivre leurs fantasmes sur la Russie. Une autre illustration de la raison pour laquelle les médias occidentaux d'entreprise sont définis plus précisément comme des canaux de propagande, et non comme des organes de presse.

Sputnik 11 Novembre 2019

Bolivie : Un coup d'État « made in USA »

Par Dominique Ferré

« Nous soutenons pleinement les conclusions du rapport de l'Organisation des États américains (OEA) recommandant de nouvelles élections en Bolivie, afin de garantir un processus véritablement démocratique, représentatif de la volonté du peuple. »



Rassemblement à Washington, condamnant le coup d'État militaire des Etats-Unis en Bolivie.

Cette déclaration de Mike Pompeo, ministre des Affaires étrangères de Trump, le 10 novembre, revendique le crime qui vient d'être commis contre le peuple bolivien. C'est bien un coup d'État fomenté par l'administration américaine qui a amené le président Evo Morales à démissionner ce 10 novembre.

Le 20 octobre, Morales, président sortant et candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), remportait l'élection présidentielle avec 2,8 millions de voix, face au candidat de droite, Carlos Mesa (2,2 millions de voix). Immédiatement, les partis de droite et les groupes armés d'extrême droite – les « comités civiques » – lancent une campagne, criant à la « fraude », depuis la ville de Santa Cruz, capitale de la province la plus riche aux fortes tendances séparatistes.

L'ingérence de l'OEA (fondée en 1948 et dont le siège est à Washington), exigeant de nouvelles élections, donne un coup d'accélérateur à la déstabilisation. Les comités civiques multiplient provocations et agressions physiques contre des représentants du parti de Morales, ainsi que contre des militants ouvriers et paysans. Début novembre, des secteurs de la police et de l'armée se rangent du côté des chefs factieux.

En 2006, Evo Morales, leader paysan d'origine indigène (comme 60 % de la population bolivienne), avait été élu président en réaction aux politiques anti-ouvrières et antipopulaires de subordination au Fonds monétaire international. Des politiques mises en œuvre par les mêmes qui, aujourd'hui, organisent le putsch, dont Mesa et l'entrepreneur Camacho, dont la carrière a débuté dans les groupes paramilitaires de Santa Cruz spécialisés dans les pogromes contre les indigènes. Poussé par la volonté des masses en 2006, Morales avait commis le crime impardonnable, aux yeux des multinationales et de l'administration américaine, de nationaliser partiellement les hydrocarbures et de redistribuer une partie de la rente pétrolière aux plus pauvres. Pas question cependant, pour Morales, de rompre avec le FMI et le remboursement de sa dette, ni de remettre en cause les institutions de l'État – armée, police… – qui, aujourd'hui, se retournent contre lui.

Mais le drame se concentre dans l'attitude des dirigeants de la puissante organisation historique des travailleurs, la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Ses dirigeants, qui ont pourtant soutenu Morales pendant des années, l'ont finalement appelé, le 10 novembre, à démissionner sous prétexte qu'ils « ne seront pas complices d'un bain de sang ». Renonçant à appeler la puissante classe ouvrière bolivienne à écraser le coup d'État et prenant la responsabilité d'une défaite sans combat, les dirigeants de la COB ont contribué à la décision de Morales de démissionner et de s'exiler au Mexique… Dans les heures qui suivirent, les groupes paramilitaires faisaient régner la terreur dans les rues des grandes villes, attaquant les locaux du MAS, comme ceux des organisations ouvrières, paysannes et populaires.

Les travailleurs et les jeunes du monde entier, et leurs organisations, ont le devoir de se ranger aux côtés des travailleurs et du peuple de Bolivie contre ce nouveau crime de l'impérialisme américain en Amérique latine.

Dominique Ferré
Tribune des Travailleurs

Brésil : Lula libre, promet de continuer à lutter !



La libération de l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva est un fait et un triomphe des peuples



Grâce à un arrêt de la Cour suprême l'ex-président brésilien, Luiz Inacio da Silva Lula 74 ans, qui était en prison depuis le 7 avril 2018 et condamné à 12 ans d'incarcération, a été remis en liberté, le vendredi 8 novembre 2019 après 580 jours d'emprisonnement injuste. C'était une façon pour l'empêcher de concourir à l'élection présidentielle et occasionner l'extrême droite Jair Bolsonaro à récupérer le pouvoir, alors que Lula était largement favori dans les sondages.

Complot politico-judiciaire confirmé par le journal The Intercept Brasil qui a révélé des conversations du juge Moro sur Telegram pour exclure l'ancien président de la scène politique. Moro a été récompensé, il est actuellement ministre de la justice de Bolsonaro.

En effet, des milliers de militants étaient venus accueillir et acclamer Lula devant le siège de la Police fédérale de Curitiba. A sa sortie, il harangua la foule et déclara *« Je veux continuer à lutter pour améliorer la vie du peuple brésilien »*

Lula a été salué par le président élu de l'Argentine, Alberto Fernandez et le président du Venezuela Nicolas Maduro.

Le gouvernement révolutionnaire de Cuba par la filière de son chef d'Etat Miguel Díaz-Canel, a célébré cette libération sur le réseau social Twitter. Selon lui *« la libération de l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva est un fait et un triomphe des peuples »*, pour ajouter ensuite *« que la sortie de prison du leader du Parti des travailleurs du Brésil constitue l'échec de la stratégie impériale et de ses laquais. Accolades au lutteur infatigable qui n'a jamais abandonné les drapeaux de la dignité ».*

Propagande et Post-vérité

Par Thierry Meyssan

Depuis 18 ans, nous débattons de l'étrange évolution des médias qui semblent accorder de moins en moins de valeur aux faits. Nous attribuons ce phénomène à leur démocratisation au travers des réseaux sociaux. Ce serait parce que désormais n'importe quel quidam peut s'improviser journaliste, que la qualité de l'information se serait effondrée. Il conviendrait donc de réserver aux élites le droit de parler. Et si c'était exactement le contraire ? Si la censure que l'on envisage n'était pas la réponse au phénomène, mais sa continuité ?



Sisyphe hisse péniblement son rocher en haut de la montagne de ses ambitions, la pierre roule ensuite inexorablement de l'autre côté vers les enfers. Puis il recommence cette oeuvre absurde

Propagande

Dans les systèmes politiques où le Pouvoir a besoin de la participation du Peuple, la propagande a pour objet de faire adhérer le plus grand nombre à une idéologie particulière et de le mobiliser pour l'appliquer.

Les méthodes utilisées pour convaincre sont les mêmes que l'on soit de bonne ou de mauvaise foi. Cependant au XXème siècle, l'usage du mensonge et de la répétition, l'élimination des points de vue différents, et l'embrigadement au sein d'organisations de masse ont d'abord été théorisés par le député britannique Charles Masterman, le journaliste états-unien George Creel et surtout le ministre allemand Joseph Goebbels avec les conséquences dévastatrices que l'on connaît [1]. C'est pourquoi à l'issue des deux Guerres mondiales, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta trois résolutions condamnant l'usage du mensonge délibéré dans les médias pour susciter la guerre et enjoignant aux États-membres de veiller à la libre circulation des idées, seule prévention à l'intoxication [2].

Alors que les techniques de propagande ont été perfectionnées au cours des 75 dernières années et sont utilisées systématiquement dans tous les conflits internationaux, elles laissent progressivement la place à de nouvelles techniques d'influence dans les pays en paix : il ne s'agit plus de faire adhérer le public à une idéologie et de le faire agir au service du Pouvoir, mais au contraire de le dissuader d'intervenir, de le paralyser.

Cette stratégie correspond à une organisation dite « démocratique » de la société où le public dispose d'une capacité de sanction du Pouvoir, ce qui était rarement le cas auparavant.

Elle s'est répandue depuis 18 ans avec la « Guerre au terrorisme ». Nombreux ont été les intellectuels qui ont souligné l'absurdité de cette expression : le terrorisme n'est pas un ennemi, c'est une technique militaire. Or, on ne saurait faire la guerre à la guerre. Même si nous ne l'avons pas compris à l'époque, l'invention de cette expression paradoxale visait à instituer l'ère de la post-vérité.

Post-vérité

Prenons l'exemple de la récente exécution d'Abou Bakr al-Baghdadi. Nous savons tous qu'une escouade d'hélicoptère ne peut pas traverser en rasemotte tout le Nord de la Syrie sans être ni vue par la population, ni repérée par les systèmes russes de protection anti-aérienne. La narration qui nous est contée est manifestement impossible. Pourtant, loin de remettre en cause ce que nous jugeons comme de la propagande, nous discutons de savoir si le Calife, acculé par les Forces spéciales US, s'est fait sauter avec deux ou trois enfants.

En d'autres temps, nous serions tombés d'accord pour dire qu'un élément essentiel de cette histoire étant impossible, nous ne pouvons pas prendre au sérieux les autres éléments qui nous sont exposés, à commencer par la mort du calife. Désormais, nous pensons autrement. Nous admettons que cet élément factuel a été falsifié, *a priori* pour des raisons de sécurité nationale, et nous considérons le reste de la narration comme authentique. À terme, nous oublierons notre prévention face à cet élément, ou à d'autres, et nous publierons des encyclopédies qui raconteront cette belle histoire avec ses éléments les plus invraisemblables.

En d'autres termes, nous comprenons instinctivement que cette narration ne relate pas des faits, mais véhicule un message. Nous ne nous positionnons donc pas face aux faits, mais face au message tel que nous l'avons compris : comme Oussama Ben Laden, Abou Bakr al-Baghdadi a été exécuté ; Force reste aux États-Unis d'Amérique.

Pour déplacer notre conscience des faits vers le message, les *speech writers* ont l'obligation de délivrer une narration incohérente. Ce n'est pas une malencontreuse erreur de leur part qui se répète, mais une exigence technique de leur travail.

Dans la propagande classique, on cherchait à raconter des histoires cohérentes, au besoin en occultant certains faits ou en en falsifiant. Plus maintenant. Car on ne cherche plus à convaincre avec de belles histoires, au besoin en prenant ses aises avec la réalité. Mais on s'adresse à un état de conscience intermédiaire par lequel on fait passer des messages. Nous sommes conscients que cette affaire d'hélicoptères est impossible, mais nous pouvons raisonner en l'éliminant de notre champ de conscience. Une partie de notre intellect a été inhibée.

Nous nous mentons à nous-mêmes.

Nous pouvons trouver un très grand nombre d'exemples d'usage de cette technique de conditionnement dans l'actualité des dernières années. Tous ceux que je pourrais citer vont hérisser la majorité de mes lecteurs car chaque exemple exige de reconnaître que nous nous sommes fait avoir avec notre propre complicité. Nous détestons qu'on nous fasse remarquer nos fautes.

Un petit exemple quand même. Il est ancien, mais fondateur. Il joue un rôle capital encore aujourd'hui. Lors des attentats du 11-Septembre, les compagnies d'aviation ont immédiatement publié les listes d'embarquement complètes des passagers et du personnel qui étaient morts. Deux jours plus tard, le directeur du FBI a exposé sa narration des 19 pirates de l'air qui avaient, selon lui, réalisé les attentats. Or aucun d'entre eux, selon le témoignage à chaud des compagnies d'aviation, n'avait embarqué à bord des quatre avions. Sa version est donc impossible. Dix-huit ans après, nous continuons pourtant à disserter sur la personnalité de ces individus.

Antidote

Depuis 18 ans, on nous explique qu'en offrant à tous la capacité de s'exprimer sur un blog ou sur des réseaux sociaux, les progrès de la technique ont dévalué la parole publique. N'importe qui peut dire n'importe quoi. Autrefois, seuls les les hommes politiques et les journalistes professionnels avaient la possibilité de s'exprimer. Ils veillaient à la qualité de leurs interventions et de leurs écrits. Aujourd'hui le *vulgum pecus*, la foule ignorante, prend des vessies pour des lanternes et répand des *fake news*.

Or, c'est exactement l'inverse. Des hommes politiques de premier plan, à commencer par le président George Bush Jr. et le Premier ministre Tony Blair, ont assumé des discours incohérents pour inhiber les réactions du public en général et de leurs électeurs en particulier. Cette technique substitue l'absurdité à la vérité comme d'autres lui substituaient le mensonge. Elle a détruit le fonctionnement des systèmes démocratiques que le commun des mortels tente de restaurer avec ses moyens.

Les postes de télévision cathodique affichent des images en 625 lignes. Il suffit que l'une d'entre elles soit brouillée pour que nous ne percevions qu'elle dans l'image. Sur le même principe, il suffit d'entendre un seul point de vue différent pour que les mensonges d'une propagande omniprésente crèvent les yeux. C'est pourquoi la propagande, lorsqu'elle ment, exige une censure implacable. Mais si le mensonge introduit une incohérence dans le discours de sorte que cette incohérence devient volontairement évidente, il ne faut plus censurer les points de vue alternatifs. Au contraire, il faut les laisser s'exprimer et les mettre en valeur en en dénonçant certaines publiquement comme des *fake news*.

L'antidote de la post-vérité n'est pas la vérification des faits, celle-ci est la base depuis toujours du travail des journalistes et des historiens, c'est le rétablissement de la logique. C'est pourquoi une nouvelle forme de censure s'impose aujourd'hui. La plupart des utilisateurs de Facebook ont été déconnectés à un moment ou à un autre. Dans d'innombrables cas, les utilisateurs sont incapables de comprendre pourquoi ils ont été censurés. Ils cherchent en vain quel mot prohibé aurait été détecté par un ordinateur, ou quelle prise de position incivile aurait été interdite par un surveillant. En réalité, ce qui leur est souvent reproché et arbitrairement sanctionné, c'est de rétablir la logique dans leur raisonnement.

Thierry Meyssan

Notes

[1] « Les techniques de la propagande militaire moderne », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 mai 2016.

[2] « Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 août 2011

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 2 novembre 2019

Les forces d'occupation israéliennes arrêtent Khalida Jarrar, Palestinienne de gauche, parlementaire féministe



Khalida Jarrar

Par Samidoun Network

Imaginez un bataillon de soldats étrangers qui débarquent et kidnappent une députée pour l'emprisonner. Pas de jugement, durée indéterminée, les preuves du supposé délit sont tenues secrètes et les avocats de la défense n'y ont pas accès. Difficile de violer davantage l'État de droit, le droit international et les droits de l'homme. Mais avec Israël, c'est possible. Khalida Jarrar, la députée palestinienne et dirigeante du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) a ainsi été kidnappée à son domicile à Ramallah dans la nuit du jeudi 30 octobre par l'armée israélienne. (IGA)

Aux premières heures du jour, le jeudi 31 octobre, les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut la demeure à Ramallah de la Palestinienne de gauche, dirigeante féministe et parlementaire mondialement connue, Khalida Jarrar. Ils l'ont enlevée à son domicile familial, à 3 heures du matin, à l'aide de plus 70 soldats armés et 12 véhicules militaires, comme l'a rapporté sa fille Yafa sur Facebook.

L'arrestation intervient seulement huit mois après sa libération au terme d'une détention administrative de 20 mois. Les ordres de détention administrative peuvent être émis pour six mois au plus à la fois et sont indéfiniment renouvelables. Des Palestiniennes et Palestiniens, comme Khalida Jarrar, ont passé des années emprisonnés sans inculpation ni jugement.

A l'intérieur des prisons de l'occupant israélien, Khalida Jarrar a joué un rôle primordial dans le soutien à l'enseignement des jeunes filles mineures détenues, en organisant des cours sur les droits humains et des révisions en vue des examens obligatoires du lycée, alors que les autorités pénitentiaires refusaient aux filles d'avoir un professeur.

Plus de 275 organisations, partis politiques, et mouvements sociaux se sont unis dans le monde en un appel collectif pour sa libération.

Ce n'est pas la seule fois que Khalida Jarrar était emprisonnée par l'occupant israélien ; en 2017, elle a été arrêtée seulement 13 mois après sa libération des prisons israéliennes après avoir purgé une peine de 15 mois pour son activité politique. Après avoir été arrêtée en 2015, elle a reçu un ordre de détention administrative : en réponse à l'indignation publique, elle a été transférée devant les tribunaux militaires pour un faux procès. Pendant les derniers 20 mois, elle est restée emprisonnée sans inculpation, ni jugement.

Khalida Jarrar défend depuis longtemps la liberté des prisonniers palestiniens et a exercé les fonctions de Vice-Présidente et Directrice Exécutive de l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et de défense des Droits Humains. Membre du Conseil Législatif Palestinien, élue en tant que participante au Bloc de gauche Abu Ali Mustafa, associé au Front Populaire de Libération de la Palestine, elle a présidé la Commission du CLP sur les Prisonniers.

Elle milite activement pour faire comparaître les dirigeants israéliens devant la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre. Elle est membre d'une commission palestinienne chargée de déposer devant la Cour Internationale les plaintes et les dossiers relatifs aux crimes israéliens commis à l'encontre des Palestiniens, aux attaques sur Gaza, aux confiscations de terres, la construction de colonies, aux arrestations et aux emprisonnements de masse.

Samidoun, Réseau de Solidarité avec les Prisonniers Palestiniens, appelle instamment à la mobilisation et à l'action internationales pour exiger la libération immédiate de Khalida Jarrar.

Cette arrestation intervient alors que de nombreux détenus mènent une grève de la faim comme Heba al-Labadi, et d'autres subissent de graves tortures, comme Samer Arbeed. C'est encore une autre tentative de l'occupant israélien d'attaquer les mouvements populaires palestiniens – et les campagnes pour défendre les prisonniers palestiniens – et de les annihiler par la peur, les arrestations et les intimidations effectuées par une force d'occupation lourdement armée.

Il est urgent que nous intensifions notre solidarité pour exiger la libération de Khalida Jarrar, de Heba al-Labadi et des milliers de prisonniers palestiniens qui sont derrière les barreaux des prisons de l'occupant israélien, y compris en bâtissant le mouvement de boycott d'Israël à un niveau international.

Source: AFPS
Investig'Action :
07 Novrmbre 2019

Suite de la page (5)

vote honteux, *misérabilissime*, le ministre haïtien des Affaires étrangères, Bocchit Edmond avait fait miroiter aux yeux des Vénézuéliens l'assurance d'un vote favorable, après avoir déclaré: «Haïti n'est pas disposée à abandonner un ami comme le Venezuela du jour au lendemain». *Le salisseur* ! Le misérable ! Le rat ! Le scélérat ! Tel président, tel ministre, telle *salisseur*.

Comme on le sait, il n'en a rien été. Les fantoches haïtiens à l'OEA manipulés par Washington, instruits par leur président de se prêter à une trahison, une infamie, une vacherie, une fripouillerie, une *vauriennerie*, une *couillonnerie* se sont honteusement défilés, ont spectaculairement tourné le dos à Nicolas Maduro et au peuple vénézuélien debout dans ses sandales de démocratique dignité, *tennfas* derrière son *légitissime* président.

La traîtreuse, *bocchiteuse* et *boulshiteuse* crapulerie était d'autant plus déroutante, révoltante, choquante, puante, scabreuse, scandaleuse, méprisable, ignoble, immorale que le Venezuela est un ami sincère de la Caraïbe. En effet, au moment où d'autres bailleurs de fonds refusaient tout engagement financier qui aiderait Haïti et d'autres pays, le Venezuela internationaliste leur avait prêté prêté plusieurs millions de dollars à travers le programme de PetroCaribe, à un taux de remboursement insignifiant sur une période de vingt-cinq ans.. Qui avait dit que « la reconnaissance est une lâcheté » ?

Bêtises, traîtrise, scélératesse, corruption, culpabilité, toutes réclament arrestation, jugement, châtiment, prison, justice. Une clameur, une fureur, me parvient d'Haïti, jusqu'aux *États Mal Unis* ; oui, un ras-le-bol, une colère, une forte violence *anbaanba*, un *lavman jilèt* à purger, en mode *rachonnant*, les plus coupables des délinquants qui gouvernent notre merveilleux pays J'entends distinctement : il n'y a pas loin (des ruines) du Palais national au Pénitencier national… Un malheur plane dans l'air… Malheur au président !

Jomo, êtes-vous sourd ? *Eske w soud* ?

9 novembre 2019

Suite de la page (11)

désunion ont affaibli nos forces et la droite s'est lancée dans la reconquête et dans la destruction de ce qui avait été réalisé.

Je me félicite de la forte représentation de jeunes dans cette salle et dans les rues de Notre Amérique où la protestation s'est installée contre les abus du néolibéralisme.

Voir les jeunes se rebeller et se battre pour leurs droits et pour un meilleur destin pour leur pays est à la fois encourageant et difficile (Applaudissements). Car, comme Fidel nous l'a enseigné, la lutte de cette époque s'exprime avant tout dans le domaine des idées.

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nous défendrons toujours la Zone de Paix, proclamée à La Havane en 2014 pendant les jours prometteurs de plénitude d'une Celac aujourd'hui en retrait.

Les mobilisations et les manifestations pacifiques avec lesquelles nos peuples revendiquent leurs droits sont exemplaires en ce sens. Et ils sont en train de les conquérir.

Frères, sœurs,

Aujourd'hui, vous avez appelé à l'unité des forces politiques et du mouvement social et populaire des gauches à continuer à former la conscience, à générer des idées et en les organisant pour la lutte.

Nous voyons cette lutte dans la bataille pour la vérité. C'est à nous de vaincre les mensonges sur lesquels les guerres de toutes sortes sont menées contre nos peuples : en informant, persuadant, mobilisant, marchant avec les pauvres du pays, qui en ont assez des mensonges et des abus. En proposant et en créant des programmes qui répondent aux demandes les plus pressantes des travailleurs, des étudiants, des paysans, des intellectuels et des artistes.

Le plan d'action approuvé nous confirme que les secteurs progressistes sont conscients de l'urgence de l'unité, si nous voulons vraiment construire ensemble un projet d'émancipation anti-impérialiste, engagé dans une intégration authentique et si souvent reportée.

Au nom de Cuba, nous voulons réaffirmer devant vous que nous, la nouvelle génération de dirigeants cubains, formée et éduquée par la génération historique de Fidel et Raul, continuons d'être révolutionnaires, socialistes, fidélistes et martiniens (Applaudissements), et que nous ne céderons pas un millimètre dans nos positions en faveur de l'indépendance, la souveraineté et la justice sociale. Et en tant que lien avec les peuples qui luttent et qui résistent, nous maintiendrons toujours comme principe fondamental la solidarité à laquelle nous devons tant.

C'est pourquoi nous faisons nôtres les paroles de Fidel, il y a plus de 50 ans, lorsque, se référant à la solidarité précoce que la Révolution a trouvée avec sa cause, il déclara : « Le monde a été solidaire avec Cuba et c'est pourquoi Cuba se sent chaque jour de plus en plus solidaire avec tous les peuples du monde. »

En mémoire de Fidel et de Chavez, deux des grands de Notre Amérique, que nous avons eu la chance de connaître, d'écouter et de suivre dans la pratique la plus altruiste de la solidarité, reprenons leurs œuvres comme guide pour les temps nouveaux et exigeants qui nous attendent.

Je crois que nous sentons tous que s'ouvrent les grandes avenues où les hommes libres passent déjà pour construire une société meilleure (Applaudissements et exclamations).

Un monde meilleur est possible, nécessaire et urgent ! Luttons pour lui !

Hasta la victoria siempre !

(Ovation).

Granma 5 novembre 2019

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

Lung Cancer? And Age 60+? You And Your Family May Be Entitled To Significant Cash Award. No Risk. No Money Out Of Pocket. For Information Call 877-225-4813

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (917) 336-1254

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

FINANCE

Denied Social Security Disability? Appeal! If you're 50+, filed SSD and denied, our attorneys can help! Win or Pay Nothing! Strong, recent work history needed. 866-979-0096 [Steppacher Law Offices LLC Principal Office: 224 Adams Ave Scranton PA 18503]

HEALTH

SAVE ON YOUR NEXT PRESCRIPTION! World Health Link. Price Match Guarantee! Prescriptions Required. CIPA Certified. Over 1500 medications available. CALL Today For A Free Price Quote. 1-866-569-7986 Call Now!

HEALTH

A PLACE FOR MOM has helped over a million families find senior living. Our trusted, local advisors help find solutions to your unique needs at no cost to you. Call 855-977-3677

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Try "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

JOB OPPORTUNITY $18.50 P/H NYC $16 P/H LI Up to $13.50 P/H UPSTATE NY If you currently care for your relatives or friends who have Medicaid or Medicare, you may be eligible to start working for them as a personal assistant. No Certificates needed. (347)462-2610 (347)565-6200

HOME IMPROVEMENT

BATHROOM RENOVATIONS. EASY, ONE DAY updates! We specialize in safe bathing. Grab bars, no slip flooring & seated showers. Call for a free in-home consultation: 888-657-9488.

MISCELLANEOUS

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405

MISCELLANEOUS

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

COMPUTER ISSUES? FREE DIAGNOSIS by GEEKS ON SITE! Virus Removal, Data Recovery! 24/7 EMERGENCY SERVICE, In-home repair/On-line solutions . $20 OFF ANY SERVICE! 844-892-3990

TV INTERNET PHONE

Spectrum Triple Play! TV, Internet & Voice for $99.97/mo. Fastest Internet. 100 MB per second speed. Free Primetime on Demand. Unlimited Voice. NO CONTRACTS. Call 1-855-977-7198 or visit http://tripleplaytoday.com/press

Pleins Feux Sur : Henri Célestin (Port-au-Prince - ?)

Par Ed Rainer Sainvill

« Une tonalité singulière »



Henri a connu une éclosion musicale de musicien fertile et versatile lui ayant permis de s'y prendre bien comme guitariste, chanteur, compositeur. Tout en se forgeant une capacité de meneur. C'est ainsi qu'il s'est bien imposé dans l'engouement des vogues ***yeye*** et ***mini*** dans la fondation des « Difficiles de Pétion-Ville », lesquels s'adonnent aux variétés. C'est ainsi qu'il prit sous ses ailes un promu guitariste nommé Robert Martino dont il s'attelle à peaufiner la touche et à inculquer quelques notions de cordes. Dans l'ébranlement, c'est l'évincement du saxophoniste Jean C. Labissière pour muer le groupe en *"strings band"*, à la manière du « Tabou Combo » qui se forge tout de suite une renommée de tête d'affiche et de modèle à suivre. Vivant dans l'ombre de la bande à H. Nau et A. Chancy, il a fallu la dislocation de ce groupe en 1969 pour que l'ensemble à Henri Célestin puisse sortir des sentiers battus.

Et de ce fait, profitant de l'opportunité du vide laissé par le « Tabou », et en 1970, après avoir assemblé une dernière équipe, Henri et les « Difficiles » étaient prêts pour l'assaut final. Et subséquemment, c'est la diffusion sur les ondes de tubes irrésistibles qui surprirent l'audience générale et l'auditoire de '"Tambours Battants" de Ricot Jean Baptiste sur Radio Haiti. Tous ébahis par cette sonorité distinguée, ces cordes de ***flamenco*** créole et cette voix qui sort de l'ordinaire avec sa facture singulière, comme si elle n'a pas encore atteint sa croissance. Encore, si bourrée d'originalité et de **salvo**, habilitant les divers morceaux à atteindre leur envol : ***se lavi, Kenskóf, tuye lanp, refij mwen, tounen (men Polo), telefòn, medam yo, tigrès, bal la kómanse, mizisyen tan lontan, espwa*** etc. pulvérisent les hit-parades. En plus, cette voix drolatique sait aussi contourner les détours dans de juteuses ballades comme : ***les ombres du temps*** et ***janbe baryè***

Dès l'année 1971, Henri et son pote Robert catapultent les « Difficiles » devant de la scène ambiante. Les efforts assidus du maestro, ses compositions d'une couleur allégorique et son lyrisme en plus philosophique ont fini par récolter des adeptes. Mais, coup de théâtre, au moment où le groupe a fini par s'imposer, voici que le soliste, l'alter ego de Henri, son guitariste fétiche, Martino, décide de faire défection, suite à une banale altercation. Face à l'évidence, c'est donc un Henri plastic qui se contente de rafistoler les bouts, en s'acquittant à la fois en guitariste soliste et chanteur pour parer à l'absence de Robert. Et comble de veine, il n'a pas pris du temps pour que Eddy Wooley surgisse en renfort inespéré, à la place de Martino pour permettre à Henri de perpétuer une aventure qui valait la peine d'être écrite.

L'arrivée de Wooley a bien montré que la musique, ainsi que la nature, a horreur du vide. Car flanqué de ses lieutenants Porky et Wooley, lesquels apportent un précieux concours à la composition et au leadership, Henri entame un nouveau chapitre tonal à la tête des « Difficiles » avec : ***maladi bweson, yon verite, madan Sius, enfant ne cours pas, mademoiselle, voulez-vous danser ?, m psa kenbe, mwen konnen, janbe baryè, bèl bale, fè fre, an 7e, i'm sorry, pou yon bon zanmi, kash kash Lubin, vire won, sa pa gade m, eksperyans, m'anvi rele, fè chemen'w*** et autres. Autant de hits qui ont autorisé Célestin à être sous les feux de la rampe du show-biz local avec sa marque vocale singulière, au cours d'un lustre sans répit , pour faire palpiter la cadence endiablée de ces intrépides « Difficiles » de Pétion-Ville.

Cependant, la deuxième demie des *seventies* a vu une certaine mutation par rapport aux sonorités ***pop.*** Et au bercail, c'est l'imposition des orchestres pourvus *de "horn- section"*, jetant le pavé dans la mare. A cette étape, les « Difficiles » s'apparentent à des avortons, et, un ultime album,***"Kók kalite"***, comme pour tirer la révérence, n'a pas fait mouche l'ensemble s'essouffle. Face à l'évidence, Henri décide de mettre un terme à cette fructueuse aventure. Ne laissant même pas le choix à ses fidèles lieutenants Porky et Wooley de se servir du nom des « Difficiles », qu'il a préféré rangé dans les tiroirs de l'histoire. Par la suite, il s'est peu montré dans les coulisses ; pour revenir dans une œuvre souvenir :***"Viva Les Difficiles"*** en compagnie de son ancien bras droit Robert Martino. En plus de quelques performances de réminiscences avec des « Difficiles » réunis, afin de faire revivre un temps où il fut de son timbre non-orthodoxe, l'un des allumeurs des ondes et des night clubs.

Les Douze Commandements de l'Empire



Par Jorge Majfud

Cette formule a été testée et mise en œuvre depuis les origines de la politique internationale jusqu'à nos jours. Elle est plus que jamais valable.

1.Tu qualifieras tout gouvernement non aligné de « régime ».
2.Tu le harcèleras et lui imposeras un blocus
3. Tu détruiras son économie.
4. Tu contribueras autant que possible au chaos social.
5. Tu financeras les "combattants de la liberté".
6. Tu répèteras que son échec est la preuve qu'il n'y a pas d'alternative.
7. Tu remplaces ses gouvernements irresponsables par des régimes amis.
8. Tu appelleras çà « restauration de la démocratie ».
9. Tu suspendras le harcèlement et le blocus économique.
10. Tu enverras des navires avec des capitaux d'"aide au progrès".
11. Tu garantiras la « libre concurrence « pour tes affaires.
12. Tu répèteras l'opération.

Traduit par Fausto Giudice

Tlaxcala 4 Avril 2019